

Terre

information ■

magazine



DOSSIER
Maintenance 2010

Mensuel d'information et de liaison de l'armée de Terre

N° 213 - Avril 2010



JO D'HIVER LE VANCOUVER DES MILITAIRES

P. 58

M 06744 - 213 - F: 3,00 €



Sommaire

A LA UNE EN AVRIL

DOSSIER : LA MAINTENANCE PASSE AU MARBRE

Maintenance 2010 ? « Une réforme de plus », diront les esprits chagrins. Toutefois, celle-ci ne se contente pas de dessiner les contours d'une énième réforme de l'arme du matériel, comme celles initiées en 1995 et en 2005. La politique du Maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres (MCO terrestre) et aéronautiques (MCO Aé), s'est radicalement modifiée.



26

ÉDITO 5

À L'HONNEUR 6

PANORAMA 8

FOCUS

L'amiral Guillaud,
nouveau CEMA 13
Du CAT au SCA 14

EN DIRECT DE CÔTE D'IVOIRE

LICORNE : anticipation
et réactivité 18
150 ans d'histoire
commune 20
Que du muscle ! 22
Vers la normalisation 25



18

DOSSIER LA MAINTENANCE 2010 26

RETEX 42

TÉMOIGNAGE 43

TECHNOLOGIES

MARTHA 44

TRADITIONS

Les clubs
des lieutenants 46

VIE DES UNITÉS

Les évolutions
de l'ALAT 48
Le Tigre
en Afghanistan 50



48

ENTRAÎNEMENT

Exercice
ÉTOILE VERTE 52

VIE DES UNITÉS

Du nouveau
dans l'habillement 56

SPORT

Les résultats des JO 58
Brèves Sport 60

QUARTIER LIBRE

Jeu concours mensuel 62
BD 63
Votre agenda 64
Culture et loisirs 66
Vu dans les médias 69
Petites annonces 70



RÉDACTION SIRPA TERRE : 14, rue Saint-Dominique, 00453 Armées - Tél. : 01 72 69 + n° de poste ou PNIA 821 752 + n° de poste - Fax : 01 72 69 25 51 | PRÉSIDENT DU COMITÉ DE RÉDACTION : COL Benoît Royal | DIRECTEUR DE LA RÉDACTION : COL Bruno Lafitte | RÉDACTEUR EN CHEF : LCL Michel Sabatier (poste 25 58) | RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT : CNE Julie Cros (poste 25 50) | SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : LTN Sabine Fosseux (poste 25 50) | CHEF DES REPORTAGES : MAJ Yannick Le Leuch (poste 25 52) | RÉDACTION : (poste 25 59 ou 25 64) - CNE Thomas Dijol, CNE Audrey Laisné, LTN Séverine Bollier, LTN Céline Brunetaud, ASP Tancrede Besnard, Bernard Edinger, Diane Lhéritier, Domitille Bertrand | BRÈVES ET PETITES ANNONCES : Joseph de Beco (poste 25 55) | CELLULE PHOTOGRAPHIQUE : (poste 25 67) ADJ Jean-Raphaël Drahi, ADJ Gilles Gesquière, CCH Jean-Baptiste Tabone | CELLULE ICONOGRAPHIQUE : (poste 25 63), BCH Pascal Villemur, BCH David Gaubert | MARKETING : MAJ André Le Bodic (poste 25 56) | ÉDITEUR : Délégation à l'Information et à la Communication de la Défense - 1, place Joffre, 75007, Paris | DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : COL Benoît Royal, Chef du SIRPA Terre | PUBLICITÉ (ECPAD) : M. Thierry Lepsch - Tél. : 01 49 60 58 56 - routage-abonnement@ecpad.fr | DIFFUSION - ABONNEMENTS : BCH Pascal Villemur - Tél. : 01 72 69 25 63 - Fax : 01 72 69 25 51 | ABONNEMENTS PAYANTS : ECPAD - Tél. : 01 49 60 52 44 | RÉALISATION : Samourai.fr | IMPRESSION : CirclePrinters - Commission paritaire n° 0211B05259 - ISSN n° 0995-6 999 - Dépôt légal : à parution. Ce numéro comprend un encart Terre Information folioté de I à IV et un encart publicitaire La France Mutualiste. Tous droits de reproduction réservés. La reproduction des articles est soumise à l'autorisation préalable de la rédaction. | CRÉDITS PHOTOS : SIRPA Terre, SIRPAT Image, ECPAD, Zoom Agence, 2° RIMa | COUVERTURE : cérémonie d'ouverture des JO, AFP Photo / Adrian Dennis | Courriel : sirpat-comecrite.emat@terre-net.defense.gouv.fr



Retrouvez le magazine et ses bonus sur le site : www.defense.gouv.fr/terre, rubrique Magazines

MAGTERRE VIDEO ^{N°39}

LE SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE



Lecture interactive sur PC



Lecture sur platine DVD

LE MAGTERRE :

- ▶ Les acteurs du soutien psychologique.
- ▶ Le sas de fin de mission à Chypre.
- ▶ Les techniques d'optimisation du potentiel.
- ▶ Le portrait de l'aumônier du 21^e RIMa.

Et bien d'autres reportages en bonus ainsi que des contenus multimédias à télécharger depuis votre ordinateur en vous laissant guider par l'interface interactive.

Pour toutes informations ou demandes d'exemplaires supplémentaires, contactez : pascalpodla@aol.com
supplément gratuit, ne peut être vendu.



GMF

LUCIE ET PAUL SONT SEREINS.

AUTO PASS EN FAIT TOUJOURS PLUS POUR EUX ET POUR LEUR BUDGET.

-10%

**QUAND ILS ROULENT PEU*
OU S'ILS PRENNENT LES TRANSPORTS EN COMMUN.****

+

-5%

**DE BIO BONUS
PARCE QU'ILS ONT UN VÉHICULE PROPRE.*****

AVEC AUTO PASS

**LUCIE ET PAUL PEUVENT PENSER À AUTRE CHOSE QU'À LEUR ASSURANCE AUTO.
CE QUI EST HUMAIN APRÈS TOUT.**



www.gmf.fr

Assurément Humain

* Forfait de 5000 km/an en usage privé. ** 10% de réduction pour un conducteur principal d'un véhicule auto et titulaire d'un abonnement annuel nominatif et payant (hors lycéen et étudiant) de transports en commun : réduction applicable sur un seul contrat Auto 4 roues en usage « déplacements privés » ou déplacements privé-trajet-travail hors voiturettes et camping-car. *** Véhicule de moins de 5 ans émettant moins de 120 g de CO₂ par km parcouru.

LA GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES et employés de l'État et des services publics et assimilés. Société d'assurance mutuelle Entreprise régie par le Code des assurances. R.C.S. Paris 775 691 140 - Siège social : 76, rue de Prony 75857 Paris Cedex 17 et ses filiales GMF Assurances et La Sauvegarde.

Éditorial



Vous ne vous battez pas à mains nues !

“ Comme le sport, la maintenance des matériels n’a pas à être une priorité, puisque c’est une nécessité vitale. ”

Une section d’infanterie VBCI¹ – FELIN² numérisée combat avec des équipements d’une valeur d’environ 11 millions d’euros ; c’est ce que valent 700 voitures milieu de gamme ! Chaque heure de fonctionnement des équipements de cette section coûte près de 1 000 euros, non compris le prix des munitions... qui elles aussi doivent être entretenues ! Sans mettre en cause la priorité de l’efficacité opérationnelle immédiate, ces chiffres doivent

nous faire tous réfléchir au professionnalisme avec lequel il faut suivre, mettre en œuvre et entretenir nos équipements. Or, les activités de maintenance des équipements modernes sont compliquées à organiser, et coûteuses à réaliser. Dans les opérations que nous conduisons aujourd’hui loin de France, nous devons aussi veiller à ne pas consacrer des moyens trop importants, surtout humains, à la maintenance, au moment où le volume des forces disponibles est toujours limité.

Voilà pourquoi 2010 va voir une évolution importante de l’organisation de la maintenance dans l’armée de Terre, dans le prolongement de la Politique d’emploi et de gestion des parcs et en appui de l’arrivée des nouveaux équipements.

Le Commandement de la force terrestre est responsable des parcs en service permanents et des parcs d’entraînement. Dans ses régiments, les maintenanciers, dont le nombre va diminuer en 2010 et 2011, vont se concentrer sur l’entretien préventif et les

actes de réparation de faible durée, ce qui ne veut pas nécessairement dire « de faible technicité ».

Les formations du matériel sont chargées des actes techniques demandant plus de temps pour leur préparation ou leur réalisation. Leur regroupement depuis l’été 2009 au sein du Service de maintenance industrielle terrestre (SMITer) permet de mieux employer leurs moyens et de trouver un bon équilibre entre d’une part le travail en ateliers, d’autre part la préparation opérationnelle et la projection de leurs militaires, qui représentent 50 % des effectifs du SMITer. C’est cette même répartition des rôles qui vaut sur les théâtres d’opérations, même s’il faut bien évidemment y adapter le dispositif avec souplesse.

De la simple baïonnette au radar de contre-batterie raccordé aux systèmes d’information, vos équipements sont aussi indispensables pour la réussite de nos missions que des soldats solides, motivés et animés d’un fort esprit de corps. Et de la même façon qu’il faut entretenir la forme physique et le moral des soldats, il faut entretenir leurs équipements. Comme le sport, la maintenance des matériels n’a pas à être une priorité, puisque c’est une nécessité vitale : on ne se bat pas à mains nues !

Général de corps d’armée Jean-Tristan VERNA
Directeur central du matériel
de l’armée de Terre

¹ Véhicule blindé de combat d’infanterie.

² Fantassin à équipements et liaisons intégrés.

Le CEMA en Afghanistan



Le 6 mars, l'amiral Édouard Guillaud, nouveau chef d'état-major des armées (*lire article p. 13*), a effectué, en Afghanistan, une première inspection des militaires français engagés sur ce théâtre d'opération. Il est allé à la rencontre du Service de santé des armées à Kaboul, puis il s'est rendu à la *Task Force* La Fayette. Durant cette visite, le CEMA a rencontré le général Mc Chrystal, commandant les forces de l'OTAN en Afghanistan, ainsi que son homologue afghan, le général Bismulah Khan. Durant ses allocutions, le CEMA a rappelé l'importance de l'engagement des troupes pour ramener la sécurité et permettre le développement du pays.



Le ministre de la Défense à l'ENSOA

Le 3 mars, le ministre de la Défense, Hervé Morin, s'est rendu en compagnie du CEMAT, le général d'armée Elrick Irastorza, à l'École nationale des sous-officiers d'active. La dernière visite d'un ministre de la Défense à l'ENSOA remonte à 2002. Le ministre a profité de sa présence pour rappeler l'importance des sous-officiers dans l'armée de Terre, et plus encore de leur maison-mère.



Le SACEUR à Strasbourg

Le 16 février 2010, l'amiral James Stavridis, commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR), s'est rendu au quartier général du Corps européen (CE) à Strasbourg. Pour sa première visite au CE, l'amiral Stavridis a été accueilli par le général allemand Hans-Lothar Domröse, commandant le Corps européen. Il a profité de sa visite pour insister sur l'importance de ce détachement dans l'OTAN et pour faire un point sur l'avancement de la phase de *stand-by* que le CE va entamer au deuxième semestre 2010. Durant ces six mois, le CE sera à la disposition de l'OTAN pour mener des opérations militaires.

Visite du CEMAT britannique



Le chef d'état-major de l'armée de Terre britannique, le général d'armée Sir David Richards (ci-dessus à g.), est venu en visite en France les 7 et 8 mars. Il a été reçu à Lille, au Commandement des forces terrestres (CFT), par le général d'armée Elrick Irastorza, CEMAT. Après un entretien, les deux généraux ont discuté des opérations communes, comme l'Afghanistan, en vue d'améliorer la coopération de leurs armées terrestres respectives.

In memoriam

Le brigadier-chef Jérémy Trouillot (ci-contre à g.) et le sergent-chef Willy Gerfaud-Valentin, du 19^e Régiment du génie (19^e RG) de Besançon, sont décédés le 13 mars 2010, victimes d'un accident de VAB (Véhicule avant blindé), au Sud-Liban. Leur véhicule est tombé dans un ravin. Trois autres militaires du 19^e RG et du 2^e Régiment de dragons nucléaire, biologique et chimique (2^e RD NBC) ont été blessés dans l'accident. Engagé comme sous-officier à 18 ans, en mars 2000, le SCH Gerfaud-Valentin a rejoint le 19^e RG à l'été 2009. Il a participé à différentes missions, à Mayotte, en Guyane, en Guadeloupe et au Liban déjà en 2008. Il était marié et père d'un enfant. Le BCH Trouillot s'est engagé en 2001 et a rejoint la section ravitaillement transport du 19^e RG. Il a notamment participé à plusieurs OPEX : au Liban en 2001/2002 et 2004/2005, en RCI en 2007 et au Kosovo en 2008/2009.



Une cérémonie d'hommage a eu lieu le 18 mars à Besançon. En présence du général d'armée Elrick Irastorza, chef d'État-major de l'armée de Terre (CEMAT), l'adjudant Willy Gerfaud-Valentin et le sergent Jérémy Trouillot, promus au grade supérieur à titre posthume, ont été faits chevalier de l'ordre national du mérite par monsieur Hervé Morin, ministre de la Défense. « Tous les deux, vous partagez un même engagement au service de la France. Cet engagement, vous le vivez ensemble, au quotidien, dans la chaleur et la solidarité de la fraternité d'armes. Aujourd'hui, il vous a réunis dans la mort, ce risque suprême qui fait la spécificité du métier des armes et qui donne tout son sens au courage militaire », a dit Hervé Morin dans son discours.

Lors de la levée des corps le 16 mars, le général d'armée Elrick Irastorza (CEMAT) leur avait décerné une citation sans croix, avec attribution de la médaille de la Défense nationale avec étoile de vermeil.

En Bref

Xynthia : l'armée de Terre se mobilise



Le 2 mars, afin de secourir les victimes de la tempête Xynthia, l'armée de Terre a mobilisé des engins spécialisés du génie et des véhicules poids-lourd et tout terrain. Une section du 6^e Régiment de génie a participé aux opérations de secours en Vendée à l'aide de trois zodiacs. Le 519^e Régiment du train de La Rochelle, qui intervient aux côtés de la sécurité civile, a mis en œuvre une de ses grues Liebherr afin de faciliter l'installation d'une unité de pompage mobile. Le 6 mars 2010, un renfort supplémentaire a été mobilisé, avec des hommes du 31^e Régiment du génie, du 1^{er} Régiment étranger de génie, du 2^e Régiment étranger de génie, du 17^e Régiment du génie parachutiste, des 516^e et 517^e Régiments de train (reportage dans le prochain numéro).

Dix CEMAT en réunion

Du 16 au 18 mars, le général d'armée Elrick Irastorza, chef d'État-major de l'armée de Terre, a reçu neuf CEMAT des rives nord et sud de la Méditerranée occidentale (Algérie, Espagne, Italie, Libye, Malte, Maroc, Mauritanie, Portugal et Tunisie). Cette initiative, lancée en 2004 par la France, vise à promouvoir la coopération entre les pays concernés.

Pour cette année 2010, chaque CEMAT a présenté un RETEX d'une intervention de son armée suite à une catastrophe naturelle. La France a, quant à elle, fait part de son expérience suite à la tempête Klaus de janvier 1999.

Visite du CEMAT allemand à la DCMAT



Le général de corps d'armée Hans-Otto Budde, chef d'État-major de l'armée de Terre allemande, a visité la Section technique de l'armée de Terre (STAT) et la DCMAT le 3 février 2010. Le CEMAT allemand a été accueilli à la STAT par le général de brigade Bernard Guillet, directeur de la STAT, et le général de corps d'armée Jean-Tristan Verna, directeur central de la DCMAT. Le

CEMAT allemand a assisté à une présentation du système d'arme Félin et du VBCI, qui a suscité un vif intérêt et de nombreuses questions techniques.

Le caporal Janati-Idrissi retrouve un adolescent enlevé

Le 19 février 2010, une trentaine de militaires du 9^e RIMA ont été appelés par la préfecture de la région Guyane pour aider la gendarmerie sur une opération délicate. Plus tôt dans la matinée, un adolescent est enlevé dans la commune de Cacao par des délinquants. Immédiatement, des membres des Forces armées en Guyane (FAG) sont répartis au sein de trois pelotons de gendarmerie. En milieu d'après-midi, un militaire des FAG, le caporal Zoubir Janati-Idrissi, de la 1^{re} compagnie du 9^e BIMA (armée par la 4^e compagnie du 1^{er} RCP) accompagné d'un éclaireur civil, retrouve l'adolescent tandis que les ravisseurs prenaient la fuite.



L'agenda du CEMAT

► 4 MARS

Visite au 7^e Régiment du matériel à Lyon et au 3^e Régiment médical au camp de la Valbonne.

► 12 MARS

Présentation de l'armée de Terre au CEMA à Canjuers.

► 16 MARS

Journée des troupes de Marine à l'EMSOME.

► 24 MARS

Visite au 1^{er} Régiment d'artillerie de Marine à Laon-Couvron et au Régiment de marche du Tchad à Noyon.

► 25 MARS

Journées de la cavalerie blindée.

► 31 MARS

Visite à l'état-major de la 3^e Brigade mécanisée à Limoges et au CFT à Lille.

Aide médicale pour le Kandak 34



Le 28 janvier, une vingtaine de militaires français déployés au sein de l'OMLT du Kandak 34, ainsi qu'une section de la Task Force Altor, ont soutenu une compagnie de l'Armée nationale afghane (ANA), lors de la mise en place d'une aide médicale au profit de la population du sud de la vallée de Tagab. L'ANA avait décelé des insuffisances de soin à la clinique locale. Le médecin français du Kandak 34 a ainsi pu travailler en équipe avec le médecin du village pour soigner une trentaine de patients.

Une équipe NEDEX en renfort au Tchad

Depuis le 28 décembre 2009, une équipe NEDEX est présente sur le théâtre tchadien pour renforcer le dispositif EPERVIER.

Durant un mois, les hommes ont neutralisé, enlevé et détruit de vieilles munitions découvertes lors de travaux sur le camp Croci, à Abéché. La dernière journée du chantier a également permis de détruire des munitions dangereuses de toutes origines collectées sur l'ensemble du périmètre du champ de tir de Massaguet, site principal de l'Armée nationale tchadienne et des EFT, dans les environs immédiats de la capitale.



Un détachement d'instruction opérationnelle français en Ouganda



Le camp école de Singo, situé au nord-ouest de la capitale ougandaise, a accueilli du 10 janvier au 12 février un détachement d'instruction opérationnelle (DIO) français. Ce détachement, issu des Forces françaises à Djibouti (FFDj), avait pour but de former 1 700 militaires de l'Ugabag 5 (bataillon ougandais). La trentaine de cadres français, issue principalement de la 13^e Demi-brigade de Légion étrangère, a prodigué un enseignement complet, articulé autour de plusieurs enseignements tactiques, à ce bataillon qui sera déployé en Somalie dans le cadre de l'AMISOM (mission de maintien de la paix).

Mission fret pour les Forces françaises au Gabon

Le 22 janvier 2010, les Forces françaises au Gabon (FFG) ont réalisé une mission à caractère humanitaire. En effet, les FFG ont acheminé du fret de Kinshasa (République Démocratique du Congo) à Infondo (Congo Brazzaville). Il s'agissait d'un transport au profit de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR). Dix tonnes de matériel (véhicule 4x4, matériel nautique, fret médical, unité de traitement de l'eau, moyens de transmissions) ont été transportées. Cette liaison a été assurée par deux C160 Transall à destination du camp de réfugiés d'Infondo, placé sous la responsabilité de l'UNHCR.



Passation de commandement au Sud Liban

Le général de brigade Vincent Lafontaine, représentant militaire de la France au Sud Liban, a présidé la cérémonie de passation de commandement de la QRF (*Quick Reaction Force*), le 29 janvier 2010 à Dayr Kifa. Le lieutenant-colonel Charles Vinot Préfontaine, du 4^e Régiment de dragons, a succédé au lieutenant-colonel Nicolas Lenoir. La QRF, sous commandement de la FINUL, compte environ 650 militaires ainsi que des chars Leclerc, des canons AUF1, des radars Cobra et des systèmes Mistral.

« Ginoux » : une nouvelle crèche à Paris XV^e

La première pierre de la future crèche réservée au personnel de la Défense rue Saint-Charles à Paris a été posée le 10 février 2010. « Ginoux », c'est son nom, est une structure multi-accueil, à l'image d'une halte-garderie, d'une capacité de 52 places.

Cet établissement ouvrira ses portes en septembre 2010 au 70, rue Saint-Charles, dans le XV^e arrondissement de Paris. Il sera géré par l'Institution de gestion sociale des armées (IGeSA). Ce projet s'inscrit dans la politique en faveur de la petite enfance mise en place par le ministère de la Défense.

Internet : www.defense.gouv.fr. Rubrique *Votre espace/Familles/Vos enfants/ Crèches défense et conventionnées*



Drapeau afghan, symbole de liberté



Le 15 février 2010, le marché du village afghan de Showal, dans la province du Helmand, a changé de couleur. En effet, la 2^e compagnie du Kandak 31 de l'Armée nationale afghane (ANA) a hissé le drapeau afghan à la place de celui des Talibans. Cette compagnie de l'ANA était accompagnée d'une OMLT française, armée par une cinquantaine d'instructeurs,

majoritairement issus du 21^e Régiment d'infanterie de marine de Fréjus. Cet événement a eu lieu durant l'offensive, lancée dans la nuit du 12 février, ayant pour but de rétablir l'autorité gouvernementale dans cette province, la plus riche d'Afghanistan.

Forum emploi à Caen

Le 4 mars 2010, un forum emploi s'est tenu à Caen. Organisé par l'Antenne Défense mobilité de Caen et le Centre d'orientation et de reconversion de la région de gendarmerie de Basse-Normandie, ce forum était destiné aux militaires en cours de reconversion et au personnel civil des organismes restructurés de la place de Caen. Les militaires ayant quitté l'institution depuis moins de trois ans étaient aussi conviés à ce forum. 350 visiteurs sont venus à la rencontre des 20 entreprises présentes.



Des marsouins dans le vent



Le 2 février 2010, 37 marsouins ont gagné l'île de Tubuai (Polynésie Française), après le passage du cyclone Oli, avec plusieurs tonnes de matériel. Des tronçonneuses ont été acheminées pour sécuriser les itinéraires, mais aussi les zones de vie, menacées par des arbres abattus, ou sur le point de tomber. Ces troupes étaient commandées par le lieu-

tenant-colonel Rossi, chef de corps du groupement du service militaire adapté (GSMA), qui avait pour mission de rétablir l'électricité sur l'île.

3^e rapport sur la RGPP

Le 16 février 2010, en conseil des Ministres, Eric Woerth, ministre du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique, a présenté son 3^e rapport sur l'avancement de la Révision générale des politiques publiques (RGPP).

Depuis le précédent rapport du 13 mars 2009, trois étapes ont été franchies par la nouvelle organisation interarmées : le premier RETEX sur les bases de Défense (BdD) a permis de valider le concept pour atteindre un déploiement total des BdD en 2011. Puis l'expérimentation sur l'échelon intermédiaire de l'organisation interarmées du soutien a été mise en œuvre à Lyon et Rennes. Enfin, le service du commissariat des armées (SCA) ainsi que le service de soutien de l'administration centrale (SPAC) ont été créés.

Ces militaires qui ont changé la France

MAC MAHON Edme, Patrice Maurice Comte de, duc de (1808-1893)

Maréchal de France et homme politique français

Issu d'une vieille famille de jacobites irlandais, Mac Mahon se signale sous le Second Empire pendant les guerres de Crimée lors de la prise de Malakoff (désobéissant à l'ordre de décrocher, il avait lancé : « J'y suis, j'y reste ») et d'Italie (avec la victoire de Magenta, il est considéré comme un stratège et élevé à la dignité de maréchal alors qu'en fait il avait provoqué la panique de l'ennemi suite à une erreur topographique).

Il est gouverneur général de l'Algérie de 1864 à 1870. Fait prisonnier lors de la guerre de 1870, il est libéré pour constituer l'armée de Versailles, qui écrase la Commune de Paris en mai 1871. En mai 1873, il est élu président de la République. En novembre, ses pouvoirs sont prorogés pour sept ans. Suite à la victoire des républicains aux élections de janvier 1879, Mac Mahon démissionne le 30 janvier.

Sources : *Les militaires qui ont changé la France*, dir. Fabrice Fanet et Jean-Christophe Romer, Editions Le Cherche Midi/Dictionnaire Larousse.

La navigabilité en marche !

Le 16 février, le général de division Lépinette, sous-chef plans et programmes de l'EMAT, signait les premiers certificats de navigabilité des aéronefs de l'armée de Terre. Véritable « carte grise » de l'aéronef, chaque certificat de navigabilité est délivré à l'issue d'un processus de préparation long et rigoureux de plusieurs semaines validé par l'organisme de contrôle de la navigabilité (OCN/TERRE). S'inspirant de la réglementation européenne sur le sujet, ce processus s'applique à plus de 300 aéronefs de l'armée de Terre, qui devront être certifiés avant décembre 2011, et vise à renforcer la sécurité aérienne.

Le BGM-Nord certifié opérationnel

Le *Battle Group Multinational Nord* (BGM-N) de la force de l'OTAN au Kosovo (KFOR) a obtenu sa certification opérationnelle, début février. Cette qualification a été décernée à la suite de l'exercice EFFECTIVE RESPONSE, mettant en jeu l'ensemble des composantes déployées dans cette zone du pays. Plus de 1 000 militaires de dix nationalités ont été engagés selon un scénario regroupant les différentes missions demandées à la KFOR. Cette certification confirme l'efficacité de cette force armée, créée le 9 janvier 2010, afin de reprendre la zone de responsabilité de la *Task Force* multinationale Nord.

Le chiffre

3 %

C'est le taux d'absentéisme médical dans l'armée de Terre annoncé par

le CEMAT, lors de son discours devant la Saint-Cyrienne. Un chiffre bien plus qu'honorable. En effet, d'après le rapport d'information présenté à l'Assemblée nationale par Jean-Luc Warsmann, député (enregistré le 14 octobre 2009), le taux d'absentéisme pour raisons de santé atteint 5,5 % dans le privé, contre 7,3 % dans la fonction publique d'État, 11 % dans la fonction publique hospitalière et 11,3 % dans la fonction publique territoriale.

Mission de reconnaissance au Tchad

Du 26 décembre au 4 janvier, les Éléments français au Tchad (EFT) ont conduit une opération de reconnaissance dans la région du Biltine, en zone MINURCAT, combinant moyens terrestres et aériens. Cette opération constitue un premier réengagement significatif des EFT dans cette zone depuis le désengagement de l'EUFOR en mars 2009. Les objectifs étaient le recueil du renseignement et la reprise de contact avec les populations et autorités locales, réaffirmant ainsi les liens tissés de longue date entre la France et le Tchad. Cette mission, qui a mobilisé 92 militaires d'EPERVIER, a été planifiée en étroite coopération avec les autorités politiques et militaires tchadiennes.



Cœur de moteur



don des mains du colonel Couëtoux. Cette opération prouve la volonté de coopération dans cette zone touchée par de nombreux conflits.

Le GTIA (Groupement tactique interarmées) au Liban, composé de 1 400 casques bleus dont 550 militaires du 152^e Régiment d'infanterie de Colmar, contribue à l'enseignement des jeunes Libanais. Le 23 février, en soutien à la population libanaise, le GTIA a offert deux moteurs au lycée technique de Bint Jubayl. Les élèves des classes mécaniques, manquant de matériel pour étudier, ont reçu avec grand bonheur ce

Le COMALAT 2.0

Le nouveau site du Commandement de l'aviation légère de l'armée de Terre (COMALAT) est en ligne sur l'Intradef. Ce site promet une meilleure diffusion et recherche d'informations sur l'ALAT ainsi que ses unités et ses états-majors. Le nouveau site contient également une base documentaire dense.



On peut y souscrire un abonnement au flux RSS pour une information en continu, un accès restreint pour les données de pilotage et un accès à la base de données des aires de poser et au catalogue des autorisations de survol. Adresse internet : www.comalat.terre.defense.gouv.fr

Le sport au service du recrutement



Deux sonneurs du 3^e RIMA interprètent *Amazing Grace*, l'hymne du Vannes Olympique Club avant la rencontre de football.

Le 13 février 2010, le Centre d'information de recrutement des forces armées (CIRFA) de Vannes a déployé son stand d'information mobile à l'entrée du stade de La Rabin, où se déroulait le match Vannes-Sedan (ligue 2).

Avant le coup de sifflet de début de match, deux sonneurs du 3^e RIMA ont interprété l'hymne de l'équipe de Vannes, *Amazing Grace*. Cette opération avait pour but de relayer le lancement de la nouvelle campagne de recrutement de l'armée de Terre.



RESSOURCES HUMAINES

L'égalité des chances sur les rails

Du 16 au 31 mars 2010 s'est déroulée l'opération Le Train égalité des chances, sur l'initiative de la SNCF, en partenariat avec la Direction des ressources humaines de l'armée de Terre (DRHAT). Déployée dans douze gares-étapes (*lire encadré ci-dessous*), cette opération réunit des entreprises désireuses de défendre et de soutenir les valeurs

d'égalité des chances, une volonté commune à l'armée de Terre.

La correspondance du train se prend sur le Net

Les entreprises partenaires se positionnent dans une dynamique d'anticipation de sortie de crise et proposent aux jeunes des solutions de réorientation professionnelle. Il s'agit d'une démarche positive et non discriminante. À bord de ce train, le personnel a accueilli le public pour lui prodiguer des conseils et des offres concrètes personnalisées. Pour plus de renseignements, le site www.train-emploi.fr, actif depuis le 25 février, recense toutes les offres d'emploi présentées à bord du train.

Les 12 gares-étapes

- | | |
|--------------------|--------------|
| ■ Bordeaux | ■ Paris Est |
| ■ Clermont-Ferrand | ■ Paris Nord |
| ■ Dijon | ■ Rennes |
| ■ Lille | ■ Strasbourg |
| ■ Lyon | ■ Toulouse |
| ■ Marseille | ■ Tours |

PUBLICATION

Soutien aux familles endeuillées

Le Secrétariat général pour l'administration (SGA) a édité un dossier sur le Soutien aux familles endeuillées. Ce document s'adresse au commandement et aux chefs de service, militaires et civils, susceptibles d'être confrontés à cette situation. Il peut s'agir du décès de militaires sur un théâtre d'opérations, mais également d'accidents mortels de personnels civils ou militaires en activité.

Pour savoir comment réagir et venir en aide



Le premier chapitre concerne l'annonce du décès. Le document détaille les démarches des obsèques, précise la prise en charge de l'armée ainsi que les droits ouverts, comme par exemple l'attribution de la carte de circulation (tarif militaire SNCF) aux ayants droit (conjoint et enfants mineurs) des militaires décédés en OPEX. Sans oublier l'action des organismes de protection sociale complémentaire et l'action sociale avec ses trois grands principes : unicité, proximité et complémentarité. Enfin, sont présentées les principales associations à caractère social et les contacts utiles. Ce dossier a été réalisé suite à une réflexion menée entre novembre 2008 et juin 2009. Il permet aux autorités de savoir comment réagir et venir en aide aux familles des victimes.

Dossier consultable sur l'intranet du SGA : http://portail.sga.defense.gouv.fr/intrasga/article.php?id_article=1594

Affectés outre-mer : la CNMSS vous accompagne

La Caisse nationale militaire de sécurité sociale a élaboré le *Guide du départ outre-mer et à l'étranger à l'usage du militaire et de sa famille*, dans le cadre des actions de protection médico-sociale de la Défense. Les trois armées (Terre, Air, Marine nationale), la Gendarmerie nationale, le Ser-

vice de santé des armées, l'Action sociale des armées, ainsi que les acteurs privés de la protection sociale des militaires et de leur famille (UNEO, AGPM, GMPA), ont apporté leur concours à la création de ce guide. Sont abordées plus particulière-

ment les démarches administratives devant être effectuées auprès des institutions et des organismes privés à l'occasion d'une affectation outre-mer ou à l'étranger, ainsi que la prévention des risques sanitaires. Les guides Nouvelle-Calédonie, Allemagne et Sénégal sont consultables depuis le 1^{er} février 2010.

Le premier semestre 2010 devrait voir fleurir d'autres créations telles que les États de l'OTAN, les Émirats arabes unis, les DOM COM ainsi que des destinations du continent africain. Le support, exclusivement web, est accessible depuis le site internet de la CNMSS : www.cnmss.fr

Chaque territoire d'affectation est abordé individuellement. Construit autour de trois rubriques, *Avant votre départ*, *Sur le lieu de votre affectation* et *Dès votre retour*, le guide a pour but de permettre au militaire affecté outre-mer ou à l'étranger, ainsi qu'à sa famille – si celle-ci l'accompagne – d'appréhender au mieux la mutation.



Prix Initiative Hemploi

Dans la perspective du Plan Handicap 2009-2011, le ministère de la Défense organise le prix Initiative Hemploi. Il s'agit de favoriser et de récompenser les agents du ministère qui se sont montrés les plus investis dans le cadre de l'intégration des personnes en situation de handicap. Deux catégories sont ainsi visées : l'ingéniosité et l'investissement. Les dossiers d'inscription devront être remplis et envoyés avant le 31 mai 2010. Après une présélection de cinq candidats par catégorie, trois prix seront remis, le prix « Ingéniosité », le prix « Investissement et initiative » et enfin le prix « Coup de cœur du jury ». La remise des prix aura lieu en septembre 2010. Courriel électronique : prix-initiative-hemploi@sga.defense.gouv.fr

CRISTAL, un nouvel outil de gestion

Depuis le 1^{er} janvier 2010, l'État a mis en place un système financier et comptable commun à tous ses services, dénommé CHORUS. Afin que toutes les unités des armées soient reliées à ce système, il fallait une interface rapide et commune. C'est dans ce cadre que CRISTAL est né. Cet acronyme, pour « comptabilité et restitution interarmées spécifique aux trésoriers adaptés à la loi organique relative aux lois de finances », a pour but d'aider les trésoriers et comptables à sécuriser les besoins de financement en OPEX. Depuis la mi-janvier, la direction de projet expérimente ce nouvel outil sur un site en métropole (GSBdD de La Valbonne) et en opérations extérieures (opération DAMAN au Liban).

Convention renouvelée avec l'ARCO

Le 25 janvier 2010, le contrôleur général des armées Jacques Roudière, directeur des ressources humaines du ministère de la Défense (DRH/MD), et le vice-amiral d'escadre (2S) Bernard Capart, président de l'Association pour la reconversion civile des officiers et sous-officiers (ARCO), ont renouvelé leur convention triennale. L'ARCO, spécialisée dans le conseil, oriente, accompagne et place dans la vie civile. En quarante ans, plus de 50 000 candidats sont passés par cette association.

Le Génie embarque pour Haïti

150 militaires des 2^e et 5^e Régiments du génie sont projetés en Haïti. Ces bâtisseurs doivent conduire des travaux de déblaiement et ouvrir des portions d'itinéraires dans les zones encore ruinées par le séisme. Le 2 mars dernier, leurs matériels de terrassement et de construction ont été embarqués par un navire civil. Près de 80 véhicules, dont 26 poids lourds, 12 engins de chantier, 10 remorques, 2 groupes électrogènes et un camion citerne ont pris place dans la cale du roulier en partance pour Port-au-Prince.



26 278 euros pour Terre Fraternité



Le 11 janvier dernier, la Réserve citoyenne a remis à l'association Terre Fraternité un chèque d'un montant de 26 278 euros représentant les bénéfices du concert d'automne, organisé chaque année par le Gouverneur militaire de Paris au profit des blessés de l'armée de Terre. Le général d'armée (2s) Bernard Thorette, président de l'association Terre Fraternité, s'est réjoui

de cette généreuse action, rappelant que l'aide de l'association a pour objectif de compléter celle de l'État. Pour adresser un don : Association Terre Fraternité – CABAT, Hôtel national des Invalides, 129, rue de Grenelle, 75007 Paris. Tél : 01 44 42 39 58. Courriel : cabat.terrefrat@yahoo.fr

Clin d'œil



Un militaire essaie de trouver un moment de calme, à l'ombre, en République centrafricaine...

Faites-nous parvenir vos clins d'œil et situations militaires originales à l'adresse Internet sirpat-comecrite.emat@terre-net.defense.gouv.fr

Les meilleurs seront publiés et récompensés

© SCH Moreau et SGT Poite, du 4^e GLCAT, et SCH Brunet, du 121^e RTRN.

Le 25 février, l'amiral Édouard Guillaud a succédé au général d'armée Jean-Louis Georgelin au poste de chef d'état-major des armées. En mars, notre nouveau CEMA a effectué une inspection sur le camp de Canjuers, centrée sur la préparation opérationnelle.

Le nouveau CEMA à Canjuers



(De gauche à droite) L'amiral Guillaud, chef d'état-major des armées, le général d'armée Elrick Irastorza, chef d'état-major de l'armée de Terre et le général de corps d'armée Antoine Lecerf, commandant les forces terrestres (COMFT), au pôle d'entraînement spécifique des forces terrestres.

Nommé Chef d'état-major des armées le 25 février dernier, l'amiral Édouard Guillaud s'est rendu le 12 mars 2010 à Canjuers, au pôle d'entraînement spécifique des forces terrestres, pour y suivre la préparation opérationnelle de l'armée de Terre.

L'amiral Guillaud, accueilli et accompagné par le général d'armée Elrick Irastorza, chef d'état-major de l'armée de

Terre et par le général de corps d'armée Antoine Lecerf, commandant les forces terrestres (COMFT), a notamment visité la FOB1 de Canjuers, utilisée dans le cadre de la préparation spécifique au théâtre de la préparation spécifique au théâtre afghan, au sein de laquelle les soldats du 21^e RIMa, déployés en Afghanistan en mai prochain, ont présenté les matériels qu'ils utiliseront sur le théâtre : Caesar, VAB TOP, Buffalo. Le CEMA également assisté aux actions de préparation et de formation des soldats avant projection, en commençant par l'atelier de simulation des systèmes d'armes VBCI, avec les simulateurs de pilotage (SIEP) et de tirs (STES).

Le parcours de l'amiral Édouard Guillaud

L'amiral Guillaud, né le 10 juillet 1953 à Paris, entre à 20 ans à l'École navale. En 1979, il commande le dragueur de mines *Lobelia*, puis de 1987 à 1988 le bâtiment de transport léger *Dumont-d'Urville*.

De 1993 à 1997, il est l'adjoint puis l'officier du programme *Charles-de-Gaulle*, un navire qu'il commande par la suite de 1999 à 2001.

De 2002 à 2004, il est préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord. Puis, en 2006, il devient le chef d'état-major particulier du président de la République. Une fonction qu'il occupe jusqu'à sa nomination au poste de chef d'état-major des armées le 25 février 2010. L'amiral Guillaud est officier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite et officier du Mérite maritime. Il a été élevé aux rang et appellation d'amiral le 1^{er} décembre 2007.



Adieu aux armes du général d'armée Georgelin



Le 23 février 2010, la cérémonie d'adieu aux armes du général d'armée Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des armées (CEMA), s'est déroulée dans la cour d'honneur des Invalides. Le président de la République, qui présidait la cérémonie, a rappelé l'implication totale du général Georgelin dans la conduite des opérations et l'adaptation des armées aux exigences du monde actuel. Après quarante-deux années passées au service des armées françaises, le général d'armée Georgelin a quitté ses fonctions de CEMA le 24 février à minuit, après avoir commandé les armées françaises pendant plus de trois ans.

Joseph DE BECO

Photos : SIRPAT Image, DR



Service du commissariat des armées

Fonctionnalité et performance

Le Service du commissariat des armées (SCA) succède, depuis le 1^{er} janvier 2010, aux services du commissariat de l'armée de Terre, de l'armée de l'Air et de la Marine. Répondant à une logique fonctionnelle interarmées centrée sur des métiers, et non plus à une logique organique d'armée, il repose sur une organisation territoriale. Il entend soutenir chacune des trois armées avec une efficacité encore plus grande.

Depuis le 1^{er} janvier 2010, les trois services du commissariat de chacune des armées se sont regroupés en un service unique. Le Service du commissariat des armées (SCA) répond aux orientations retenues par la RGPP¹ et marque un pas de plus dans le processus de restructuration et de modernisation de la Défense. Service interarmées,

relevant du Chef d'état-major des armées (CEMA), il a vocation à assurer le soutien courant de la Marine, l'armée de Terre et l'armée de l'Air, mais aussi dans certains cas des acteurs ministériels et interministériels.

Une organisation fonctionnelle

Si l'intégralité des missions du Commissariat de l'armée de Terre (CAT), à l'ex-

ception de la définition de droits à la solde confiée à la chaîne RH du ministère, a été reprise par le SCA, l'organisation en est sensiblement modifiée. En effet, alors que le CAT présentait jusqu'à ce début d'année une organisation territoriale, dans laquelle chaque pôle régissait un certain nombre de métiers (achats, finances, administration...) et prenait en charge une zone géographique, le SCA à l'inverse s'organise selon une logique fonctionnelle. À sa tête, une direction centrale localisée à Paris, sur le site de Balard. Le reste du service sera organisé en centres experts, spécialisés dans un métier et à vocation nationale.

Une dizaine de centres, recouvrant principalement cinq métiers (administration, finances et comptabilité, logistique, achat, audit), vont ainsi être créés sur l'ensemble du territoire métropolitain. « *L'objectif de ces centres experts est de répondre à un objectif de performance et de réactivité du soutien, mais aussi de performance économique* », explique ainsi le commissaire en chef de 1^{re} classe de la Marine Bernard O'Mahony, chef du bureau Pilotage et prospective au SCA. « *Prenons l'exemple des tenues de combat. Selon l'armée, leurs spécificités techniques ne sont pas les mêmes car elles obéissent à des contraintes particulières*

Et la solde dans tout ça ?

Pour l'armée de Terre, la restructuration des commissariats implique des modifications dans le traitement et le paiement de la solde. Dès l'été 2010, elle sera en effet sous la tutelle de la Direction des ressources humaines de l'armée de Terre (DRHAT) dès le raccordement du Système informatique des ressources humaines (SIRH) CONCERTO au calculateur LOUVOIS. Concrètement, comment cela va-t-il désormais se passer ? Les données RH de chaque militaire seront saisies dans le système CONCERTO par la chaîne RH des bases de Défense puis transmises au Logiciel unique à vocation interarmées de la solde (LOUVOIS) chargé de calculer les rémunérations en fonction des données RH. Le SCA se chargera alors du paiement de la solde, via le Centre interarmées de la solde (CIAS)² et le Service exécutant unique de la solde (SESU). Cette nouvelle organisation permettra, grâce à l'utilisation de CONCERTO, de réduire les délais de prise en compte des changements de droit à solde et de généraliser une saisie unique au plus près de la source. Mais en attendant l'été 2010, le SCA se charge de faire la transition, en prenant sous sa responsabilité le traitement et le paiement des soldes. **Pour en savoir plus, lire l'article en pp. II et III de « Terre Info » au centre de ce magazine à propos du nouveau traitement de la solde.**



À terme, 4 300 personnes, dont 3 300 civils, travailleront au sein du SCA.

Implantations du Service Commissariat des Armées



Un souci de performance

Concrètement, quel changement cela entraînera-t-il pour les militaires de l'armée de Terre ? « Notre objectif est d'améliorer la qualité du service pour les métiers sur lesquels nous sommes directement partie prenante », précise le commissaire en chef O'Mahony. « Cela implique de prendre en compte les RETEX des opérations, d'optimiser les processus de nos métiers, d'améliorer les fonctionnalités des équipements en termes de confort et de sécurité ou encore de diminuer les coûts en réduisant les stocks immobilisés. Le bénéficiaire en aura une vision indirecte avec un matériel plus adapté, des frais de déplacement remboursés plus rapidement, ou encore un paiement de solde plus réactif en partenariat avec les directions des ressources humaines de chaque armée [cf. encadré]. » Le SCA se donne un délai de deux ans pour parfaire sa mise en œuvre. Actuellement, il réunit l'ensemble des organismes constitutifs des services fusionnés, qui à terme seront dissous pour laisser la place aux centres nouvellement créés.

de milieu. Toutefois, un certain nombre de spécificités sont communes aux trois armées. L'idée est donc de rationaliser et de développer des tenues mieux adaptées aux conditions d'emploi, à un moindre coût en jouant sur les volumes, les économies d'échelle et les stocks, et en lançant un programme unique au lieu de trois. » Enfin, sept plates-formes achat-finances (PFAF) viendront appuyer les centres experts. Ces plates-formes d'ex-

pertise métier multiservice auront un rôle de soutien de proximité auprès des bases de Défense.

Au total, alors que les trois services de commissariat comptabilisaient près de 90 organismes, le SCA regroupera une vingtaine de centres experts ainsi que dix établissements dits spécialisés, destinés au stockage et à la maintenance des matériels. À terme, 4300 personnes, dont 3300 civils travailleront au sein du SCA.

¹ Révision générale des politiques publiques.

² Ex-CTAC de Nancy.

Premier centre expert à vocation ministérielle intégré au Service du commissariat des armées, le CAMID est déjà un modèle de réussite. Sa plus grande fierté : permettre, à compter de la réception du dossier par l'opérateur, le traitement et le remboursement des frais de déplacement en seulement une semaine.

CAMID

Au plus près de l'administré

Des frais de déplacement remboursés en cinq jours ouvrables. Le Centre d'administration ministériel des indemnités de déplacements (CAMID) a relevé et réussi le pari. Ce centre, situé à Brest, a pour mission, en format cible, le traitement des frais de déplacements et des changements de résidence des 300 000 agents civils et militaires du ministère de la Défense. Il est, par ailleurs, l'un des tout premiers centres experts opérationnels du nouveau Service du commissariat des armées. « Le CAMID a été créé avant le SCA, sur la base du centre dédié aux indemnités de déplacements de la Marine », explique le capitaine de frégate Nadine Biagini-Creusot, directrice du CAMID. « En 2009, nous avons intégré des dossiers de l'armée de l'Air, et depuis quelques mois, l'armée de Terre a également rejoint le processus. » Les bases aériennes de Dijon et Lyon, le centre militaire de contrôle et de coordination intégré à la base de Défense (BDD) de Brest, cette dernière ainsi que celles de Marseille, Nancy et Rennes sont déjà parties prenantes dans le système. Mais d'ici à la fin de l'année, ce sera l'ensemble des dix-huit BDD créées en 2009 et 2010 qui seront intégrées au CAMID.

Un traitement de proximité

L'une des innovations majeures du CAMID s'appelle DORIA, un module dématérialisé de FD@ligne qui permet un traitement des ordres de mission en temps réel



Le CAMID, situé à Brest, est l'un des tout premiers centres experts opérationnels du nouveau SCA.

et surtout en moins de trois jours³. Au retour de mission, le militaire rapporte son OM et ses justificatifs à son correspondant administratif qui les transmet au CAMID, via DORIA. Les documents arrivent directement sur l'ordinateur de l'opérateur qui peut les traiter sur le champ. Il en examine le contenu, s'assure de ce qu'il peut rembourser au regard de la réglementation et calcule la somme. Après contrôle, le dossier est mis en paiement. Il passe alors, soit par CHORUS, soit par la régie du CAMID. L'administré pourra même suivre les progressions de son dossier sur l'Intradef.

Pour un fonctionnement optimal, le centre s'est organisé en cellules en lien avec une ou plusieurs bases de Défense. D'ici à 2012, vingt-quatre cellules seront créées. « Notre objectif est d'humaniser

le traitement des ordres de mission (OM) et des changements de résidence en nous mettant au plus près de l'administré », poursuit le capitaine de frégate Biagini-Creusot. Une gageure pour ce centre capable de traiter mensuellement près de 14 000 dossiers et qui aura à sa charge pas moins de 900 000 dossiers par an d'ici à 2012.

Actuellement, une centaine d'agents (pour assurer le traitement des ordres de mission, le contrôle, la mise en paiement, le pilotage...) travaillent au CAMID ; ils devraient être près de 330 dans deux ans.

Diane LHERITIER

Photos : ADJ Jean-Raphaël DRAHI, DR

³ Il faut encore compter 48 heures après la mise en paiement pour que le virement vers votre compte bancaire soit effectué.



“ L’armée de Terre devrait bénéficier, à terme, d’une amélioration de la qualité de service dans tous les domaines d’intervention du SCA »,
Commissaire général
de corps d’armée Pierre Porcin,
directeur central du SCA.



3 QUESTIONS au commissaire général de corps d’armée Pierre Porcin, directeur central du SCA

Quelle avancée le Service du commissariat des armées représente-t-il dans le processus de modernisation de la Défense ?

Le Service du commissariat des armées (SCA) est le porteur, au bénéfice des armées, de la modernisation de l’État issue de la RGPP. Au sein de la Défense, le SCA est l’opérateur de ces fonctions renouvelées que dans notre jargon nous disons relever du domaine de l’Administration générale et du soutien commun (AGSC), au profit des armées en général, et en appui tout particulièrement des bases de Défense. La création du SCA correspond donc à une volonté à la fois d’améliorer notre performance dans l’administration et le soutien courant des formations et de contribuer à la réduction attendue des effectifs dédiés au soutien dans les armées. Notre effort sur ce point devrait avoisiner les 30 %.

En quoi l’interarmisation des commissariats sera-t-elle bénéfique pour les trois armées et, en ce qui nous

concerne, pour l’armée de Terre ?

Le SCA est un puissant outil de modernisation de l’administration générale et du soutien courant des armées. L’existence d’un seul service au lieu de trois permet de disposer du bras de levier nécessaire pour harmoniser plus rapidement les procédures administratives et financières au sein des armées en prenant en compte les meilleures pratiques, et pour améliorer concrètement la performance du soutien de l’homme et du combattant. Cet effort passe par la mutualisation et l’optimisation des moyens issus de nos trois armées. L’armée de Terre, comme les deux autres armées, devrait bénéficier à terme d’une amélioration de la qualité de service dans tous les domaines d’intervention du SCA. Dans l’intervalle, ma préoccupation prioritaire est d’assurer la continuité du soutien au profit des forces. Il nous faut conduire une transformation ambitieuse de nos structures entre cette année et 2011-2012. De 90 organismes ou établissements, à majorité issus

de l’ex-commissariat de l’armée de Terre, nous devons passer à 30.

Le calendrier de mise en œuvre du SCA s’étale sur deux ans environ depuis sa création en janvier dernier. Quelles en seront les étapes ?

En tant que directeur central, j’ai une priorité absolue et un devoir : être présent au rendez-vous des bases de Défense en 2011 pour que le service soit en mesure de leur apporter le soutien et l’appui, notamment au travers de nos sept futures plates-formes achats-finances, dont elles auront nécessairement besoin. Nous mobiliserons dans ces plateformes toutes les compétences du service utiles aux bases de Défense. Cela bouscule évidemment le calendrier qui avait été fixé, et tous les acteurs du service travaillent d’arrache-pied pour être au rendez-vous que je leur ai fixé. Dans ces travaux, deux éléments sont centraux pour la réussite de notre transformation : la manœuvre RH et le plan de stationnement du service.

Avec la dissolution du 43^e BIMA, la force interarmées de l'opération LICORNE, en République de Côte d'Ivoire, s'est regroupée sur Abidjan et continue de remplir son rôle en appui de l'ONUCI. Actives en « troisième rideau », les forces françaises maintiennent une grande vigilance. Reportage sur le terrain avec les soldats de LICORNE, mais aussi au sein de l'ONUCI, l'opération de l'ONU en Côte d'Ivoire.

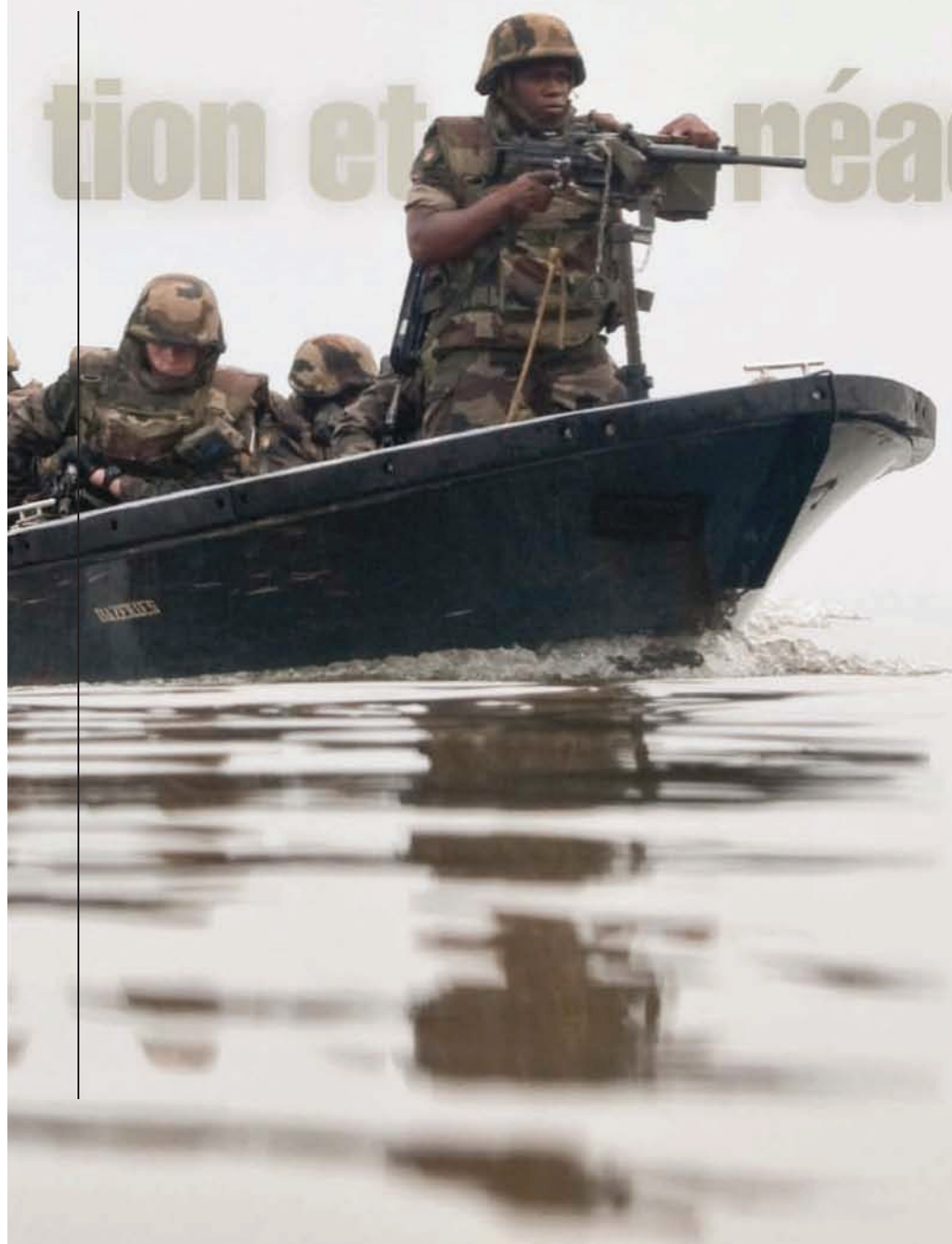
République de Côte d'Ivoire

LICORNE : anticipa



Entraînement au DIL
pour un détachement du 6^e RCS de Douai.

tion et réactivité



CNE Thomas DIJOL
Photos : ADJ Gilles GESQUIÈRE



Chronologie

150 ans d'histoire commune

L'histoire de la République de Côte d'Ivoire et celle de la France sont étroitement liées. Colonie, État associé puis grand favori de la politique de coopération avec plus de 60 000 Français sur place en 1980 ainsi qu'une base permanente de l'armée de Terre, les relations se sont ensuite dégradées : crise, coups d'État, tensions...

LA COLONISATION

1637 Débarquement des premiers missionnaires français à Assinie, près du Ghana actuel. Échec d'une première implantation.

1842 Réimplantation de la France en Côte d'Ivoire par la signature de deux traités.

1946 Création de l'Union française et réformes : citoyenneté française et droit d'organisation politique aux autochtones, abolition du travail forcé, liberté d'association.

LE TEMPS DE L'INDEPENDANCE : LE « MIRACLE IVOIRIEN »

1960 Proclamation de l'indépendance de la RCI.

1961 Signature d'un accord de Défense entre la France et la Côte d'Ivoire. Il est complété par un accord d'assistance militaire technique et par cinq accords techniques entre 1965 et 1980.

1960-1993 Présidence de Félix Houphouët-Boigny.

1978 Le pays devient le premier producteur mondial de cacao et troisième producteur mondial de café. Implantation du 43^e BIMA.

1982 Laurent Gbagbo, de l'ethnie bété, devient célèbre à l'occasion de manifestations étudiantes. Il fonde le FPI (Front populaire ivoirien) et s'exile en France.

1993 Décès du président Houphouët-Boigny. Le président de l'Assemblée nationale, Henri Konan Bédié, achève le mandat présidentiel.

LA CRISE

1999 Le 24 décembre : coup d'État du général Robert Guei qui destitue Henri Konan Bédié.

2001

9 OCTOBRE-18 DÉCEMBRE Forum de réconciliation nationale qui reconnaît la nationalité ivoirienne d'Alassane Ouattara et le gouvernement de Gbagbo.

2002

19 SEPTEMBRE Tentative de coup d'État et soulèvement armé.

22 SEPTEMBRE Le 43^e BIMA assure la protection des 20 000 ressortissants français. Arrivée des premiers renforts français avec le 1^{er} RCP en provenance du Gabon et le 2^e REP de Djibouti. Évacuation de 2 300 personnes de plus de 20 nationalités par les troupes françaises. Le dispositif français est baptisé LICORNE et compte très vite 1 300 hommes.

17 OCTOBRE Signature d'un accord de cessation des hostilités entre le président Gbagbo et le Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI) de Guillaume Soro.

2003

24 JANVIER Signature des accords de Linas Marcoussis prévoyant la mise en place d'un gouvernement de réconciliation nationale. Début de violentes manifestations antifrancophones.

4 FÉVRIER Résolution 1464 autorisant les forces africaines de maintien de la paix et les forces françaises à prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et la liberté de circulation ainsi que la protection des civils.

3 MAI Cessez-le-feu intégral, mise en place de la zone de confiance.

2004

27 FÉVRIER Résolution 1528 créant l'ONUCI (Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire). Licorne compte 4 500 hommes répartis en 4 groupements tactiques interarmes (GTIA).



4 NOVEMBRE Début de l'opération DIGNITÉ : les forces gouvernementales bombardent les principales villes tenues par les forces du nord.

6 NOVEMBRE Un Sukhoi 25 bombarde une emprise du GTIA1 à Bouaké faisant 9 morts et 31 blessés. Renforcement temporaire des effectifs de LICORNE (plus de 500 militaires) qui atteignent 5 000 hommes.

8 ET 9 NOVEMBRE Siège de l'hôtel Ivoire. Entre le 9 et le 17 novembre : évacuation de 6 000 expatriés par les forces de LICORNE.

2005



6 AVRIL Accords de Pretoria où tous les partis déclarent la cessation complète des hostilités et la fin de tous les combats sur le territoire de la RCI.

21 OCTOBRE Résolution 1633 reconnaissant l'impossibilité d'élections présidentielles et permettant à Laurent Gbagbo de rester président pour une période n'excédant pas 12 mois.

2006

16 JANVIER Manifestations violentes des jeunes patriotes pro-Gbagbo contre la décision de dissolution de l'Assemblée nationale.

31 OCTOBRE Résolution 1721 qui proroge d'un an le mandat du chef de l'État Laurent Gbagbo.



2007

4 MARS Après un mois de négociations, le président ivoirien Laurent Gbagbo et Guillaume Soro signent, à Ouagadougou, un accord pour la paix en Côte d'Ivoire. La force LICORNE (1 800 hommes) soutient les contingents de l'ONUCI et agit en tant que force de réaction rapide.



16 AVRIL Début du retrait des « forces impartiales » (casques bleus de l'ONU et dispositif français LICORNE) de la « zone de confiance ». Démantèlement du GTIA français situé à Man.

29 JUIN Attaque à la roquette contre l'avion du Premier ministre Guillaume Soro à l'aéroport de Bouaké : quatre personnes ont été tuées et une dizaine blessées.

25 SEPTEMBRE Lancement officiel des audiences foraines, destinées à l'identification des personnes âgées de 13 ans et plus, nées sur le sol ivoirien, mais qui n'ont jamais été déclarées à l'état civil.

2008



24 AVRIL Signature d'un « code de bonne conduite » par les partis politiques en vue de la campagne pour l'élection présidentielle.

15 SEPTEMBRE Lancement des opérations d'identification des populations et de recensement électoral. LICORNE assure en parallèle de nombreuses opérations de présence pour sécuriser l'ensemble du territoire.

2009

26 MAI Restauration de l'administration civile dans le nord du pays après la passation de pouvoir des commandants des Forces nouvelles.

30 JUIN Fin de l'opération de recensement électoral. La force LICORNE compte désormais environ 1 000 hommes. Le 43^e BIMA est dissous.



LICORNE 22 : le BATLIC¹ en béret vert

Que du muscle !

Depuis la dissolution du 43^e BIMA en juin 2009, la force LICORNE compte 840 hommes pour assurer ses missions. Ce dispositif opérationnel recentré sur Abidjan conserve à la France toute sa place au sein des forces impartiales sur le théâtre. Les hommes du BATLIC¹ maintiennent au plus haut niveau leur capacité opérationnelle et se tiennent prêts.

Le dispositif LICORNE s'est restructuré tout en se recentrant sur Abidjan. Il reste parfaitement cohérent. Cette cohérence opérationnelle conserve à la force toute sa crédibilité. »

Le général Francis Autran, COMANFOR, est parfaitement clair. « LICORNE agit en soutien de l'ONUCI, elle-même en soutien des forces ivoiriennes. Ses modes d'action conjuguent séquences tactiques de renforcement de la capacité opérationnelle, opérations de présence dans la région d'Abidjan et aide à la population.



Les 10RC du BATLIC¹ sur la piste de Lomo nord.

LICORNE contribue ainsi directement au bon déroulement du processus de paix dans un climat de confiance. » Un rôle en « troisième rideau » qui exige sang-froid, parfaite connaissance du terrain et forte réactivité.

Pour optimiser ces compétences, les légionnaires du mandat 22 conduisaient début janvier une manœuvre majeure pour le bataillon. « Quatre jours de tactique, trois jours de tir. Tous les savoir-faire utilisés ici sont essentiels à la mission principale de la force », explique le lieutenant-colonel Vincent Seiler, chef opérations du BATLIC. « Nous travaillons avec tous les moyens interarmes et même interarmées présents sur le théâtre. L'objectif est bien de maîtriser parfaitement notre mission ici », poursuit le chef ops.

Sur le terrain, le DETALAT et ses Puma ont permis de mener une OHP², le Fennec de l'armée de l'Air participe au recueil du renseignement et effectue des reconnaissances d'itinéraires. Les gendarmes travaillent au maintien de l'ordre ou pour



Les barges du DIL maintiennent un savoir-faire précieux.

recueillir du renseignement d'ambiance. La logistique est également partie prenante même si, pour l'occasion et compte tenu des élongations importantes, elle est placée dans des conditions extrêmes d'emploi. « Notre objectif est bien de rester tendu vers l'engagement. Nous devons être prêts à agir si cela était nécessaire », résume le chef de corps du BATLIC, le colonel Gilles Jaron³.

Familiarité avec le terrain

À quatre heures au nord d'Abidjan, sur le camp de Lomo nord, les légionnaires viennent d'achever la première phase tactique de l'exercice. Ils se sont emparés du camp et ont libéré des otages. Les bérets verts sont habitués à l'Afrique et la familiarité avec le terrain est réelle. Lors des mandats successifs les forces de Licorne pratiquent notamment des patrouilles longues en brousse associées à des actions civilo-militaires pour maintenir une bonne connaissance du théâtre et de ses habitants et saisir l'ambiance dans les différentes régions parcourues.

Pour les cavaliers du 1^{er} REC, c'est d'ailleurs la deuxième OPEX en RCI cette année et chacun sait que les conditions



L'adjudant Paziot, du 519^e RT, indique les lieux d'embarquement et de débarquement qui s'effectuent en zone sécurisée, ou pas...

Les conditions extrêmes de l'exercice sont celles d'un engagement réel. »

extrêmes auxquelles ils doivent faire face ce jour-là seraient celles d'un engagement réel. À cette heure du jour, la chaleur est écrasante. Et pourtant, la mission continue. Le chef de corps du BATLIC assure que « malgré la modification du format depuis notre précédent mandat, nous continuons à disposer d'une palette complète de capacités. C'est sur cette "palette" que nous devons agir le moment venu. Cet exercice, qui réunit tous les moyens à notre disposition, contribue donc directement à l'entretien de nos capacités opérationnelles. »

Le capitaine Étienne Devic, commandant la compagnie infanterie du BATLIC, détaille : « C'est un excellent moyen de se maintenir en condition. J'ai trouvé particulièrement intéressant d'avoir le Fennec pour la "reco". C'est aussi l'occasion d'avoir mes chefs de section avec les SIT-TEL⁴ en "réel" avec toutes les informations à faire remonter. Nous travaillons aussi le tir en pays chaud, avec des températures infernales dans les tourelles et les brumes liées à la chaleur. »

¹ Bataillon LICORNE, composé lors du reportage (mandat 22) d'éléments du 1^{er} REC, 2^e REI, 1^{er} REG et des renforts de la 6^e BLB, du 6^e RCS. Actuellement mandat 23, 1^{er} RCH, 152^e RI, 19^e RG.

² Opération héliportée.

³ Chef de corps du 1^{er} REC.

⁴ Système d'information élémentaire. Dans la NEB, c'est la console qui permet le lien entre le commandant d'unité et ses subordonnés.

Le colonel Pau, colonel adjoint au chef d'état-major (CACEM), complète le tableau en connaisseur. « *Les procédures sont connues. De la garde du camp à l'accueil des ressortissants en passant par le soutien à l'ONUCI, les missions sont maîtrisées. Nous sommes prêts, tout simplement.* »

« Une force prête à agir »

De retour à Abidjan, un autre exemple de renforcement de la capacité opérationnelle dans les « conditions du réel » au Détachement d'intervention lagunaire (DIL) commandé par l'adjudant Xavier Paziot, du 519^e Régiment du train. « *Dans l'axe ! Ne sautez pas de la barge !* » Alors qu'il surveille un groupe du 6^e Régiment de commandement et de soutien (RCS) à l'entraînement, l'adjudant explique ses missions. « *Aujourd'hui, nous voyions l'embarquement et le débarquement, en zone sécurisée, ou pas... Dans tous les cas il faut aller vite, car un bateau statique est vulnérable.* » Le sergent-chef Pons, du 6^e RCS, est ravi : « *On est dans le concret puisque ce que l'on fait peut nous servir demain.* » Il s'arrête de parler pour observer ses hommes qui débarquent. « *Main-tenez le bateau toujours en flottaison pour pas qu'il ne fasse ventouse.* » L'adjudant Paziot ne les lâche pas et il sait pourquoi. « *Si jamais nous en avons besoin, le DIL est l'outil le plus adapté à l'environnement lagunaire d'Abidjan.* »



« *Même si son format a diminué LICORNE reste une force "toutes options"* », conclut le général Autran, COMANFOR, « *Une force qui a juste la peau sur les muscles, s'il fallait utiliser une image. L'entretien permanent de la capacité opérationnelle des unités, l'anticipation et une réactivité maximale sont les clés de la réussite de la mission.* » Tout est dit.

Le 1^{er} REC fait mouche.



Le BATLIC et ses compagnies de combat constituent le cœur « opérationnel » de la présence française. Pourtant, d'autres Français s'activent avec les actions-civilo militaires, mais aussi au sein de l'opération de l'ONU en Côte d'Ivoire (ONUCI).



Le LCL Chauvet et le CNE Pardina, des ACM, en conversation sur le port d'Abidjan.

ACM et bérets bleus

Vers la normalisation

Le lieutenant-colonel Martin Chauvet, patron des ACM pour LICORNE, est déçu. « Je ne verrai peut-être pas l'aboutissement de tout notre travail, mon départ est pour bientôt. » Depuis des mois, il se bat pour qu'une association originaire de la région du lac de Kossou puisse obtenir deux barges ayant appartenu aux Français. Ces barges leur serviraient à transporter passagers et fret dans une région coupée en deux par cet immense lac artificiel. « C'est un projet que nous avons mené conjointement avec le service de coopération de l'ambassade

depuis des mois. » Les barges sont prêtes, réparées par une entreprise française sur le port d'Abidjan. « Nous devons maintenant les transporter sur place et les mettre à l'eau, ce qui n'est pas une mince affaire étant donné l'état des pistes et les zones d'approche du lac », explique le capitaine Jacques Pardina, adjoint ACM. Au bureau de l'association, qui veut exploiter ces barges, dans le quartier du Plateau à Abidjan, l'ambiance est pourtant plutôt joyeuse. Les ACM auront monté pour plus de 62 000 euros de projets en 2009, principalement dans trois domaines : le social, l'éducatif et le médical.

Maintenir la mobilité

L'importance du lien, c'est justement un qualificatif qui pourrait résumer la mission du détachement de soutien (DETSOUT). Un micro-détachement, certes, mais un rouage essentiel qui permet aux bataillons nigériens, béninois et togolais de l'ONU de pouvoir utiliser les véhicules mis à disposition par la France pour ces contingents africains de casques bleus. Les maintenanciers français assurent, entre autres, la disponibilité d'une trentaine de GBC, vingt TRM 2000, huit P4 et quatre VAB. « Cette mission est menée dans le cadre d'un accord avec l'ONU », explique le commandant Vignaud, chef du DETSOUT. « Nous avons un rôle important pour maintenir la mobilité de ces détachements qui ne sont pas riches en véhicules. » Et pourtant, le rôle de l'ONUCI est déterminant : « Avec 7 500 hommes sur le terrain, c'est une opération de maintien de la paix qui a vu le nombre de ses missions s'accroître », détaille le lieutenant-colonel Lefevre, en charge de l'analyse du renseignement pour l'ONUCI. Pour autant, les forces onusiennes n'ont pas vocation à se substituer à l'État ivoirien qui conserve toutes ses prérogatives.

¹ Inscription sur les listes électorales.

² Actions civilo-militaires.

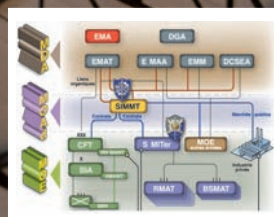


Maintenance 2010 ? « Une réforme de plus », diront les esprits chagrins. Toutefois, celle-ci ne se contente pas de dessiner les contours d'une énième réforme de l'arme du matériel, comme celles initiées en 1995 et en 2005. La politique du Maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres (MCO terrestre) et aéronautiques (MCO Aé), en ce qui concerne les hélicoptères de combat de l'armée de Terre, s'est radicalement modifiée. Ce projet n'est pas seulement né du Livre Blanc et de la Révision générale des politiques publiques (RGPP). En effet, depuis 2006, l'armée de Terre assemble les pièces de cette réforme qui touche toutes ses formations, mais également le domaine interarmées puisque le SMITer¹ réparera, à terme, les véhicules terrestres des autres armées. Maintenance 2010 répond aux besoins opérationnels dans une problématique de rationalisation des coûts. Ce projet s'appuie sur trois volets : la réorganisation profonde de la chaîne maintenance, la réduction des moyens de maintenance des forces du fait de la Politique d'emploi et de gestion des parcs (PEGP), et enfin la nouvelle doctrine du soutien en opérations. Dans ce dispositif, l'industrie privée joue son rôle, à savoir accompagner l'effort de soutien aux forces et prendre à son compte certaines missions ou activités qui ne touchent pas au cœur du métier de maintenancier militaire.

¹ Service de maintenance industrielle terrestre.

LTN Céline BRUNETAUD

Photos : ADJ Jean-Raphaël DRAHI, ADJ Gilles GESQUIÈRE



**Une transformation
profonde** _ 28-31



Un MCO redynamisé
_ 32-33



PEGP, mode d'emploi _ 34-35



Soutenir en OPEX _ 36-37



Une réactivité organisée
_ 38-39

2010 la maintenance passe au marbre

Une transformation profonde

Le 24 juillet 2008, date de la refonte de l'armée de Terre, la chaîne maintenance débute sa transformation en réorganisant son commandement et en regroupant ses formations.

Tour d'horizon.

MOA

Les états-majors exercent la maîtrise d'ouvrage (MOA), c'est-à-dire qu'ils définissent, fixent et financent les objectifs de la politique de soutien de leurs matériels.

Ce sont en quelque sorte « les donneurs d'ordre » ou « clients ».

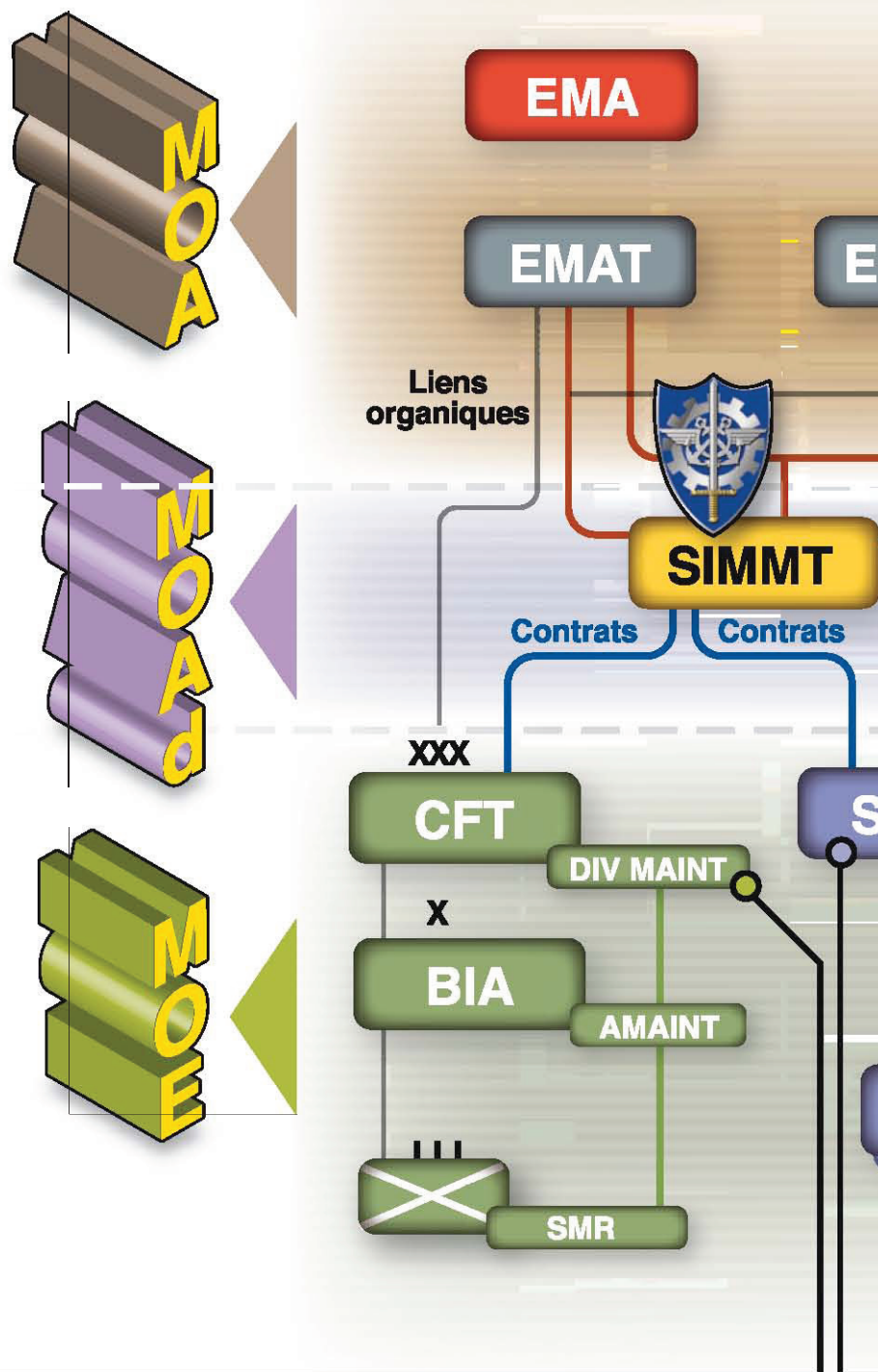
MOAd

La maîtrise d'ouvrage déléguée (MOAd) est spécifique à chaque milieu (Terre, Air, Mer...) Elle est assurée par des structures intégrées de soutien interarmées qui servent d'interface entre la MOA et la MOE (maîtrise d'œuvre).

A ce titre, elle mutualise les besoins des états-majors d'armées et pilote l'échelon inférieur opérationnel. Pour le milieu terrestre, la MOAd est la structure intégrée du maintien en condition des matériels terrestres (SIMMT) implantée à Satory.

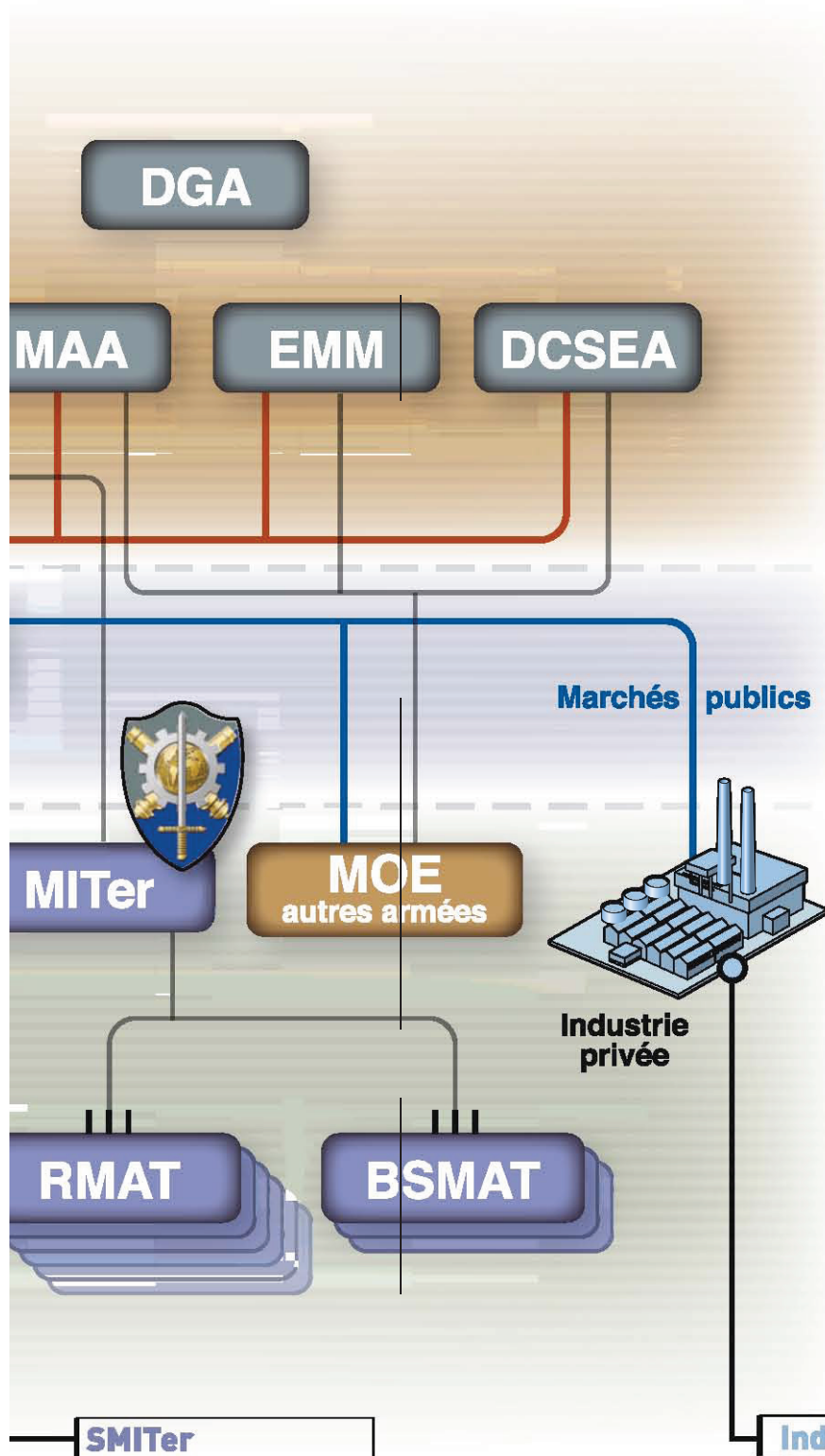
MOE

La maîtrise d'œuvre (MOE) est le niveau d'exécution de la fonction maintenance. Au sein de la MOE, se trouvent trois organes : le Service de la maintenance industrielle terrestre (SMITer), la division maintenance du commandement des forces terrestres (DIV MAINT CFT) et les industriels privés. Créé en 2010 à partir des RMat et BSMAT, le SMITer assure le maintien en condition opérationnelle de tous les matériels terrestres.



DIV MAINT du CFT

La division maintenance du commandement des forces terrestres (DIV MAINT du CFT) a en charge la maintenance opérationnelle des équipements des régiments des forces terrestres, c'est-à-dire du PSP et PE. Elle s'appuie sur les adjoints maintenance (AMAIN) au sein des états-majors de brigades interarmes et les chefs de bureau de maintenance et logistique qui conduisent l'activité des sections de maintenance régimentaire (SMR), maintenanciers de proximité. La division maintenance a également la responsabilité de la conduite du MCO des avions des forces terrestres sous le pilotage du COMALAT.



MOA : maîtrise d'ouvrage

MOAd : maîtrise d'ouvrage déléguée

MOE : maîtrise d'œuvre

EMA : état-major des armées

DGA : direction générale de l'armement

EMAT : état-major de l'armée de Terre

EMAA : état-major de l'armée de l'Air

EMM : état-major de la Marine

DCSEA : direction centrale du service des essences des armées

SIMMT : structure intégrée du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres

SMITer : service de la maintenance industrielle terrestre

DIV MAINT CFT : division maintenance du commandement des forces terrestres

AMAJINT : adjoints maintenance

SMR : section de maintenance régimentaire

RMAT : régiment du matériel

BSMAT : base de soutien du matériel

COMALAT : Commandement de l'aviation légère de l'armée de Terre

SIAé : Service industriel aéronautique

GAMSTAT : Groupement aéromobilité de la section technique de l'armée de Terre

SIMMAD : Structure intégrée de maintien en condition opérationnelle des matériels aéronautiques

SIMu : Service interarmées des munitions

PSP : parc en service permanent

PE : parc d'entraînement

PA : parc d'alerte

PG : parc de gestion

SMITer

Le maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres (MCO Ter).

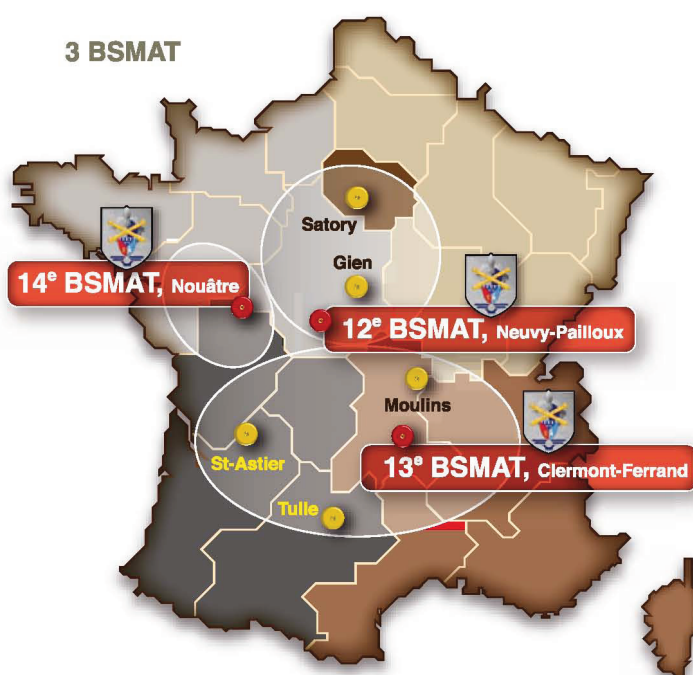
Dès cette année, les RMAAT et les BSMAT sont placés sous le commandement unique du SMITer. Leurs missions dépendent essentiellement de la politique d'emploi et gestion des parcs (PEGP) qui influe également sur la politique de soutien des matériels au sein des forces.

Industrie privée

Les industriels privés sont sollicités dans le cadre des contrats d'externalisation, comme Nexter pour la fourniture des rechanges du char Leclerc. Ils s'intègrent ainsi dans la chaîne maintenance, et complètent les capacités détenues par les formations.

Les RMAT futurs, formations du SMITER

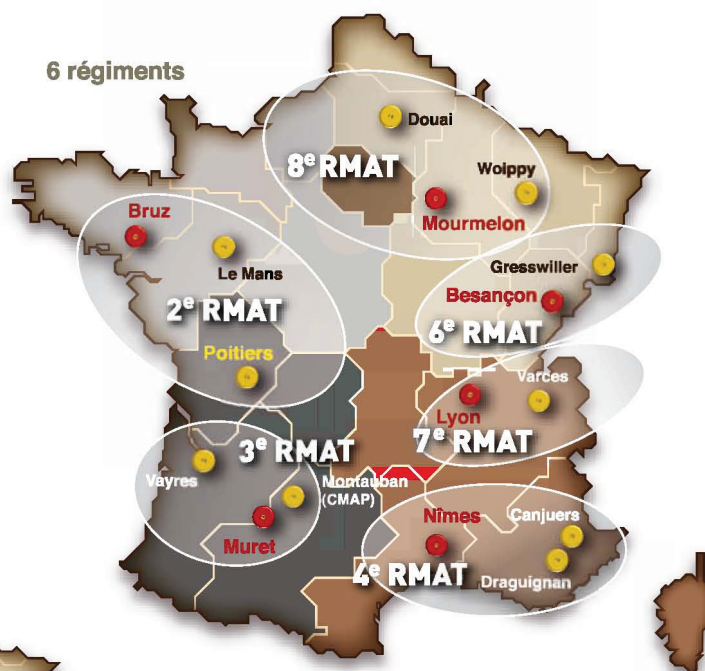
La mission principale des RMAT est de soutenir le parc de gestion et le parc d'alerte. Ces formations pourront, par ailleurs, intervenir pour le soutien de niveau NTI 1 et NTI 2 (niveau technique d'intervention) des matériels du parc de service permanent et du parc d'entraînement des forces.



SIMu

A l'été 2010, le Service interarmées des munitions (SIMu) aura sous ses ordres tous les dépôts regroupés en sept établissements interarmées (cf. carte). On ne parlera plus alors de dépôts de munitions mais d'établissements principaux (EP), dont dépendront des établissements secondaires (ES). Les organismes seront regroupés selon une logique géographique, sans fermeture ni restructuration des sites munitions. Les procédures seront harmonisées au sein des trois armées. Quant à l'élimination des munitions, elle se fera par deux voies, la Direction générale de l'armement (DGA) et le SIMu. La DGA procédera à l'élimination des munitions pour les missiles de fabrication française. Le SIMu se chargera des autres munitions. En revanche, les dépôts de munitions en OPEX resteront approvisionnés comme maintenant.

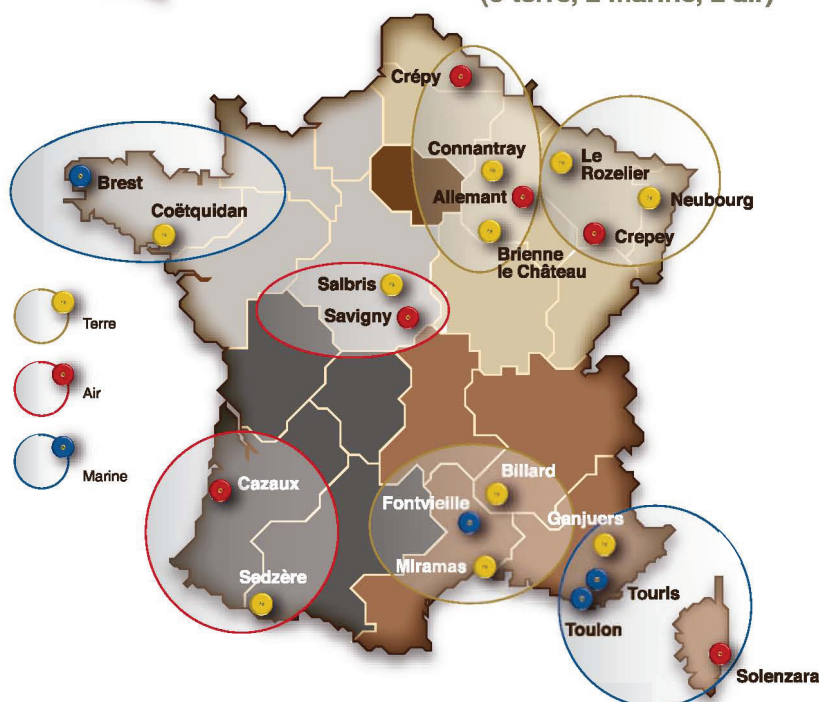
6 régiments



Les BSMAT futures, formations du SMITER

Les BSMAT pourront intervenir au profit du parc de gestion en complément des capacités des RMAT. Cependant, elles ont pour mission principale de conduire des actions de maintenance réclamant délais et haute technicité comparables à celles de l'industrie privée.

7 établissements interarmées principaux (3 terre, 2 marine, 2 air)

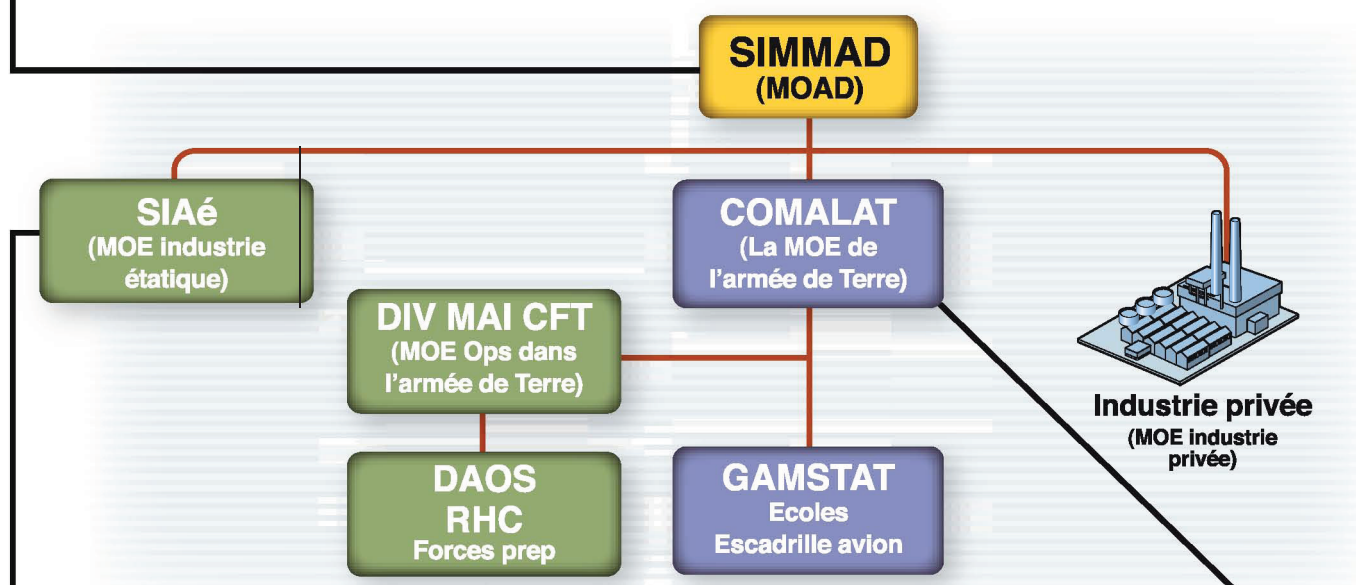


SIMMAD

Le maintien en condition opérationnelle aéronautique (MCO Aé)

La SIMMAD, en tant que maîtrise d'ouvrage déléguée, est une structure intégrée chargée du maintien en condition opérationnelle des matériels aéronautiques. Une standardisation des actes de maintenance et l'uniformisation de la formation des maintenanciers aéronautiques des trois armées est en cours. Le 4^e RHFS, avec ses Caracals, constitue le point d'orgue de cette interarmisation. De plus, avec l'arrivée du Tigre et du NH90, l'armée de Terre engage un partenariat avec l'industrie privée et étatique. Les régiments d'hélicoptères de combat pourront, dès lors, mieux se concentrer sur leurs missions opérationnelles grâce à la contribution des industriels, qui en métropole participeront au soutien de la flotte. Le fonctionnement de la base arrière est, de ce fait, stabilisé. L'arrivée des industriels privés et étatiques pallient, en outre, le déficit de mécaniciens aéronautiques. L'externalisation, de tout ou partie du soutien des hélicoptères pour l'école de l'aviation légère de l'armée de Terre et pour l'école franco-allemande, est également à l'étude.

Depuis 2009, on trouve au sein de l'armée de Terre deux maîtres d'œuvres pour exécuter les missions de MCO Aé : le COMALAT et la Division maintenance du commandement des forces terrestres (DIV MAINT CFT). La seule et unique maîtrise d'œuvre de l'armée de Terre vis-à-vis de la SIMMAD est cependant le COMALAT et la division maintenance du CFT lui est fonctionnellement subordonnée.



DIV MAINT CFT

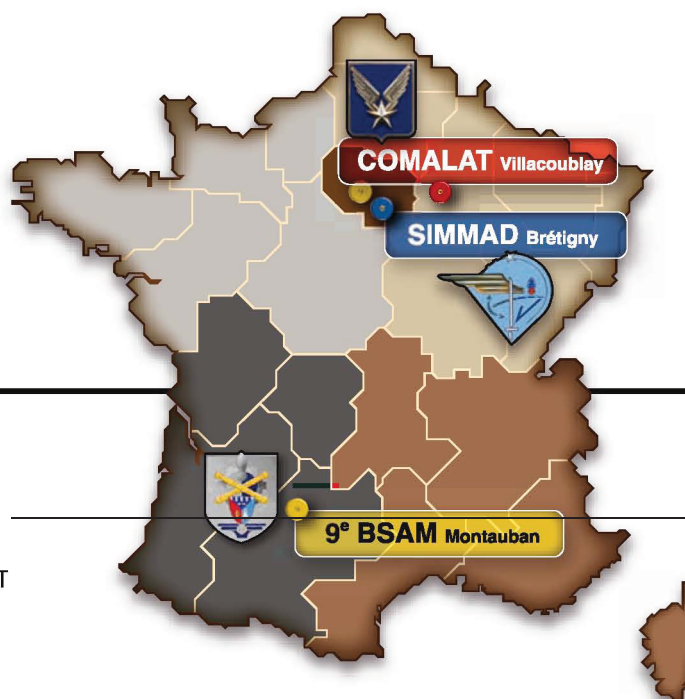
La DIV MAINT du CFT pilote quant à elle la maintenance aéronautique pour les trois régiments d'hélicoptères de combat, le 4^e Régiment d'hélicoptères des forces spéciales (4^e RHFS) et les détachements ALAT des forces pré-positionnées en outre-mer.

Une antenne du Service industriel de l'aéronautique (SIAé) sera créée à Phalsbourg pour traiter une partie du deuxième niveau technique d'intervention (NTI2), voire certaines tâches de NTI1, des 1^{er} et 3^e Régiments d'hélicoptères de combat. L'équivalent sera mis en place pour le 5^e RHC et le 4^e RHFS à partir du site géographique de Montauban.

COMALAT

Le COMALAT pilote la maîtrise d'œuvre de la maintenance aéronautique des aéronefs de l'armée de Terre. Il soutient les écoles, le Groupement aéromobile de la section technique de l'armée de Terre (GAMSTAT) et l'escadrille d'avions. A cet effet, le bureau aéromobilité de la DCMAT disparaît. Le COMALAT participe à la tutelle de la 11^e BSMAT (Montauban) pour la partie aéronautique qui donnera naissance, en juillet prochain, au 9^e Bataillon de soutien aéromobile (9^e BSAM). Il délègue à la division maintenance du CFT le pilotage de la maintenance du reste des forces.

Le soutien aéromobile demain



La réforme du MCO terrestre est un projet stratégique qui implique de nombreux intervenants. L'objectif : fournir aux forces les matériels performants et adaptés nécessaires à leur préparation et à leur engagement. Décryptage d'un système qui va restructurer en profondeur le MCO terrestre.

Un MCO redynamisé



Le travail interarmées a commencé et est une réalité à la DCMAT au sein de l'échelon de préfiguration de la SIMMT depuis sa création le 1^{er} juillet 2009.



La sous-direction emploi opérations du SMITer a été mise en place dès l'été 2009.

Les structures de la maintenance ont fait l'objet d'une transformation radicale au cours de la dernière décennie. Premier acteur à être créé en 2000 : la SIMMAD¹, afin d'optimiser la disponibilité des matériels aéronautiques des armées par une maîtrise des coûts d'entretien. Suivra, un an après, la mise en place du SSF² pour la Marine. La SIMMAD demeure l'un des modèles en matière de réforme des systèmes de gouvernance de la maintenance. Outre une amélioration de la disponibilité des avions, l'effet SIMMAD a été constaté au niveau des industriels étatiques et privés, satisfaits de n'avoir plus qu'un représentant des états-majors d'armées.

Cure de vitamines pour le MCO terrestre

Il restait encore à s'atteler à la rénovation du MCO terrestre. Son organisation reposait sur de nombreux intermédiaires : les états-majors de chaque armée et leurs services de soutien. Pour l'armée de Terre, il s'agissait de la Direction centrale du matériel de l'armée de Terre (DCMAT), de ses directions régionales et des for-

mations en charge de la maintenance (RMAT, BMAT, BSMAT) ; sans oublier les industriels privés (Nexter, Renault Trucks Défense, etc.) La DCMAT, organisme garant de la disponibilité technique opérationnelle (DTO) devant le Chef d'état-major de l'armée de Terre (CEMAT), disposait également du Service central des achats de la maintenance (SCAM), en charge de la passation des marchés de maintenance. Cette gouvernance à plusieurs « voix » ne permettait pas au Chef d'état-major des armées (CEMA), responsable du soutien des équipements, d'avoir une vision claire et transparente de l'efficacité du MCO des matériels terrestres.

La création de la Structure intégrée du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres (SIMMT) favorise une approche globale du MCO de l'ensemble des matériels terrestres. Créée en mars 2010, la SIMMT définit les grands principes de soutien, puis les met en œuvre au travers de



“ Les structures de la maintenance ont fait l’objet d’une transformation radicale au cours de la dernière décennie. Premier acteur à être créé en 2000 : la SIMMAD. »

En 2012, le 13^e BSMAT deviendra le magasin central d’approvisionnement de l’armée de Terre.

contrats d’entretien et de réparation. Elle n’est pas un état-major opérationnel. Son objectif est de permettre aux armées de disposer des matériels terrestres nécessaires pour préparer et remplir leur contrat opérationnel dans un souci permanent de maîtrise de coûts.

La SIMMT gère également les ressources financières confiées par les états-majors d’armées. Ses attributions ne s’arrêtent pas là. Elle est responsable de l’ensemble des systèmes d’information du MCO terrestre dont SIM@T sera le principal outil. Elle assure à présent la gestion centralisée des matériels et équipements.

En ce qui concerne la partie approvisionnement, la SIMMT achète les pièces de rechange et les outillages nécessaires au soutien et s’assure tout particulièrement de leur disponibilité pour les OPEX. Dans le cadre du suivi technique des parcs et du dialogue avec les industriels, la SIMMT s’appuie sur les sections techniques de marque qui lui sont à présent rattachées.

La SIMMT, client unique

La SIMMT est l’interlocuteur ou client unique, mais comment sont retranscrits les ordres vers ses trois exécutants, les industries privées, le SMITer et le CFT ?

Les relations entre la SIMMT et les industries privées (Nexter, Renault Trucks Défense, Panhard, etc.) sont établies au travers de marchés publics allant de la simple fourniture de pièces de rechange ou des prestations de réparation, jusqu’à des contrats plus

complexes qui engagent l’industriel sur un niveau global de disponibilité d’un matériel.

Les contrats dits étatiques (entre deux organismes de l’État) que passe la SIMMT avec le Service de la maintenance industrielle terrestre (SMITer) s’inspirent des contrats de prestations passés avec l’industrie privée. Ils sont donc négociés entre les deux parties. Ces contrats peuvent concerner les missions premières qui sont la remise en état, l’entretien et le stockage des véhicules du parc de gestion et du parc d’alerte, mais également des missions de réparation transverses. On peut citer, à ce titre, le changement des boîtiers de direction, pour une mise en conformité, d’un parc de véhicules sur cinq ans, selon un calendrier annuel établi, ou la réparation de boîtes de vitesses d’engins blindés. La SIMMT s’engage alors à fournir au SMITer les pièces de rechange dans ses maga-

sins et les outillages nécessaires à ces opérations techniques.


Pour la DIV MAINT du CFT, il s’agit d’un contrat dans lequel les deux parties s’engagent sur des niveaux de résultats. La SIMMT s’engage sur le respect d’un seuil minimal (seuil plancher) de disponibilité du PSP. Le CFT, en contrepartie, s’engage à effectuer toutes les opérations de son niveau sous réserve que les sections de maintenance régimentaire (SMR) disposent des moyens nécessaires, notamment les pièces de rechange achetées par la SIMMT.

¹ Structure intégrée de maintien en condition opérationnelle des matériels aériens du ministère de la Défense.

² Service de soutien de la flotte.

Instaurée en 2008, la Politique d'emploi et de gestion des parcs (PEGP) a modifié l'affectation des matériels et mis en place une nouvelle organisation des activités de soutien dans le but de maîtriser, dans le même temps, les coûts de maintenance. Elle garantit aux forces la disponibilité des matériels nécessaires pour s'entraîner et remplir leur contrat opérationnel. Une révolution pour les unités.

PEGP, mode d'emploi



Perception d'un Leclerc au Centre d'entraînement des brigades (CEB) de Mourmelon.

Le 4^e Régiment de dragons arme actuellement la *Quick Reaction Force* (QRF) au Liban et a effectué sa mise en condition avant projection (MCP) avec son équipement majeur, le char Leclerc. Problème : comment s'entraîner, au niveau GTIA¹, lorsque le nombre de Leclerc est fortement réduit dans le régiment ? En effet, ce blindé imposant n'est plus affecté en totalité dans les régiments de l'arme blindée cavalerie.

Comme tous les matériels majeurs de l'armée de Terre (légers, lourds, blindés, chenillés, etc.), il est réparti dans les quatre parcs de la PEGP : 60 % dans le parc en service permanent (PSP) et 40 % dans le parc d'entraînement (PE), le parc de gestion (PG) et le parc d'alerte (PA). Lors des MCP ou des manœuvres de la brigade interarmes, le régiment sollicite le parc d'entraînement. Les PE de Provence (1^{er} RCA) et de Champagne (CEB) sont ainsi les « loueurs » de l'armée de Terre. À titre d'exemple, le PE Champagne dispose de 270 engins blindés différents² dont 65 Leclerc. L'unité qui perçoit est responsable du matériel mais en tire

de nombreux avantages. Elle commande les engins dont elle a besoin sans avoir le souci de les préparer et de les acheminer sur un camp d'entraînement. Tout comme le PSP, le soutien du matériel perçu est assuré par les maintenanciers des régiments, eux-mêmes renforcés par les formations du matériel locales comme le 8^e Régiment du matériel (8^e RMAT) de Mourmelon, qui a également en charge l'entretien du parc de gestion (PG).

Le poumon de la PEGP

Les enceintes à hygrométrie contrôlée (EHC) fleurissent au 8^e RMAT. Elles sont les lieux de remisage pour les véhicules issus des régiments afin de constituer progressivement le parc de gestion national. De l'avis de beaucoup de chefs de bureau maintenance logistique, le PG est « le poumon de la PEGP ». Il sert, entre autres, à remplacer les véhicules indisponibles sur les théâtres d'opération, mais également ceux se trouvant dans les PSP et les PE. D'autre part, il renforce les formations lors des pics d'activités de préparation opérationnelle, dans le cas, par exemple, où il n'y aurait pas assez de

« La PEGP est aujourd'hui la seule solution pour répondre aux besoins opérationnels de l'armée de Terre. » Général de brigade Patrick Hocquard, commandant la DIV MAINT du CFT

chars Leclerc pour satisfaire la MCP Liban. De ce fait, les unités disposent de tout le matériel nécessaire pour l'opérationnel.

Si une alerte inopinée de type Guépard était déclenchée pour répondre à une éventuelle crise, un régiment de cavalerie partirait avec les Leclerc remisés au parc d'alerte.

Les enceintes à hygrométrie contrôlée (EHC)

Ces installations utilisées pour stocker le PG et le PA sont une solution économiquement rentable ! Elles permettent de conserver les capacités techniques initiales du véhicule durant son cycle de vie. Le taux d'humidité est maintenu à un niveau très faible pour préserver de toute oxydation, d'une détérioration des circuits d'énergie et des systèmes électroniques et optiques. Les actes de maintenance sont ainsi réduits de 15 % !

¹ Groupement tactique interarmes.

² VAB, AMX 10P, MPG, etc.

Où trouver des pièces de rechange ?

À court terme, en cas de panne dite lourde en métropole, comme la réparation d'une rampe de refroidissement du moteur Leclerc, par exemple, les pièces seront livrées directement à l'escadron maintenance multitechnique (EMM) du 8^e RMAT. Actuellement, les Leclerc du PE Champagne sont réparés à l'EMM du 8^e RMAT, contrairement aux chars du PE Provence. En effet, sur le site de Canjuers, les chars sont soutenus en totalité et directement par Nexter dans le cadre du marché de Soutien en service postproduction (SSPP)³. La CAP du 8^e RMAT, approvisionnée par Nexter, commande donc ses pièces de rechange via le logiciel SIM@T⁴.

Si une panne intervenait sur un Leclerc au Liban, dans le cadre de l'opération DAMAN, c'est le détachement de la 13^e BSMAT à Moulins qui expédierait sur le théâtre les pièces de rechange, fabriquées et livrées par Nexter. Depuis le 1^{er} mai 2009, Moulins est la plate-forme stratégique pour les missions d'expédition des rechanges pour l'outre-mer et les théâtres d'opération. Elle est ainsi incontournable dans la maintenance des matériels de l'armée de Terre, hors métropole. En 2009, 209 conteneurs ont été chargés pour une totalité de 1 526 tonnes de rechanges ! La 13^e BSMAT deviendra, avec la fermeture des magasins de Saint-Florentin et de Guéret en 2012, le seul magasin central d'approvisionnement de l'armée de Terre.

³ Le marché SSPP XL a pour but de garantir la continuité du ravitaillement des chars en service, l'adaptation du niveau des stocks et la distribution des pièces de rechange des chars Leclerc. Nexter devient le maître d'œuvre industriel pour ce tout nouveau marché. Dans le futur, l'externalisation se poursuivra aussi par la distribution de pièces de rechange directement sur le lieu de la panne (champ de manœuvre ou OPEX).

⁴ SIM@T (Système d'information de la maintenance) permet de passer une commande de pièces de rechange au SMITER. Le système va se transformer en raison des nouvelles exigences de rationalisation de l'outil informatique et de l'extension du périmètre d'activités du système actuel à l'ensemble des matériels terrestres du ministère de la Défense. L'application portera ainsi le nom de « SIM@T modernisé ».



Soutenir en OPEX

Le juste besoin est le principe qui régit le nouveau concept de maintenance en opérations : le MAT 50.001. Il s'agit, dans un environnement de ressources contraintes, de garantir aux forces le niveau d'équipement nécessaire et suffisant à leur engagement opérationnel. Les unités de maintenance accompagnent la manœuvre en fonction du besoin opérationnel. Leur déploiement est donc adapté au cadre d'engagement de la force. Explications du MAT 50.001 en territoire hostile.

La maintenance en opération dépend de la nature de l'engagement. Elle décline une nouvelle répartition des responsabilités techniques entre les différents échelons de soutien et les opérations de soutien. Lors de la phase de stabilisation ou de normalisation d'une opération, l'organisation vise à assurer dans la durée la disponibilité technique des parcs pour faire face à une éventuelle menace, puis à un désengagement progressif du dispositif de maintenance. À l'inverse, lors de la phase d'imposition de la force lors d'une opération, les condi-

tions sont différentes. Les capacités de combat des unités engagées doivent être vite rétablies. Ainsi, par exemple, lorsqu'un VAB tombe en panne lors d'un convoi logistique en Afghanistan, il est évacué par les équipes légères d'intervention (ELI) des Sous-groupements tactiques interarmes (S/GTIA) ou du bataillon logistique (BATLOG).

En base arrière

Les maintenanciers des ELI peuvent et doivent souvent intervenir au plus près de la ligne de front. « *Le but est de sortir de la zone dangereuse le plus rapidement*

possible », souligne le colonel Lasserre, chef de corps du 2^e RMA et chef du bataillon de commandement et de soutien n°3 de Pamir XXI d'avril à octobre 2009.

L'urgence opérationnelle prime ! Le soutien est donc effectué dans les zones fonctionnelles de maintenance du BATLOG, armées principalement par les régiments du matériel. Ces derniers fonctionnent de manière centralisée pour rationaliser leur emploi et assurer leur sécurité. « *On adapte l'acte de maintenance en fonction des impératifs tactiques et techniques* », explique le colonel Lasserre. Et le général de brigade Hocquard, commandant la



Convoi logistique au Liban où un Leclerc est transporté sur un porte-engin blindé (PEB).

“ Ils ne sont pas plus soldats que maintenanciers. Le soldat maintenancier possède un socle militaire et doit avoir une formation de technicien pour entretenir le matériel sur tous les territoires. »

Colonel Lasserre, chef de corps du 2^e Régiment du matériel

division maintenance du commandant des forces terrestres, de résumer : « En OPEX, aujourd'hui, le principe est de réduire les tâches de la maintenance de contact aux fonctions de diagnostic, de dépannage rapide et d'évacuation, et de concentrer l'essentiel des moyens de maintenance dans des unités de circonstance adaptées au théâtre, mieux à même de traiter les réparations lourdes par leur stabilité et l'emploi optimisé des ressources disponibles, et disposant d'un parc de maintenance. »

Tous les SGTIA et le BATLOG sont dotés d'équipes légères d'intervention (ELI). Ces ELI disposent de capacités de réparation réduites suffisantes pour établir un diagnostic sommaire de la panne. Elles peuvent réparer sur place, dans de courts

délais, une panne légère ou si nécessaire faire appel à un « groupe de récupération » du niveau GTIA ou BATLOG afin d'évacuer le matériel défectueux. La section de maintenance régimentaire du GTIA fait un diagnostic plus approfondi et peut réparer la panne si elle reste de son niveau. Elle ne peut réaliser que des opérations techniques de courte durée avec des moyens d'outillage et de rechanges restreints.

Si une autre panne, bien plus grave, surgit – par exemple, le pont arrière est touché –, dans ce cas, le VAB doit être évacué

vers la base logistique. Un groupe de récupération et d'évacuation du RMAT ou du BATLOG aux moyens conséquents (porte-engins blindés, camions lourds de dépannage, etc.) récupère le matériel endommagé pour le positionner en zone sécurisée. Il fournit un matériel en remplacement. Avec le nouveau concept de maintenance en opérations, le RMAT constitue l'échelon d'exécution de la maintenance le plus élevé sur le théâtre. Les moyens d'approvisionnement sont désormais réarticulés afin de réduire les stocks déployés à l'avant.

Manier le Famas et la clé à molette

« Le “i” de SMITer – “i” comme industriel – fait peur mais les formations du matériel ne doivent pas être considérées comme des usines. Les maintenanciers seront toujours projetés. La création du Service de la maintenance industrielle terrestre (SMITer) contribue à organiser et à optimiser la main-d'œuvre dans les ateliers pour travailler de manière plus productive. Il s'agit de sanctuariser les activités de production et l'opérationnel », rassure le général de division Lebourg, commandant du SMITer. La préparation opérationnelle des maintenanciers s'appuie, dorénavant, sur une planification fine et préservée des activités de production. Le SMITer fixe

la préparation opérationnelle ciblée sur la mission, adaptée aux réalités de chaque théâtre. « Il fallait redéfinir le métier de soldat maintenancier. C'est le principe des poupées gigognes. On emboîte des socles. Le soldat maintenancier possède un fond de sac commun (MICAT, missions communes de l'armée de Terre) à toutes les armes et possède, en plus, une formation poussée en fonction de sa spécialité et des équipements nouveaux (VBCL par exemple) qu'il doit soutenir sur les théâtres d'opération », témoigne le colonel Philippe César Baldi, de la sous-direction emploi opérations du SMITer.

Parallèlement à l'étude sur la redistribution des actes de maintenance, une expérimentation est menée, depuis 2009, dans quatre régiments¹ des forces terrestres. Elle vise à tester le nouveau mode de fonctionnement des sections de maintenance régimentaire (SMR) issues de la réforme. Premier bilan, avec le Régiment d'infanterie - chars de marine (RICM).

Une réactivité organisée

Pour le RICM¹, c'est une chance d'appréhender et de tester, en avant-garde, cette réforme. « Le modèle SMR 2010 implique une meilleure communication entre tous les acteurs du régiment. Il a fallu nous réorganiser. Le bureau opérations instruction (BOI) et le bureau de maintenance logistique (BML) sont aujourd'hui "colocalisés" pour une meilleure organisation et planification des moyens de soutien en fonction des activités opérationnelles », souligne le colonel François Labuze, chef de corps du RICM. Choisi en raison de son matériel majeur, l'AMX 10 RC, le régiment évalue « les SMR version 2010 ». Cette expérimentation, pilotée par la SIMMT et lancée depuis 2009, est liée à l'étude sur la redistribution des actes de la maintenance. « Les visites techniques lourdes sur les chars sont désormais effectuées au 9^e BMAT, notre unité de soutien local. Avec la redistribution des actes de maintenance et la PEGP, les effectifs de la SMR ont diminué. Nous soutenons moins de matériels. Les actes de maintenance ont

changé mais les missions de soutien restent nombreuses », explique le lieutenant-colonel Thierry Lopez, chef du BML. Pour améliorer et pérenniser les SMR 2010, le régiment partage avec la SIMMT, le SMI-Ter et la division maintenance du CFT son retour d'expérience.

Ainsi, le régiment de Poitiers souhaiterait, par exemple, conserver des tâches techniques afin de préserver les savoir-faire des anciens vers la jeune génération et ne pas réduire trop vite le personnel des ateliers multitechniques. Outre les opérations de tri sur les matériels destinés au parc de gestion, les maintenanciers de la SMR doivent soutenir les AMX 10 RC du PSP pour les exercices brigades. Car les parcs d'entraînement ne disposent pas en réserve d'AMX 10 RC.

Les SMR 2010

Mandatée par l'EMAT, l'expérimentation se poursuit jusqu'en juillet 2010. Elle porte sur le soutien de l'ensemble des matériels projetables des régiments. La PEGP, la réduction des effectifs², le nouveau concept de soutien en OPEX ainsi que la redistribution des actes de maintenance (RAM) ont redéfini le dimensionnement des sections de maintenance régimentaire. Le modèle SMR 2010 permet de guider ou d'ajuster la mise en œuvre de ces nouvelles mesures. Prenant en compte les conclusions des quatre SMR en expérimentation, le système sera généralisé à l'ensemble des régiments des forces sur la période 2010-2011.

« L'effort doit porter sur trois facteurs : les effectifs, les matériels disponibles et une programmation fine. »


Lieutenant-colonel Loïc Mizon, chef du BOI du RICM

Un casse-tête pour le lieutenant-colonel Thierry Lopez, chef du BML, mais aussi pour le lieutenant-colonel Loïc Mizon, chef du BOI du RICM : « Une réunion de planification a lieu toutes les semaines pour évaluer la disponibilité des véhicules, des effectifs et les missions opérationnelles à remplir. Auparavant, le BOI n'exprimait pas de besoins et le BML ne réalisait pas d'étude de faisabilité. Nous avions plus de matériels et pouvions satisfaire toutes les missions. Aujourd'hui, avec la PEGP et les SMR 2010, nous devons lisser nos activités. »

Avec la SMR modèle 2010, il s'agit d'anticiper au maximum la demande de moyens pour accomplir nos missions et remplir le contrat opérationnel.

¹ 92^e Régiment d'infanterie, 3^e Régiment d'artillerie de marine, le 2^e Régiment de hussards et Régiment d'infanterie – chars de marine.

² Déflation de 3 900 postes dans la fonction maintenance de l'armée de Terre et diminution de 20 % à 40 % des effectifs actuels des SMR.



Le SGT Rémy Franco, de l'escadron de commandement logistique (ECL) du peloton de maintenance régimentaire du RICM, passe la visite des 150 heures sur un AMX 10 RCR.

La redistribution des actes de maintenance (RAM)

L'étude « RAM » définit une nouvelle répartition des actes techniques de soutien entre les SMR chargées du soutien des parcs de soutien permanent (PSP) et parc d'entraînement (PE) et les formations du matériel pour le parc de gestion (PG) et le parc d'alerte (PA). Liée de près à l'expérimentation des SMR, l'étude RAM propose un nouveau périmètre technique pour les opérations de maintenance à mener au sein des régiments des forces. Cette étude ne porte que sur les matériels projetables (blindés, armement, etc.) et ne concerne pas les matériels du socle (cars, matériels incendie d'infrastructure, etc.) Elle inclut non seulement les parcs actuellement en service, mais prend en compte également les futurs matériels (VBCI, CAESAR...) À partir des réflexions conduites par les groupes de travail RAM, des mesures seront prises dès l'été 2010 pour aboutir à un système pérenne en 2014. Chaque SMR sera renforcée à hauteur de six maintenanciers (personnel civil).

DEVENEZ RECRUTEUR DE L'ARMÉE DE TERRE

Officiers, sous-officiers, militaires du rang :

- ✓ Vous aimez le **CONTACT** avec les jeunes
- ✓ Vous recherchez des **RESPONSABILITÉS** et de l'**AUTONOMIE**
- ✓ Vous voulez témoigner et faire partager votre **EXPÉRIENCE**

CONDITIONS DE CANDIDATURE :

- sous-officier BSTAT ;
- caporal-chef CT1 ou CAT2 ;
- satisfaire aux règles de mobilité définies chaque année par la DRHAT ;
- ne pas être engagé dans un cycle de préparation aux examens ;
- être à plus de 5 ans de la limite d'âge ;
- et surtout **ÊTRE MOTIVÉ.**

Pour obtenir des informations complémentaires

DRHAT, Sous-Direction Recrutement,
Bureau études-évaluation - 00454 ARMÉES
Tél. : 01 53 71 01 48 ou 01 53 71 01 46

DEVENEZ
VOUSMEME
.COM



Dans une armée professionnelle



LA SÉCURITÉ EST VOTRE MÉTIER

Pour ne pas se tromper de cible, vous devez impérativement connaître, appliquer, contrôler les mesures de sécurité et sanctionner les manquements.



ARMÉE DE TERRE



LES BRÈVES DU CDEF



Vos comptes rendus et expérimentations ne sont pas inutiles. Le Centre de doctrine et d'emploi des forces (CDEF) vous propose ainsi chaque mois un point, en quelques brèves, sur les RETEX en cours.

THÉÂTRES

Aide au déploiement d'urgence au Liban

Les sections de combat du DETGEN de l'opération DAMAN au Liban participent au déminage de la frontière libano-israélienne baptisée Blue Line (lire *TIM* n° 208). Cette mission prenante et délicate nécessite la mise en œuvre de savoir-faire propres aux sapeurs de combat.

Si ces sections sont majoritairement employées dans leur cœur de métier pour le déminage de la Blue Line, elles sont



aussi constamment sollicitées pour participer au stationnement de la force, ce qui exige des compétences particulières qu'elles n'ont théoriquement pas, notamment dans le domaine de l'aide au déploiement d'urgence. Le DETGEN possède organiquement une section spécialisée d'aide au déploiement opérationnel. Elle est formée de personnel très qualifié qui sert des matériels spécifiques. Elle est toutefois exclusivement employée sur les chantiers à « haute valeur ajoutée ». Lors du mandat DAMAN X (1^{er} octobre 2009 au 6 février 2010), une trentaine de chantiers de Force protection ont été réalisés par des sections de combat du 13^e RG, notamment la construction de shelters. Ce régiment, au cours de sa MCP Liban, a formé ses sections de combat à l'aide au déploiement d'urgence.

Ainsi, pour préparer sa mission future et en plus de sa formation génie combat, chaque sapeur a acquis les compétences spécifiques d'un métier du bâtiment : plomberie, ferronnerie, maçonnerie ou menuiserie.

ADAPTATION

La pratique de l'anglais : une nécessité opérationnelle !

Aujourd'hui, opérations comme exercices s'effectuent dans un contexte multinational où l'anglais est la norme pour s'exprimer. La maîtrise de l'anglais est nécessaire parfois dès le niveau chef de groupe dans le cadre, par exemple, de la communication avec les interprètes ou avec la population locale. Or, cette maîtrise ne pourrait être garantie sans mise à disposition de moyens, pratique régulière ni contrôle des acquis.

Le CFT a rédigé une directive fin janvier 2010 définissant l'apprentissage et la maîtrise des langues dans les forces terrestres. L'EMAT, quant à lui, vient de créer un comité chargé de proposer des mesures concernant la formation, la révision des qualifications et l'entretien du niveau d'anglais. Une directive particulière devrait paraître avant l'été 2010.

ENTRAÎNEMENT

La 1^{re} Brigade mécanisée en exercice NEB

Dans le cadre des directives de préparation opérationnelle de l'armée de Terre, le Centre d'entraînement des postes de commandement (CEPC) a conduit et animé l'exercice PONEY EXPRESS 1^{re} BM à Mailly-le-Camp du 15 au 18 février 2010. À un an de l'échéance du prochain contrôle opérationnel de la brigade

LE TÉMOIGNAGE SÉLECTIONNÉ PAR TIM

Novembre 2009.
Chantier de déminage au Liban. Lors de la destruction d'une mine, l'adjudant David Travadon, du 13^e Régiment du génie, est grièvement blessé. *TIM* a recueilli son témoignage, à l'hôpital Percy, où il est en rééducation. Une rencontre profondément marquante.

Je ne me suis pas levé ce matin-là en me disant que j'allais me retrouver à l'hôpital le soir même... » L'adjudant Travadon, sous-officier Minex 3^e, grièvement blessé durant une mission de déminage au Liban, a accepté de raconter ce qu'il a vécu. « *Simplement parce que je ne regrette rien, c'est mon métier de sapeur et je l'assume pleinement.* » Ce chantier de déminage se situait au point 34, au Sud Liban. « *Un chantier de déminage obéit à des règles très précises... Un sapeur démineur découvre la mine, son sergent la signale et c'est là que j'entre en action. Je dois détruire la mine sur place. J'utilise donc une charge de destruction. Lorsque j'ai engagé la charge, j'ai entendu la détonation...* » Silence... L'émotion est palpable, mais l'adjudant Travadon reprend son récit. « *Je n'ai pas perdu connaissance. Mon réflexe a été de me lever, mais je suis*

(AURIGE), cet exercice avait pour objectif majeur de mesurer le degré d'appropriation des outils NEB par la chaîne de commandement. À cet effet, une équipe d'analyse du CDEF, renforcé par la Section technique de l'armée de Terre / Détachement d'appui NEB (STAT/DANEB) et par les écoles d'armes, dirigée par le GDI (2S) A. Tartinville a été mandatée pour évaluer le degré d'appropriation réel des « outils NEB » par l'état-major et les PC des régiments de la brigade. Conduit sur quatre jours avec un effectif

L'adjudant David Travadon s'est engagé en 1997. Affecté au 6^e Régiment du génie, il a réalisé de nombreuses opérations extérieures : Liban, Gabon, RCI, Kosovo. BSTAT « combat du génie », il est arrivé au 13^e RG en 2008 et était engagé au Liban en compagnie génie en septembre 2009.

« J'AI LA VOLONTE D'ALLER DE L'AVANT »

Photo: © DR

tombé à genoux. Le sifflement dans mes oreilles était insupportable. La douleur m'a fait comprendre que j'étais vivant... » L'adjudant est gravement blessé, la mine type n° 4 israélienne lui ayant explosé au visage et à la main... « À ceux qui disent que le drill ne sert à rien, je leur réponds qu'ils se trompent : mes gars m'ont posé un garrot au bras tout de suite, sans hésiter. Le sang coulait de mes oreilles, mes yeux, mon nez. Je ne voyais plus rien. »

Une chaîne de solidarité est en place à son arrivée en France

L'équipe médicale l'évacue sur l'hôpital civil de Saïda. « J'ai eu la main droite amputée, l'œil gauche crevé, l'œil droit touché et de nombreux éclats de plastique et de métal au visage et au bras... Heureusement, les médecins libanais ont

fait du très bon travail. » David a alors été très entouré, par ses chefs et ses camarades : « Je sais que les sapeurs de ma section ont été marqués. Trois jours après cet accident, ils sont retournés déminer pour aller de l'avant. C'est ce qu'il fallait faire. Ils ont agi en professionnels. » Evacué en France par Falcon, l'adjudant Travadon arrive trois jours plus tard à Paris, à l'hôpital Percy. Toute une chaîne de solidarité se met alors en place, avec le régiment mais aussi la CABAT². Cette dernière accueille alors son épouse et sa sœur en gare Montparnasse et s'occupe d'alléger tout ce qui peut alors peser bien lourd (logement, trajets, etc.). À Percy, commence un autre combat pour David : de multiples opérations pour enlever les minuscules bouts de plastique et de métal qui se sont incrustés dans son

corps. La période de rééducation commence également... « Deux heures après que l'on m'a posé la prothèse pour ma main, je faisais mes lacets avec ! » À la question difficile, « Comment voyez-vous votre avenir ? », la réponse est franche et directe : « Mon avenir, c'est comme j'en ai envie. Je ne me donne pas le droit de laisser tout tomber. Et j'ai déjà des projets, notamment en handisport car j'adore la course de fond. »

L'adjudant Travadon a reçu le 30 mars aux Invalides, des mains du CEMAT, la Croix de la valeur militaire étoile Vermeil. « C'est pour moi une grande fierté. J'ai la volonté d'aller de l'avant, pour moi, mon épouse, ma famille, mes amis et mes camarades. »

CNE Audrey LAISNÉ

Photo: CCH Jean-Baptiste TABONE

APPEL A TÉMOIGNAGES !

Faites partager vos expériences opérationnelles à nos lecteurs. Envoyez vos textes à la rédaction par internet à sirpat-comecrite.emat@terre-net.defense.gouv.fr

¹ Qualification Mines et explosifs niveau 3.

² Cellule d'aide aux blessés de l'armée de Terre.

de trois cent personnes, cet exercice s'est appuyé sur le thème générique de l'armée de Terre et sur le simulateur SCIPPIO. Cet exercice, dense, aura permis à la 1^{re} BM de planifier et conduire une manœuvre réaliste lui offrant toutes les occasions de s'entraîner dans des conditions efficaces sinon totalement réalistes, en mettant en œuvre son PC pour améliorer sa maîtrise de la NEB, sa circulation interne et externe de l'information, sa maîtrise de la méthode d'élaboration des ordres.

PUBLICATIONS



« La guerre du Dhofar (1965 - 1976) : un modèle de contre-rébellion »

Ce nouveau Cahier de la recherche, en ligne sur le site intradef du CDEF, présente la stabilisation menée par les troupes britanniques lors de la guerre du Dhofar. Il insiste sur les deux principales réussites de ce

conflit : l'intégration pertinente des actions civiles et militaires et l'utilisation intelligente de forces indigènes correctement encadrées qui s'insèrent toutes les deux au dispositif plus global de contre-rébellion. Cette action militaire demeure encore un modèle peu connu de réussite d'une contre-insurrection.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site Intraterre du CDEF : www.cdef.terre.defense.gouv.fr

Martha

Simulation en réseau

Le 54^e Régiment d'artillerie poursuit la montée en puissance du système Martha. Alors que le régiment commémore en 2010 son centième anniversaire, un nouveau cap vient d'être franchi avec la construction d'une plate-forme de simulation dédiée à l'entraînement des opérateurs de la chaîne de coordination 3D. Un atout pour le régiment qui sera, à terme, le seul régiment « structuré » de l'artillerie sol-air.

Entraînement et coordination seront les maîtres-mots de la montée en puissance de Martha' étape 2. Depuis novembre dernier, le 54^e Régiment d'artillerie, à Hyères, est ainsi doté d'une toute nouvelle plate-forme destinée à l'entraînement des équipages des différents centres de coordination Martha. Hangar couvert de 2 500 m², la plate-

forme est dotée de travées permettant l'alimentation en énergie et la mise en réseau d'au maximum vingt shelters Martha et d'un local instructeur équipé d'une baie informatique. Les vingt emplacements de la plate-forme permettront d'accueillir et d'interconnecter les centres de coordination de niveau 1 (NC1), également appelés postes de commandement des sections de tir Mistral, ainsi

que les centres de coordination de niveau 2 (NC2), appelés aussi centres de niveau haut Martha (CNHM).

Le CNHM constitue le nouvel outil opérationnel de coordination 3D au service de l'armée de Terre et peut être dédié à un PC de niveau régimentaire ou à un Centre opérationnel de composante de théâtre. « *Nous pouvons générer des scénarios se déroulant sur le théâtre de notre choix et mettant en scène des drones, des avions, des hélicoptères, des Awacs²... tous les aéronefs susceptibles d'être détectés par l'ensemble des capteurs 3D reliés au système Martha* », explique le capitaine Alain Prevostat, chef de la plate-forme Martha au 54^e RA.

Cette plate-forme est une avancée majeure en matière d'entraînement des opérateurs coordination du système Martha, qui se trouvent ainsi intégrés dans une boucle réelle de coordination au travers de scénarios plus ou moins complexes. Elle leur permet de se concentrer prioritairement sur l'exploitation « en situation » de leur console de travail en

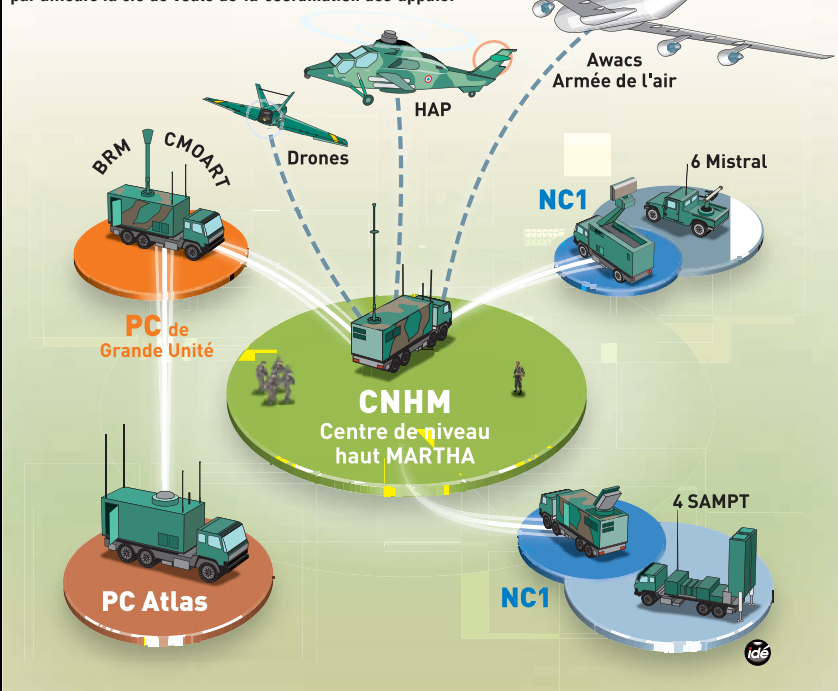
s'affranchissant de toutes les contraintes tactiques (mouvements, terrain, liaisons...) et d'environnement (mise en œuvre, carburant...) toujours dimensionnantes lors d'exercices de déploiement. « L'entraînement des opérateurs est alors ciblé sur le respect des procédures, le dialogue et la hiérarchisation entre et au sein des centres, poursuit le capitaine Prevostat. Une fois ces acquis maîtrisés, les équipes sont alors parées pour être confrontées au monde réel du déploiement sur le terrain et s'entraîner à gérer les problèmes techniques et tactiques du PC de leur niveau tout en appréhendant des intervenants 3D bien réels. »

Plate-forme d'entraînement de « référence » pour l'artillerie sol-air

Tous les opérateurs « coordination » NC1 et NC2 de la composante défense sol-air de l'armée de Terre seront amenés à s'entraîner sur cette plate-forme de simulation. À l'été 2012, le 54^e RA sera le dernier régiment sol-air constitué de l'armée de Terre³. Le 1^{er} RAMa intégrera alors (après les 11^e RAMa, 35^e RAP, 68^e RAA, 93^e RAM, et 3^e RAMa déjà servis entre 2009 et 2010) la dernière batterie sol-air « ventilée » à trois sections de tir MISTRAL⁴. « Le 54^e RA devient le régiment sol-air référent en matière d'entraînement des opérateurs NC1 des batteries sol-air ventilées dans les régiments d'artillerie, précise le colonel Stéphane Zugetta, chef de corps du 54^e RA. Nous serons notamment le seul régiment équipé de CNHM, centre de coordination le plus haut du système Martha, d'où l'importance pour tous les opérateurs "coordination" d'apprendre à travailler ensemble à tous les échelons du système et au sein d'une boucle haute de coordination 3D. » La dotation cible du 54^e RA prévoit à terme douze NC1 (soit 24 opérateurs) et quatre CNHM dernière génération (soit 28 opérateurs). Les batteries sol-air ventilées aligneront, elles, 19 NC1, soit 38 opérateurs. Le régiment, réservoir de forces unique pour armer jusqu'à deux PC de groupement(s) tactique(s) d'artillerie sol-air (GT ASA), devra également être capable d'intégrer le système d'armes SAMPT⁵ de l'armée de l'Air dans le cadre d'un mandat de défense d'une force opérationnelle terrestre. Car c'est là tout l'intérêt du système Martha pour l'armée de Terre : offrir au chef interarmes l'outil lui permettant, dans un espace aéroterrestre donné, de gérer les feux, coordonner et sécuriser en temps réel les intervenants de la troisième dimension Terre (drones, ALAT⁶, artilleries sol-air et sol-sol...), en complémentarité avec les moyens de l'armée de l'Air.

Le système Martha

Le système Martha est, avec le CNHM, le maillon indispensable permettant la coordination des I3D (intervenants dans la 3^e dimension) de l'armée de Terre au sein d'un déploiement interarmes/interarmées/interalliés. Le CNHM constitue par ailleurs la clé de voûte de la coordination des appuis.



Cela a notamment induit pour le régiment la description de nouveaux métiers spécifiques dans les fonctions suivantes :

- Postes de superviseurs CNHM : chargés de configurer et de garantir le bon fonctionnement opérationnel du centre ;
- Postes d'opérateurs « temps réel » CNHM : dédiés par bordées au service des consoles « surveillance », « conduite des feux » et « gestion des intervenants de la troisième dimension » ;
- Postes d'opérateurs MIDS⁷ : dédiés à l'armement des six stations MIDS-Terre en dotation au régiment. Le programme MIDS, développé parallèlement au programme Martha, fournit le support d'échange de liaison de données tactiques au standard OTAN plus communément et simplement appelé liaison 16 ou L16.

Enfin, à l'instar de l'armée de Terre entrée de plain-pied dans la Numérisation de l'espace de bataille (NEB), la composante défense sol-air de l'artillerie numérise également sa chaîne de commandement avec le Système d'information régimentaire de l'artillerie sol-air (SIRASA) compatible avec le monde SICF. Un module de commandement SIRASA, servi par un opérateur, est présent dans chacun des NC1 et NC2 (CNHM). Il faut aussi y ajouter la dotation de dix-huit véhicules postes de commandement (VPC) standards constituant les niveaux PC batterie et PC

régimentaires et mise en œuvre du ou des groupements ASA numérisés.

Vers un déploiement opérationnel

Pour la première fois, le régiment déploiera en mai un groupement tactique ASA numérisé lors de l'exercice NAWAS 2010, dans la région de Biscarosse. « L'an dernier, nous avons été renforcés par la STAT, développe le capitaine Prevostat. Cette année, pour la première fois, nous déploierons notre propre CNHM lors d'un exercice tactique support à une campagne de tir missiles. Cela permettra au régiment de s'intégrer dans un maillage de défense surface-air mettant en œuvre entre autres une frégate antiaérienne de la Marine nationale au sein d'une chaîne de défense aérienne réalisée par l'armée de l'Air. »

Diane LHERITIER

Photo : ADJ Jean-Raphaël DRAHI

¹ Maillage des radars tactiques contre les hélicoptères et les avions à voile fixe.

² Système de détection et de contrôle aéroporté.

³ Après dissolution du 402^e RA.

⁴ Quatre sections de tir pour le 35^e RAP.

⁵ Sol-air moyenne portée terrestre.

⁶ Aviation légère de l'armée de Terre.

⁷ Multifonctionnal Information Distribution System.

D'où vient la clémence que le chef de corps octroie à ses lieutenants ? De traditions bien ancrées, transmises de générations en générations de lieutenants depuis près de trois siècles. Jeunes et insolents, les lieutenants font le spectacle. Décryptage.

Le club des lieutenants

Lieut' un jour, lieut' tou

On les dit « insolents, faméliques et nuls, inconscients, désorganisés et moches ». Les lieutenants sont de tradition les fous du roi du régiment. Qu'ils organisent, grimés, les Sainte-Barbe, perturbent le cross régimentaire à coup de chaise longue et tournoi de pétanque ou encore « dégagent » le chef de corps pour une soirée au Lido, il semble que (presque) tout leur soit permis. Leur excuse ? Une jeunesse insolente et une position centrale dans le régiment. « Les lieutenants ont le plus petit grade chez les officiers, et ils sont en contact direct avec les sous-officiers », explique le colonel Régis Colcombet, chef de corps du 2^e RIMA. « Ils sortent d'école et ont encore tout à apprendre. »

Du Régiment de la Calotte au club des lieutenants

Parmi les nombreuses traditions qui entourent les lieutenants, il en est une plus prégnante que les autres : le club des lieutenants. Pour comprendre ses origines, il faut remonter au XVIII^e siècle. Quelques jeunes officiers, réunis chez Torsac, un exempt des gardes du corps¹, se moquaient du ridicule des courtisans. Le maître de maison ne riait point, se plaignant d'une migraine qui lui emprisonnait la tête dans une calotte de plomb et le rendait fou.

« Si l'on regroupait tous les fous et tous ceux qui ont la cervelle détraquée par une telle calotte, on pourrait certainement former le plus grand régiment du royaume », s'amusa le garde du corps Aymond, porte-manteau du roi. Ainsi est né le Régiment de la Calotte, régiment de la folie que pouvaient rejoindre tous ceux qui se distingueraient par le ridicule et la bêtise. Le plus ancien des lieutenants en fut désigné le président, et le Roi laissa

faire. « Le président des lieutenants est apparu bien avant les présidents de catégorie, et c'est son succès qui a permis la naissance des autres », explique le colonel Christian Benoît, historien de l'armée. « Les clubs des lieutenants avaient beaucoup d'importance au XVIII^e siècle car les lieutenants d'alors étaient particulièrement jeunes, à peine onze ou douze ans en sortant d'école ! » Ces clubs avaient donc un caractère éducatif et initiatique. Au-delà, ils permettaient de canaliser les revendications et l'exubérance de la jeunesse face à l'autorité totale du chef militaire. Lorsque l'âge des épaulettes a reculé, la tradition, elle, s'est perpétuée. Outre-mer aussi...

Comme chaque mercredi midi, le repas terminé, les lieutenants du 40^e Régiment d'artillerie, à Suippes, se retrouvent pour le café. Dans leur club, une vaste pièce au fond du régiment, les souvenirs se bousculent.

Les lieutenants du 2^e RIMA...



Le club des lieutenants du 40^e RA.

Drapeaux et objets rapportés d'OPEX, plaques de généraux discrètement subtilisées, montages photos d'un chef de corps réalisés pour un poisson d'avril... « On essaie de rester drôle et bon esprit », précise le lieutenant Sébastien Brouder.

« C'est très certainement ce qui nous sauve ! Notre rôle est d'animer le régiment, sans humilier ni froisser les collègues. »

Et pourtant, avec la multiplication des opérations, animer les régiments s'avère aujourd'hui plus dur que jamais. Du Liban, le lieutenant Yoann Soreau, président du club du 40^e RA, reconnaît la difficulté qu'ont les lieutenants « de se voir régu-

« Tant que l'esprit lieutenant restera, les traditions vivront. »

Lieutenant-colonel Champeaux, auteur de la Charte des lieutenants du 2^e RIMa.

lièrement. Le club reste un endroit physique où l'on peut se retrouver, c'est notre identité dans le régiment. Et nous n'hésitons pas à l'exporter en OPEX ! » Depuis peu, les lieutenants projetés au Liban ont en effet créé leur club, outil indispensable pour se connaître, échanger et extérioriser. Car plus qu'un simple lieu de fête, le club des lieutenants a un rôle social d'intégration et de soutien. Et cela commence dès l'intronisation des nouveaux venus, véritable parcours initiatique au 2^e RIMa.

La charte³ évolue constamment avec le recensement des rituels

« Les jeunes lieutenants commencent leur journée par de nombreuses activités sportives », raconte le lieutenant Frédéric Graillat.



... jeunes et insolents !

« Comme nous ne sommes pas des monstres, nous leur proposons un goûter traditionnel : sardine crue et oignon ! Pour leur faire découvrir le camp et s'assurer qu'ils connaissent bien l'histoire du régiment, nous leur organisons une course d'orientation en leur faisant trouver des objets traditionnels, comme un buste de Richelieu². Le soir, nous accompagnons les nouveaux chez les capitaines, puis chez le chef de corps, afin qu'ils soient présentés à tout le monde. À charge aux capitaines d'être prêts à nous recevoir ! » Le but final est de permettre aux lieutenants de se connaître et se faire confiance.

Mais comment garantir que ces traditions ne se perdront pas ? Le lieutenant-colonel Champeaux a eu l'idée, encore jeune lieutenant au 2^e RIMa, de coucher par écrit l'ensemble de ces rites, de l'intronisation à la popote, dans une charte³ en constante évolution. « Cette trace permet de faire perdurer les traditions malgré les OPEX et pour la jeunesse arrivante. Mais tant que l'esprit lieutenant restera, les traditions vivront. »

Diane LHERITIER

Photos : ADJ Jean-Raphaël DRAHI, 2^e RIMa



¹ Les exempts des gardes du corps étaient les officiers au-dessous des enseignes. Au XVIII^e siècle, les gardes du corps étaient des militaires attachés à la personne de la plupart des princes souverains.

² Fondateur des compagnies de la mer.

³ Cette Charte des lieutenants du 2^e RIMa, dont la première édition remonte à la fin des années 80, intègre l'historique et les traditions du régiment, ainsi que les traditions de ses lieutenants. Elle est distribuée à tous les lieutenants qui rejoignent le 2^e RIMa.



L'ALAT

en mouvement

L'ALAT est présente sur tous les théâtres d'opération, mais aussi au sein des forces prépositionnées et en France. Forte de 6 000 hommes et de 330 hélicoptères et avions, elle compte près de 70 % du parc des hélicoptères du ministère de la Défense. Tout comme l'armée de Terre, elle évolue : engagements au combat fréquents, nouveaux équipements et coopérations internationales. Point de situation avec le général de division Patrick Tanguy, COMALAT.

LALAT est en train de vivre l'une des transformations les plus importantes de son histoire. Le général de division Patrick Tanguy, COMALAT, ne cache pas l'ampleur des changements en cours. Sur le plan du matériel, l'ALAT reçoit une nouvelle génération d'hélicoptères. Parallèlement, la numérisation de l'espace de bataille se poursuit, ainsi qu'un réel effort sur la simulation (cf. encadré). « Nous espérons achever la NUMALAT en 2013, avec pour objectif de déployer un ensemble de moyens qui nous permettra de faciliter la préparation et la conduite des missions en étroite coopération avec les troupes au sol et parfaitement intégré dans l'espace aérien, explique le général Tanguy. Le principal enjeu consiste à faire communiquer tous les systèmes, par exemple le Tigre équipé en PR4G VS2 alors que toute l'armée de Terre est en VS4. »

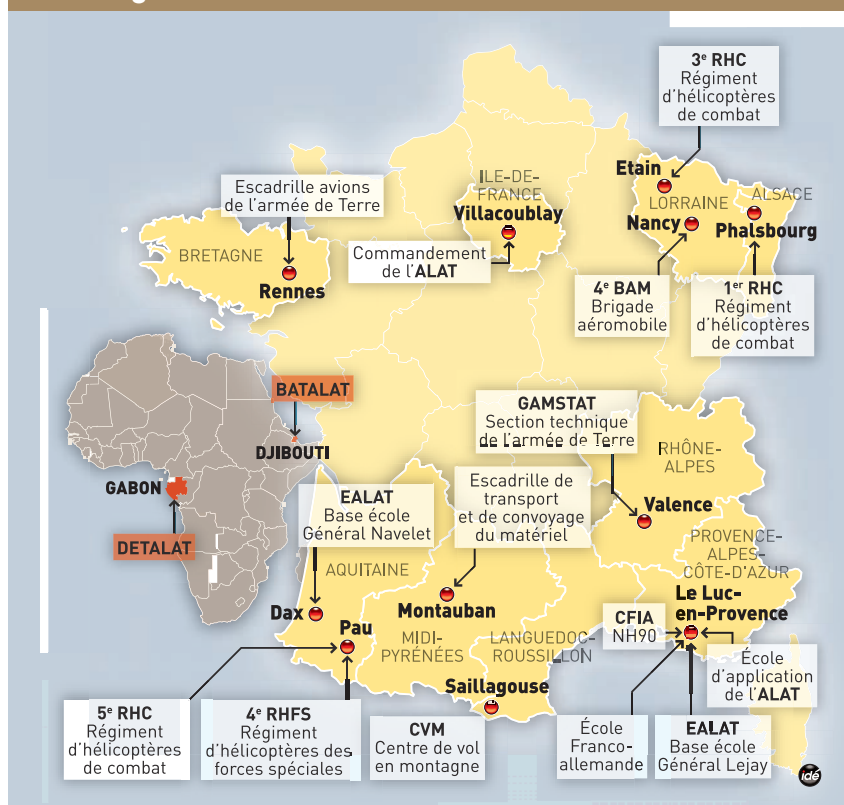
Sur le plan de l'organisation, la suppression de la Brigade aéromobile et le glissement progressif vers une structure bataillonnaire, en cours d'expérimentation au 5^e RHC, sont les évolutions majeures. Enfin, sur le plan des ressources humaines, tous les pilotes deviennent officiers. La formation initiale est modifiée, avec l'apparition d'une flotte d'EC120 civils en remplacement des Gazelle. « Pour autant, pendant les travaux, la "vente continue" et nous assurons toutes nos missions », précise le général Tanguy.

Des capacités opérationnelles augmentées

L'arrivée du NH 90 est une évolution majeure, avec un tonnage équivalent au Caracal et 68 appareils qui seront livrés à partir de fin 2011. « C'est une avancée importante, explique le général Tanguy. Par ailleurs, nous entamons un processus de rétrofit [revalorisation, NDLR] des Cougar avec notamment l'ajout de caméras thermiques et de mitrailleuses MAG 58. » Tous ces hélicoptères seront regroupés en un lieu unique, à Pau, et seront en mesure de renforcer le dispositif afghan. Enfin, l'appropriation du Tigre continue.

Autre étape : l'interarmisation du commandement des hélicoptères. Car même

Les réorganisations de l'ALAT



si les hélicos des trois armées ont des missions différentes, il était possible de mutualiser certains aspects, de mettre en cohérence et de créer des synergies dans les procédures et les modes de travail. C'est chose faite avec la création d'une cellule hélicoptères auprès du CEMA pour avoir un outil interarmées de gestion des hélicoptères : le commandement interarmées hélicoptères (CIH). Les 10 officiers qui le composent conseillent le CEMA et les chefs d'état-major pour l'emploi des hélicoptères, les priorités opérationnelles ou encore les standardisations de l'entraînement et de certaines procédures.

Des hélicoptères constamment sollicités

Largement engagés en OPEX, nos hélicoptères sont constamment sollicités. Ainsi, certains militaires estiment ainsi que l'on manque cruellement d'hélicoptères en France pour s'entraîner. Le

général Tanguy tranche : « Certes, nous comptons plus de 200 hélicoptères dans les forces, mais nos appareils sont déployés en Afghanistan, au Kosovo ou avec la Marine. Pendant quatre ans en Côte d'Ivoire, nous avons maintenu dix-huit machines. Récemment, huit étaient encore engagées au Darfour... Par conséquent, il reste peu d'hélicoptères disponibles pour s'entraîner en France, notamment avec les unités de l'armée de Terre. Ils s'agit là de l'une de nos principales préoccupations car ce type d'entraînement est primordial, comme en témoigne la nature des missions conduites quotidiennement en Afghanistan. Nous n'en sommes plus à l'ère de la division aéromobile où, pendant quinze ans, la majorité de nos hélicoptères se préparait à détruire des "hordes" de chars en avant du corps de bataille ! Les temps changent et aujourd'hui l'ALAT a vocation à s'engager en étroite coopération avec les unités au sol et pour cela, il faut s'entraîner. »



“ La nouvelle vocation de l’ALAT est de s’engager en étroite coopération avec les unités au sol. Pour cela, il faut s’entraîner. »

Général de division Patrick Tanguy, COMALAT.

Simulation : optimisation des coûts et développement durable

L’École d’application de l’aviation légère de l’armée de Terre (EAALAT) inaugurait, le 8 octobre 2009, deux centres de simulation hélicoptère : le centre de simulation Tigre de l’École franco-allemande et le centre de simulation de l’EAALAT. Le centre de simulation Tigre comprend des équipements fabriqués par Thales en coopération avec la firme allemande Rheinmetall Defence Electronics. Cela représente quatre bâtiments comptant chacun deux simulateurs sur vérins, et deux entraîneurs de procédures cockpit. Ces simulateurs permettent de reproduire le vol du Tigre avec un réalisme pointu. Ils intègrent l’ensemble des armements de l’hélicoptère et proposent des scénarios de jour comme de nuit, en intensification de lumière comme en infrarouge. Le centre de simulation de l’EAALAT regroupe, lui aussi, plusieurs équipements : trois entraîneurs de procédure de niveau FNPT 2 sont destinés à la formation IFR (vols aux instruments) sur les hélicoptères Fennec. Le premier Entraîneur au pilotage et aux systèmes d’armes (EPSA) a pour vocation la formation et l’entraînement des pilotes de combat avec la mise en œuvre des armements de jour et de nuit. L’entraîneur tactique Edith V3 réalise 80 %

des heures de formation tactique des chefs de bord d’hélicoptères¹. Il permet de réaliser la formation tactique des équipages au combat interarmes voire interarmées, mais aussi la préparation des exercices ou opérations en amont de leur exécution réelle. Pour mémoire, en 2003, la simulation représentait 2 500 heures par an. En 2009, l’ALAT a réalisé 20 000 heures de simulation et, en 2010, avec ces deux nouveaux centres, plus de 30 000 heures sont prévues. L’objectif est d’atteindre les 50 000 heures en 2015. Le lieutenant-colonel Merck, coordonnateur de l’ensemble de la simulation de l’Aviation légère de l’armée de Terre, souligne : « *La maturité des programmes de simulation et leur utilisation intensive par l’armée de Terre traduisent une démarche de réduction des coûts de formation, d’amélioration de l’entraînement des équipages sur systèmes d’armes complexes, et aussi de développement durable.* »

¹ Ce système à six postes est configurable à la demande en versions Gazelle, Puma, Tigre ou NH90.

RETEX d'Afghanistan

Le Tigre au combat

En Afghanistan, où est notamment déployé le Tigre, les hélicoptères jouent un rôle déterminant dans la guerre contre-insurrectionnelle. Retour sur les missions du BATHELICO et du Tigre en Afghanistan.

L'action se déroule dans une vallée afghane de 3 km de large à peine. Au sol, les mouvements de troupes sont incessants.

Les insurgés, comme toujours, cherchent à s'imbriquer dans le dispositif français pour limiter l'emploi des appuis. Un Tigre approche à 150 km/h, fait feu et neutralise des rebelles à pied. Ce type d'action a marqué les esprits et démontré une fois encore l'efficacité des hélicoptères en Afghanistan, capables de s'engager quel que soit le moment de la journée ou de la nuit aux côtés de leurs camarades au sol. Si l'arrivée du Tigre a concentré toute l'attention, deux Cougar sont en renfort depuis octobre. Le général de division Tanguy, COMALAT, souligne d'ailleurs les capacités des autres appareils : « Pour chaque mission, la complémentarité des moyens fait la vraie plus-value de l'aérocombat. » Sur place, outre les deux Cougar et les trois Tigre, trois Caracal et trois Gazelle Viviane complètent efficacement le dispositif aéromobile. Les plus récents retours d'expérience illustrent d'ailleurs la pertinence du principe de modularité.

Le Tigre et la Gazelle complémentaires

Le 22 novembre 2009, deux patrouilles mixtes Tigre et Gazelle ont réalisé un appui feu en liaison avec les troupes au sol (selon les procédures du *Close Combat Attack* - CCA). Parfaitement complémentaires, les Gazelle ont effectué un tir de missiles Hot contre des insurgés dissimulés derrière des murets, d'où ils harcelaient une section française débarquée. Lors du même accrochage, le Tigre a appuyé le désengagement français par des tirs de son canon de 30 mm, tirs au but. Quelques semaines plus tôt, début septembre, le DETHELICO a planifié puis mené une mission hélicoptérée pour extraire des soldats

alliés, au contact de l'ennemi, sur deux positions différentes. Là, c'est le module hélicoptère d'attaque (Tigre) et hélicoptères de manœuvre (Caracal) qui permet de réaliser toutes les missions d'hélicoptage mais aussi d'hélictransport, de soutien logistique ou d'évacuation sanitaire. Dans toutes ces configurations, « c'est parce que les équipages maîtrisent parfaitement leurs machines mais aussi les caractéristiques des autres appareils qu'ils savent travailler ensemble », explique le général Tanguy. « Ils savent en outre travailler avec le dispositif au sol, la culture d'un équipage de l'ALAT se basant sur les actes élémentaires et sa connaissance du combat terrestre », conclut-il. Autant d'atouts pour l'efficacité de l'aérocombat à la française.

CNE Thomas DIJOL

Photos: ADJ Jean-Raphaël DRAHI, ECPAD/SGT Sébastien LAFARGUE



L'exercice annuel ÉTOILE VERTE du Groupement commando montagne (GCM) de la 27^e Brigade d'infanterie de montagne (27^e BIM) s'est déroulé du 7 au 16 décembre 2009 dans la Drôme, près de Nyons. Objectif de l'exercice : valider les capacités opérationnelles du GCM et son aptitude à conduire des actions en autonomie. L'aspect interarmes, voire interarmées, était au cœur de l'exercice.

Exercice ÉTOILE VERTE

Étoile des neiges

Des membres du GCM du 7^e BCA sont débarqués par des Puma du 3^e RHC sur le col de Serries pour neutraliser un campement de rebelles.



ges

Des miliciens de la province Nyonsais mènent des actions de guérilla et rendent la situation très instable dans cette région montagneuse. Un contingent français est alors engagé dans une opération de rétablissement de la paix. Le GCM est envoyé pour préparer l'installation du poste de commandement de la 27^e BIM et mener, si nécessaire, des actions offensives de type commando... Embuscades, engins explosifs improvisés (EEI), caches d'armes, camps d'entraînement des miliciens : cette partie de la Drôme permet par son relief de réaliser des scénarios toujours plus proches des situations réelles sur les théâtres d'opérations.

Le GCM est en quelque sorte les yeux de son unité d'emploi. Les premiers temps de l'exercice sont consacrés au rensei-

gnement d'ambiance. Fait rare, les habitants des communes des alentours, à qui l'on avait transmis le thème tactique, ont participé activement à l'exercice. Autour du chef d'équipe de Renseignement d'origine humaine conversationnel (ROHUM-C) du 2^e Régiment étranger du génie (2^e REG) recueille, en conversant avec les villageois, des informations sur l'activité des miliciens. Le journal local est étudié, les événements qui se déroulent au village sont photographiés. Les informations sont alors recoupées et les différentes sources se voient attribuer une cote de fiabilité. Images et textes sont ensuite envoyés par satellite au Détachement de liaison et de mise en œuvre (DLMO), que dirige un officier du GCM depuis le camp de base installé dans le village de Curnier. C'est aussi l'occasion pour les habitants d'échanger avec les



Un membre des GCM du 7^e BCA descend en rappel.

soldats du GCM. Yves Mourre, maire de Châteauneuf-de-Bordette, se dit admiratif devant les techniques et les moyens employés. Les habitants du village de Sainte-Jalle ont promis d'apporter un ragoût de sanglier à l'équipe du 2^e REG... « *J'espère qu'on ne nous enverra pas en mission ce soir !* », plaisante l'un des équipiers ! Et les spectateurs sont nombreux lors des entraînements à l'aérocordage.

Des cellules autonomes

Menée conjointement au ROHUM, la surveillance spécialisée consiste à s'infiltrer au plus près d'un objectif pour l'observer de façon furtive, depuis des caches. L'ensemble de ces informations a permis de localiser un camp d'entraînement de miliciens. La veille de l'assaut, une équipe du 93^e Régiment d'artillerie de marine (93^e RAM) et du 27^e Bataillon de chasseurs

alpins (27^e BCA) s'est infiltrée avec ses sacs de 40 kg pour guider deux Mirage 2000C sur les cibles ennemies. Camouflé dans les hauteurs, l'adjudant-chef du GCM, JTAC (*Joint terminal attack controller*), transmet en anglais aux pilotes les positions amies sur la zone et décrit l'objectif. Equipé de jumelles Vector 21 couplées à un GPS, son adjoint précise l'altitude et les coordonnées de la cible. L'équipe guide alors le passage en *show force* des avions, visant à impressionner les miliciens.

Puis vient l'équipe action du 7^e Bataillon de chasseurs alpins (7^e BCA). Déposés par un Puma à l'aide d'une corde lisse, les 10 commandos prennent le contrôle de la zone. Le plastron est neutralisé en quelques minutes. La fouille des tentes et de la zone permet de découvrir des AK-47 et des caisses de munitions. L'équi-



Entraînement parapente par les GCM du 27^e BCA.

pier génie du 2^e REG est en mesure de neutraliser d'éventuels pièges. « *We are ready for pick up* », signale le radio aux hélicoptères. « *Deux minutes avant la récupération.* » L'équipe JTAC sort alors de sa cache pour embarquer dans un hélicoptère. Le groupe action est récupéré en grappe par le second appareil, qui regagne la vallée avec les commandos suspendus.

Embuscade EEI, fouille d'une cache d'armes dans le flanc d'une falaise, exfiltration en parapente... Les missions s'enchaînent et le directeur d'exercice, le capitaine Patrick Juin, remarque la réactivité et l'endurance des membres du GCM. Ils partagent entre eux leur expérience récente des différents théâtres. Parallèlement, les opérations sont montées au DLMO, où les informations sont regroupées.

On y fabrique une maquette de la ferme où une réunion de miliciens va avoir lieu et les équipes répètent l'assaut qui sera donné dans la soirée. Sur les opérations d'ampleur suffisante, un poste de commandement tactique avancé peut être projeté aux côtés des équipes action. Le terrain montagneux est naturellement compartimenté. Ainsi, les techniques de



Forces en présence

Près de 80 commandos étaient présents :

- 1 détachement de liaison et de mise en œuvre et d'acheminement du renseignement (27° BCA, 13° BCA, 7° BCA, 2° REG, CCTM) ;
- 3 équipes de recherche de renseignement conversationnel (2° REG, 93° RAM, 27° BCA) ;
- 3 équipes de surveillance spécialisée (27° BCA, 4° RCh) ;
- 1 équipe JTAC (93° RAM) ;
- 2 groupes action (7° BCA, 27° BCA et 4° RCh) ;
- 2 hélicoptères Puma du 3° RHC ;
- 2 Mirage 2000C (Base aérienne 115 d'Orange) pendant trois jours ;
- Plastron composé d'équipes du 2° REG.

franchissement utilisées dans ce milieu peuvent être transposées avec profit au combat en zone urbaine. Le capitaine Juin dresse le bilan de l'exercice et envisage les échéances à venir pour le GCM, alors que vingt-sept d'entre eux sont actuellement en Afghanistan. « *Le GCM est opérationnel et l'a montré au cours de ces dix jours. Il est capable de conduire des opérations de façon autonome aux ordres d'un chef tactique du niveau brigade* », car le GCM est composé de cellules inter-armes, dès le niveau groupe.

ASP Tancrède BESNARD

Photos : ADJ Gilles GESQUIÈRE

“ **Décontraction dans le travail, rigueur dans son exécution.** »
Capitaine Patrick Juin, directeur d'exercice.

Un tireur FRF2
en position.



Groupe commando de montagne

Le GCM peut être caractérisé par sa souplesse, son autonomie et sa diversité. Elle est la seule unité conventionnelle apte en milieu montagneux à renseigner en profondeur ou au contact, et à mener des actions offensives. Sélectionnés parmi les meilleurs cadres et EVAT de la 27° BIM, les 150 hommes du GCM suivent d'abord une formation initiale de neuf semaines, puis des stages complémentaires au CNEC, au CEERAT, au CEFIAR ainsi qu'en langue. Doté d'habillement et d'armement spécifiques (PA Glock 17, Famas infanterie, HK-417 16', HK-MP5, Minimi, FRF2, PGM) le GCM est le digne successeur des Sections d'éclaireurs skieurs (SES) et des Unités de recherche humaine (URH27).



Les femmes préfèrent la coupe de la jupe plus adaptée que celle du short jugé trop court.



Le bermuda permettra de conserver les avantages du short, mais avec plus de poches.

..... Une étude est menée sur le textile utilisé dans la confection des chaussettes.

NOUVELLE TENUE, NOUVELLE RÈGLEMENTATION

Si ce nouveau treillis est prévu en priorité pour les régiments stationnés dans les DOM COM, la réglementation prévoit d'en équiper à terme toute l'armée de Terre. En effet, en cas de déclenchement d'une alerte rouge canicule, la T45 deviendrait obligatoire dans toutes les régions concernées. Mais cette décision ne sera confirmée qu'à la rentrée 2010.

Habillement

La nouvelle collection

De nouveaux accessoires pour la tenue outre-mer, plus modernes et pratiques, seront distribués dès le mois de juillet 2010. Pour l'instant réservés au personnel servant en état-major dans les DOM COM, un pantacourt pour les hommes et une jupe-culotte pour les femmes font leur apparition dans les rangs.

La première action du Service du commissariat des armées (SCA), qui a remplacé depuis le 1^{er} janvier 2010 les services du Commissariat de l'armée de Terre, l'armée de l'Air et la Marine, est maintenant lancée. Le dernier sondage EM51 avait souligné une mauvaise adaptation de la tenue outre-mer à certaines missions, en particulier dans les états-majors. Le SCA a su remédier avec efficacité et rapidité à ce problème de longue date.

« Prenons l'exemple des tenues de combat. Selon l'armée, leurs spécificités techniques ne sont pas les mêmes car elles obéissent à des contraintes particulières de milieu. [...] L'idée est donc de rationaliser et de développer des tenues mieux adaptées aux conditions d'emploi, à un moindre coût en jouant sur les volumes, les économies d'échelle et les stocks », explique ainsi le commissaire en chef de 5^e classe de la marine Jean Boulleau, chef du bureau Études au SCA.

Allier modernisation et coûts budgétaires

L'armée de Terre doit faire face à de plus en plus de contraintes, notamment avec la modernisation des équipements. Il faut optimiser les tenues, les rendre toujours plus pratiques. Par exemple, le short prévu dans le paquetage outre-mer n'est

pas toujours adapté : les femmes sont souvent gênées par sa courte taille, et n'osent pas forcément le porter, notamment dans les états-majors. Côté masculin, le problème est moins dans la décence que dans la pratique. Le bermuda permettra de conserver les avantages du short, mais avec plus de poches, et coupera mieux du vent. Bien sûr, pour l'instant, la jupe-culotte et le bermuda resteront des dotations complémentaires du paquetage commun. Mais l'objectif, à long terme, est de remplacer la tenue de treillis dite classique dans les forces positionnées.

C'est également la question financière qui a permis de trancher. L'armée a subi ces dernières années de fortes restrictions de budget, et il a fallu repenser toute la tenue militaire. Avec ces accessoires, plus simples à confectionner, moins volumineux et utilisant moins de tissu qu'un pantalon, le bureau d'études budgétaires a calculé une diminution des coûts de près d'un tiers du prix de l'habillement militaire à l'heure actuelle. Autant d'avantages en faveur de cette tenue 45, qui devrait recevoir l'approbation générale.

2

QUESTIONS à Marc Tissain, ingénieur en confection au SCA

Vous êtes l'un des concepteurs de ces nouveaux accessoires. Quels sont les points clés du cahier des charges ?

La version actuelle du treillis outre-mer commençait à dater, et n'était plus adaptée à toutes les missions. Si, pour les missions opérationnelles, il gardera bien sûr la préférence, il nous fallait proposer des tenues adaptées aux autres missions de nos militaires dans les DOM COM, notamment en état-major. Nous devons rester dans la « continuité » du treillis outre-mer pantalon, sans créer de rupture. Une autre consigne importante était de maîtriser les coûts, ce qui a pu être réalisé facilement : le pantacourt et la jupe-culotte nécessitent moins de tissus.

Quels sont les enseignements des premières expérimentations ?

Les militaires qui ont perçu ce nouveau treillis en sont très contents. La version pantacourt a été très appréciée par les hommes, pour sa légèreté et son côté plus moderne, et la version jupe-culotte pour les femmes est déjà demandée dans de nombreux régiments. Ces dernières demandaient depuis longtemps une tenue qui soit plus féminine, tout en restant adaptée au terrain. Le compromis jupe-pantalon est bienvenu. Pour l'instant, les retours sont donc très positifs !

Tous les détails pratiques sont indiqués en p. 70 de ce numéro.

Domitille BERTRAND
Photo : ADJ Gilles GESQUIERE



Les Jeux olympiques d'hiver

Le Vancouver des

L'armée de Terre était à l'honneur lors des JO d'hiver qui se déroulaient, courant février, au Canada. Après le passage en tant que porte-drapeau du sergent-chef Vincent Defrasne, champion olympique de poursuite à Turin, c'est une pluie de médailles qui s'est abattue sur les représentants du ministère de la Défense.

Le caporal Vincent Jay sera, sans aucun doute, l'athlète qui aura marqué ces Jeux olympiques. Il offre sa première médaille d'or à l'équipe de France grâce à une course parfaite, menée de bout en bout, lors de l'épreuve du biathlon sprint 10 km. À l'issue de sa course, le caporal pense avant tout à ses camarades en Afghanistan et il avoue « n'avoir jamais skié com-

me cela de [sa] vie, mais c'est les JO, tout est permis ». Il réalise avoir effectué « quelque chose de grand ».

Mais son histoire ne s'arrête pas là. Ce membre de l'École militaire de haute montagne (EMHM) de Chamonix réitère l'exploit deux jours plus tard, en s'offrant la médaille de bronze en biathlon poursuite 12,5 km. Cette deuxième médaille pour les représentants du ministère de

la Défense est aussi la 6^e pour la délégation française. Quant à son compatriote, Vincent Defrasne, il se place 53^e au 10 km sprint et 22^e au 12,5 km poursuite.

Un rêve d'enfant réalisé grâce au soutien de l'armée

Dans l'ombre de Vincent Jay, il y a le chasseur Martin Fourcade et son frère, le caporal-chef Simon Fourcade. Ils se sont, tous les trois, alignés pour le biathlon mass start 15 km. Une course longue au terme de laquelle, le chasseur Martin Fourcade décroche une troisième médaille. « C'est un rêve d'enfant », selon ce jeune chasseur pour qui l'armée de Terre est « un soutien indispensable dans les bons, mais surtout dans les moments les plus difficiles... C'est dans les défaites que l'on forge les victoires. » Grâce à l'entraî-

Les membres de la Défense représentent 20 % de la délégation française. Ils sont à l'origine de 40 % des médailles tricolores et 67 % en biathlon.



Tableaux des résultats

SKI DE FOND

■ Chasseur Cyril Miranda	
Sprint par équipe.....	7 ^e
■ Sergent Emmanuel Jonnier	
Relais 4 x 10 km.....	4 ^e
■ Sergent-chef Vincent Vittoz	
Relais 4 x 10 km.....	4 ^e
Sprint 1,5 km par équipe.....	7 ^e
15 km libre.....	5 ^e
■ Caporal chef Karine Laurent-Philippot	
30 km Mass Start.....	10 ^e
Relais 4 x 5 km.....	7 ^e
Sprint par équipe.....	10 ^e

SAUT

■ Aviateur de 1 ^{re} classe David Lazzaroni	
Par équipe grand tremplin.....	8 ^e

COMBINÉ NORDIQUE

■ Chasseur François Braud	
Par équipe.....	4 ^e

BIATHLON

■ Sergent Sandrine Bailly	
Relais 4 x 6 km.....	2 ^e
■ Sergent Vincent Defrasne	
Relais 4 x 7,5 km.....	6 ^e
■ Caporal-chef Simon Fourcade	
Relais 4 x 7,5 km.....	6 ^e
■ Chasseur Martin Fourcade	
Relais 4 x 7,5 km.....	6 ^e
15 km Mass Start.....	2 ^e
■ Caporal Vincent Jay	
Relais 4 x 7,5 km.....	6 ^e
12,5 km poursuite.....	3 ^e
Sprint 10 km.....	1 ^{er}

ALPIN

■ Caporal-chef Ingrid Jacquemod	
Super G.....	10 ^e
■ Caporal David Poisson	
Descente.....	7 ^e

Le caporal Vincent Jay.



militaires

nement reçu par l'équipe de France militaire de ski (EFMS) et au soutien de l'armée durant sa blessure l'an dernier, il obtient la médaille d'argent. Pour le double médaillé olympique Vincent Jay l'histoire est différente, pas de podium en vue, mais une très bonne 7^e place. Quant au frère du vice-champion olympique, il se place 14^e. Ces JO canadiens sourient aux Français. Alors, avec une telle équipe de biathlètes, le relais aurait dû être une formalité.

Les athlètes sont au top malgré quelques déceptions

Pourtant l'équipe de France, composée du champion olympique Vincent Jay, du vice-champion olympique Martin Fourcade, de Simon Fourcade et du porte-drapeau Vincent Defrasne se classe 6^e. Une désillusion qui ne viendra pas gâcher une

fête incroyable récompensée par trois médailles chez les hommes.

Les femmes, aussi, sont sur le podium. À l'image du sergent-chef Sandrine Bailly, qui prendra sa retraite sportive à la fin de la saison, membre de l'EMHM de Chamonix, qui a remporté la médaille d'argent en biathlon relais 4 x 6 km. Dans une équipe composée de Marie-Laure Brunet, Sylvie Becaert, Marie Dorin et de Sandrine Bailly, cette dernière s'exprime : « J'ai l'impression d'avoir un rôle dans cette équipe. [Maintenant] on a toutes une médaille et on va pouvoir faire la fête avec tout le monde ! » L'équipe féminine a réalisé une très bonne performance.

Après les très bons résultats des épreuves de biathlon, l'attente était très grande pour les épreuves de ski alpin. Malheureusement, les représentants militaires,

et plus largement la délégation française, n'ont pas remporté de médailles. Cette déconvenue n'assombrit pas des résultats encourageants à l'image de la 7^e place du caporal-chef Poisson lors de la descente ou de la bonne 10^e place d'Ingrid Jacquemod en Super-G.

Ces JO étaient une bonne préparation pour les championnats du monde militaire qui se sont déroulés à Aoste, en Italie, du 20 au 25 mars dernier. À l'occasion de ces championnats, trois nouvelles épreuves ont été inaugurées : le ski-alpinisme, sorte de ski-randonnée, le ski d'orientation et l'escalade. Rendez-vous dans le prochain *Terre Information Magazine* pour tous les résultats de ces championnats.

Joseph DE BECO

Photos : Agence zoom

Le GMHM à l'honneur en ski alpinisme



L'adjudant-chef Tony Sbalbi, du Groupe militaire de haute montagne, a remporté le championnat de France Vertical race de ski alpinisme, le 16 janvier à Bernex. Une performance qui vient confirmer ses résultats en Coupe du monde individuelle, le 20 décembre 2009 en Italie, où il avait terminé 5^e. L'adjudant-chef Sbalbi est actuellement le seul représentant de l'armée de Terre dans cette discipline qui allie montée et descente de pentes enneigées, mais aussi passages techniques, crampons aux pieds, voire avec des cordes.

Réservistes en forme



Les 30 et 31 janvier 2010 s'est déroulé le 15^e Raid hivernal des patrouilles alpines (RHIPA), une épreuve organisée chaque année par l'Association des officiers de réserve de Savoie (AORS) à Modane-Valfrejus. Ce challenge se divise en trois parties : observation et topographie en montagne, sécurité en montagne et connaissance des Alpes et, pour finir, un parcours chronométré. Un raid aussi bien technique que physique qui a vu, cette année, la victoire de l'équipe du 93^e Régiment d'artillerie de montagne.

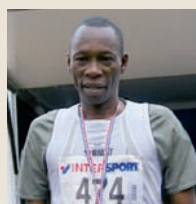
L'ETAP médaille d'argent au Maroc

L'école des troupes aéroportées était présente au premier championnat marocain de parachutisme qui s'est déroulé à Béni Mellal (200 km au nord-est de Marrakech), du 4 au 6 mars 2010. L'ETAP s'est particulièrement distinguée durant cette rencontre sportive internationale.

En vol relatif à trois, l'équipe, constituée des adjudants Sébastien Bolzan et Thierry Quenouille (videoman) et des caporaux-chefs Christophe Broffit et Ludovic Regourd, est montée sur la 3^e marche du podium. En précision d'atterrissage, les champions de France ont décroché l'argent à seulement 8 centimètres des vainqueurs sur 40 sauts.



Les champions du matériel



Le 10 février 2010 avait lieu le championnat de France militaire de cross-country, organisé par l'école de gendarmerie de Montluçon. Le brigadier-chef Christian Yago, du 3^e Régiment du matériel, est devenu champion de France dans la catégorie vétéran homme 1 et le 1^{er} classe Cédric Pélissier, également du 3^e RMAT, a terminé 5^e (classement hors athlète de haut niveau) en cross long senior homme.

Le vol indoor, spécialité de l'armée de Terre



Le 20 et 21 février 2010, l'adjudant Emmanuel Sarrazin, du 3^e RMAT de Toulouse, et l'adjudant Julien Olek, de l'état-major de l'armée de Terre (EMAT), ont été sacrés champions de France civil de vol indoor. Cette compétition s'est déroulée à Argenteuil. Il s'agit d'effectuer des figures à quatre dans une soufflerie qui recrée les conditions de la chute libre. Comptant également deux coéquipiers civils, Clément Martin-Saint-Léon et Arnaud Mille, l'équipe « Aerokart-Armée de Terre » a réalisé les meilleures performances des 14 équipes en lice.

Terre

information ■

magazine

Abonnez vous !



GRAND PUBLIC

- ☐ Oui, je souhaite m'abonner à Terre Information Magazine pour 1 an
Soit 10 numéros au prix de 26,50 € (au lieu de 30 €).
Si j'habite dans les DOM-Tom, je règle 49,50 €
Si j'habite à l'étranger, je règle 59 €
- ☐ Oui, je souhaite m'abonner à Terre Information Magazine pour 2 ans
Soit 20 numéros au prix de 46 € (au lieu de 60 €).
Si j'habite dans les DOM-Tom, je règle 92 €
Si j'habite à l'étranger, je règle 110 €

A retourner accompagné de votre chèque à :

ECPAD
Pôle productions - Section abonnements
2 à 8 route du Fort d'Ivry - 94205 Ivry-sur-Seine Cedex

10 numéros par an

à partir de 26,50 € pour 1 an ou 46 € pour 2 ans

Mlle Mme M.

Adresse

Code Postal Ville

Tél Fax

E-mail

Age Profession

Acceptez-vous de recevoir des informations relatives à Terre Information Magazine par email ?

☐ OUI
☐ NON

ÉTUDIANTS / -25 ANS*

- ☐ Oui, je souhaite m'abonner à Terre Information Magazine pour 1 an
Soit 10 numéros au prix de 22 € (au lieu de 30 €).
Si j'habite dans les DOM-Tom, je règle 45 €
- ☐ Oui, je souhaite m'abonner à Terre Information Magazine pour 2 ans
Soit 20 numéros au prix de 41 € (au lieu de 60 €).
Si j'habite dans les DOM-Tom, je règle 86,50 €

A retourner accompagné de votre chèque à :

ECPAD
Pôle productions - Section abonnements
2 à 8 route du Fort d'Ivry - 94205 Ivry-sur-Seine Cedex

10 numéros par an

à partir de 22 € pour 1 an ou 41 € pour 2 ans

Mlle Mme M.

Adresse

Code Postal Ville

Tél Fax

E-mail

Age Profession

Acceptez-vous de recevoir des informations relatives à Terre Information Magazine par email ?

☐ OUI
☐ NON

SPÉCIAL DÉFENSE**

- ☐ Oui, je souhaite m'abonner à Terre Information Magazine pour 1 an
Soit 10 numéros au prix de 13,50 € (au lieu de 30 €).
- ☐ Oui, je souhaite m'abonner à Terre Information Magazine pour 2 ans
Soit 20 numéros au prix de 23 € (au lieu de 60 €).

A retourner accompagné de votre chèque à :

ECPAD
Pôle productions - Section abonnements
2 à 8 route du Fort d'Ivry - 94205 Ivry-sur-Seine Cedex

10 numéros par an

à partir de 13,50 € pour 1 an ou 23 € pour 2 ans

Mlle Mme M.

Adresse

Code Postal Ville

Tél Fax

E-mail

Age Profession

Acceptez-vous de recevoir des informations relatives à Terre Information Magazine par email ?

☐ OUI
☐ NON

*Sur justificatif avec une photocopie d'une pièce d'identité, carte étudiante ou certificat de scolarité en cours de validité.

**Sur justificatif pour les militaires d'active, de réserve, le personnel civil de la Défense, les associations à caractère militaire et le personnel retraité de l'armée de Terre.

NOUVEAU!

JEU CONCOURS MENSUEL

EXCLUSIVEMENT RÉSERVÉ AU PERSONNEL DE LA DÉFENSE

TECHNOPOLIS GRAND PRIX®



EN PARTENARIAT AVEC



ILES VOYAGES ORGANISATION

→ À GAGNER EN AVRIL

5 PLACES OFFERTES PAR ILES VOYAGES ORGANISATION AU GRAND PRIX DE KARTING DE LA VILLE DE SAINT-ÉTIENNE à se partager.

Les gagnants seront regroupés en équipe « Défense » en vue de la compétition face aux entreprises et sociétés engagées dans cette épreuve qui aura lieu le 11 septembre 2010.

- 5 places seront à se partager en mai et juin 2010
- Plus de renseignements sur : www.defense.gouv/terre (règlement complet)
- Pour en savoir plus, visitez les sites www.technopolis-grandprix.com et www.ilesvoyages.com

BULLETIN RÉPONSE

À découper (ou à photocopier) et à renvoyer complété avant le 4 mai 2010 à : SIRPAT / TIM / Jeu mensuel EMAT, 14, rue Saint-Dominique, 75700 Paris SP 07

LA QUESTION DU MOIS (Entourez votre réponse) :

Quel est le nom du nouveau chef d'état-major des armées ?

A. Guillaud

B. Morin

C. Irastorza

Grade : Nom : Prénom :

Unité :

Code postal : Ville :

Courriel : @ Téléphone : Portable :

Sergent



Un tir peut en cacher un autre

WAYKUP COMICS



Quartier libre

05 05 10

« Cadre Noir, Képi Blanc »



Le spectacle Cadre Noir et Képi Blanc aura lieu du 5 au 9 mai 2010 dans la cour d'honneur des Invalides en présence du Gouverneur militaire de Paris, le général Bruno Dary. Cette cérémonie regroupera pour la première fois trois symboles forts : le célèbre Cadre noir de Saumur, la musique de la Légion étrangère et les Invalides. L'École nationale d'équitation propose au public de découvrir ses moyens, son action au service de l'équitation sportive et son patrimoine. Ce gala aura pour but de présenter la complexité de l'équitation académique à la française.
Réservations au 02 99 66 01 57 ou 04 66 36 82 74. Pour en savoir plus : www.cadrenoir-kepi blanc.com

12 04 10

Équipe de cyclisme



Le 12 avril 2010, l'équipe de cyclisme de l'armée de Terre sera présentée au Chef d'état-major de l'armée de Terre. Cette présentation des seize coureurs de l'équipe aura lieu sur le site de l'École militaire à Paris. L'équipe participera à un grand nombre de courses cette saison comme le tour de la Réunion, de la Guyane ou encore la Ronde de l'Oise. Un emploi du temps bien rempli pour une équipe de choc !

03 03 10

Réouverture du musée du Génie

Depuis le 3 mars 2010, le musée du Génie d'Angers a rouvert ses portes. Pour cette saison 2010, l'accent a été mis sur la valorisation de l'espace dépollution, grâce à de nouveaux outils comme le robot démineur. La nouveauté 2010 consiste également à la mise en place d'expositions temporaires permettant d'offrir



au grand public une vision plus large et actuelle sur le génie. En avril, une exposition de photos sur l'armée de Terre en Afghanistan est prévue.
Contact : www.musee-du-genie-angers.fr ou 02 41 24 83 16.

01 03 10

Du son sur l'action



Du Son sur l'image est un concours de création originale de bande sonore sur un clip de l'armée de Terre. Il est ouvert à tous et à tous les sons (voix, instruments, mix, multimédia). Le but est de mettre du rythme et de la musique sur un clip ayant pour thème « la préparation et l'engagement opérationnel de l'armée de Terre : rusticité et haute technologie ». La vidéo a été réalisée par le SIRPA Terre Image de Montigny-lès-Metz. Les concourants doivent adresser leur son avant le 31 juillet 2010 pour participer.
Retrouvez le règlement du concours et inscrivez-vous gratuitement sur internet : www.sonsurimage.fr

10 04 10

Sénégazelle 2010

Quatre équipes des Forces françaises du Cap-Vert participeront à la Sénégazelle 2010, épreuve exclusivement féminine. Cette compétition civile, qui se déroulera du 10 au 18 avril 2010, allie sport (environ 10 kilomètres de course à pied par jour) et humanitaire, car à chaque fin d'épreuve les participants distribuent des fournitures scolaires aux élèves du village. La Sénégazelle est donc une compétition originale aux multiples facettes.

29 05 10

DYNAMO fête ses 70 ans

Le Collectif France 40 vous invite aux cérémonies de commémoration des 70 ans de l'opération DYNAMO, qui eut lieu du 24 mai au 4 juin 1940 dans la poche de Dunkerque. Cette opération sauva la vie de 350 000 hommes (240 000 Britanniques et 110 000 Français). Les cérémonies se dérouleront du 29 au 30 mai 2010. Elles auront lieu simultanément à Lille, Bray-Dunes et Leffrinckoucke. Pour commémorer l'opération, un défilé aura lieu à Lille le 29 mai 2010 ainsi qu'une célébration franco-britannique à Bray-Dunes. Le dimanche 30 mai, la cérémonie officielle se tiendra à Leffrinckoucke.
Contact : france1939@yahoo.fr

INTR@
TERRE



crédits photos: TIM - ADC Olivier Dubois / création graphique: CMPI - 94 080 10366

BIAT

La base iconographique de l'armée de Terre

C'est une banque d'images gratuite (5300 clichés) alimentée par les reportages photos de *Terre Information Magazine* et du *Mag Terre*. Ne faisant pas partie du réseau internet, la base iconographique de l'armée de Terre (BIAT) est consultable sur le réseau intra-Terre. Avec une interface facile d'utilisation, vous pouvez commander en ligne des photos en haute ou basse définition. La base iconographique de l'armée de Terre (BIAT) est l'outil idéal pour vos projets de communication, présentation, etc.

ADRESSE INTRA TERRE / NON FONCTIONNELLE SUR INTERNET

<http://biat.terre.defense.gouv.fr>

Terre
information
magazine



MAG TERRE
Vous vivez l'action nous vous donnons l'information

HUMOUR

Affirmatif ! La vie militaire

Xavier Thiébaud
Ed. Chiflet & Cie
120 pages, 12 €
ISBN 978 2 351 64098 2



Ce petit précis sur la vie militaire va vite devenir culte. Cet ouvrage regroupant un bon nombre d'expressions séduira civils et militaires. À chaque page, un sourire se dessine sur le visage du lecteur qui se retrouve dans ces exemples ou souvenirs. Le commandant Xavier Thiébaud caricature la vie militaire, sans pour autant la cantonner à de simples clichés trop souvent galvaudés. On y apprend ce qu'est un « commando Waterman » ou le goût du mouton-haricot cuit à l'esbit. À noter que 10 % des droits d'auteur de ce livre sont reversés à la Cellule d'aide aux blessés de l'armée de Terre (CABAT).

Deux questions à Xavier Thiébaud

Comment Affirmatif ! a-t-il été accueilli en interne ?

Curieusement, je n'ai pour l'instant reçu que des commentaires très positifs, alors que je m'étais préparé, éventuellement, à faire face à des personnes réprochant le principe. Les militaires se reconnaissent dans ce livre, il leur parle, il les émeut ; donc les quelques lignes que chacun peut éventuellement trouver déplacées sont pardonnées.

Comment, dans un tel ouvrage, ne pas tomber dans l'antimilitarisme primaire ?

L'armée, c'est ma vie, c'est ma passion, je suis soldat dans chacun de mes neurones, dans mon âme, dans mon corps et dans mon sang. Comment dans ce cas imaginer un seul instant pouvoir tomber dans l'antimilitarisme ? Ce sentiment n'a jamais guidé ma plume, et je crois que les lecteurs le comprennent instinctivement.

Quant aux vrais antimilitaristes, de toute façon, ils ne poseront même pas les yeux sur la couverture en parcourant les rayons de leur librairie. Pas de danger de ce côté-là, à mon avis. J'ai seulement voulu réaffirmer notre appartenance à une communauté, et notre amour pour elle.

HISTOIRE

Histoire secrète des forces spéciales de 1945 à nos jours

Éric Denécé, Éd. Nouveau monde, 464 p., 9,50 €. ISBN 978 2 84736 495 8



Les forces spéciales ont été engagées dans tous les conflits modernes depuis une vingtaine d'années. Aujourd'hui, leur mission principale est de lutter contre le terrorisme. Ces unités d'élites se distinguent grâce à leur polyvalence et leur discrétion. Ce livre révèle les incroyables opérations secrètes des forces spéciales du monde entier.

HISTOIRE

Le 8^e Régiment de Hussards Souvenirs et anecdotes – 1793-1993

Robert Alazet, Ed. Mémoires d'Hommes, 380 p., 30 €. ISBN 978 2 84367 049 7
Commandes auprès de Robert Azalet, tél. : 01 39 62 36 05, r.azalet@noos.fr



Un livre qui pourrait devenir la bible de cette unité. Grâce à cet ouvrage détaillé, tant par ses cartes, gravures, photos, campagnes que par la reproduction d'insignes, tout débutant deviendra un spécialiste de ce régiment. La période algérienne étant traitée sous forme d'un journal de marche, le lecteur est plongé au cœur de cette formation dissoute.

BILAN

Heurs et malheurs de la France et de l'Europe 1945-2009

Jacques Jessel, Éd. L'Esprit du livre, 252 p., 18 €. ISBN 978 2 915960 69 9



Le diplomate Jacques Jessel revoit les différents événements qui ont marqué l'Europe entre 1945 et 2009. Entre échec et réussite, il dresse un bilan en demi-teinte d'une Europe encore jeune. Avec cette analyse sans complaisance, cet ancien énarque nous fait réfléchir sur le monde qui nous entoure.

HISTOIRE

Itinéraire d'un Français libre Jacques-Henri Schloesing

Colonel Patrick Collet, Éd. L'esprit du livre, 208 p., 19 €. ISBN 291 5960 747



Le colonel Patrick Collet, officier parachutiste qui a commandé notamment le 1^{er} RCP de 2005 à 2007, nous propose un ouvrage sur l'histoire d'un jeune étudiant parisien de 20 ans, Jacques-Henri Schloesing. Ce pilote fut grièvement blessé en hiver 1943 lors d'un saut de son avion en flammes au dessus de la France occupée. Pourtant, il harcela les médecins et sa hiérarchie pour participer aux opérations de Normandie en 1944. Ce livre raconte l'épopée de cet homme de 1940 à sa mort en 1944.

ROMAN

Compte à rebours 24 h pour sauver le Président

Alain Carville, Éd. Thalez, 244 p., 17 €. ISBN 978 2 9533861 2 7



En visite dans une base française en Afghanistan, le chef de l'État se fait enlever par des Talibans. Ces derniers n'ont qu'un souhait, le départ des troupes de l'OTAN. L'ultimatum est fixé à vingt-quatre heures, durant lesquelles le président de la République essaie de s'échapper tandis que les forces spéciales se mettent en route pour le sauver...

TECHNIQUE

Chars de combat Main battle tanks

Youri Obratzov, Éd. Histoire et collections, 115 p., 19,95 €. ISBN 978 2 35250 138 1



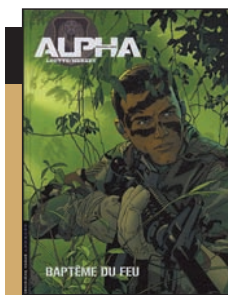
Cet ouvrage regroupe les différents types de chars ainsi que leurs modifications. Avec plus de 350 photos, ce livre va combler tous les amateurs de chars de combat. À la fin du livre, on peut trouver quatre tests afin d'évaluer son niveau de connaissance sur le sujet.

La BD du mois

Alpha, baptême du feu

Éric Loutte et Emmanuel Herzet, Éd. Lombard, 48 p., 10,95 €. ISBN 978 2 80362 626 7

Entraîné par les escadrons tactiques de l'armée de l'Air, le jeune Dwight Tyler a le profil idéal pour rejoindre les services actions de la CIA. Mais avant de rejoindre le monde de l'espionnage, il a son propre combat à mener...



Et aussi...

HISTOIRE

Top fun

Un siècle d'exploits, de records et d'anecdotes de l'histoire de l'aviation

Stephen A. Ruffin, Éd. Marines éditions, 214 p., 18 €. ISBN 978 2 3574 3023 5

L'Homme a toujours observé et envié les oiseaux. Depuis le début de l'ère de l'aviation, cette fascination reste intacte. Dans son ouvrage, le colonel Ruffin rassemble un trésor d'événements, aussi bien surprenants qu'amusants. Avec ces histoires complétées de témoignages, il met en valeur l'amour de l'homme pour les choses de l'air.

ROMAN

Des Hommes

Laurent Mauvignier, Éd. de Minuit, 280 p., 17,5 €. ISBN 978 2 7073 2075 9

L'auteur met en valeur, sur fond de départ à la retraite, une plaie encore béante pour la France : l'Algérie. Au fil de certaines phrases inachevées le traumatisme de cette guerre reprend le dessus. Dans cet univers clos où se côtoient amis et familles, les non-dits révèlent la réelle place que prend ce conflit dans l'opinion publique.

BIOGRAPHIE

Himmler et l'empire SS

Édouard Calic, Éd. Nouveau Monde, 750 p., 24 €. ISBN 978 2 84736 463 7

Outre l'empire que Himmler s'était bâti, et au-delà de la biographie d'un criminel de guerre, chef de la SS et de toutes les polices allemandes, Édouard Calic nous décrit l'univers carcéral, durant la guerre. Un monde qu'il a connu en déportation durant trois ans au camp de concentration de Sachsenhausen-Oranienburg.

HISTOIRE

Aviateurs en guerre

Afrique du Nord-Sahara – 1954-1962

Patrick-Charles Renaud, Éd. Grancher 384 p., 24 €. ISBN 273 3 910930

En novembre 1954 débutait la guerre d'Algérie. Ce livre revient sur les forces aériennes qui ont appuyé les fantassins. Riche et très documenté, cet ouvrage de Patrick-Charles Renaud, spécialiste de l'aviation française, permet de retracer l'action de ces compagnies de combats aériens en Afrique du Nord et au Sahara de 1954 à 1962.



A l'affiche

FANTASTIQUE

Légion, l'armée des anges

Réalisé par Scott Charles Stewart
Avec Paul Bettany, Dennis Quaid, Kevin Durand
Sortie le 24 mars 2010

Une catastrophe biblique s'abat sur la Terre. Un groupe d'inconnus coincés dans un restaurant routier devient la dernière ligne de défense de l'Humanité, lorsqu'ils s'aperçoivent qu'une femme, parmi eux, est enceinte du nouveau messie...

Les DVD



DOCU-FICTION

Rescue Dawn

Réalisé par Werner Herzog
Avec Christian Bale, Steve Zahn

Ce film raconte le parcours chaotique d'un soldat dévoué aux valeurs des USA durant la guerre du Viêt-Nam. Parti d'une histoire vécue, le réalisateur nous offre un docu-fiction sous forme d'un portrait. Un mélange des genres qui fonctionne parfaitement.



FICTION

Ashura

Réalisé par Yojiro Takita
Avec Somegoro Ichikawa, Rie Miyazawa

Dans le Japon de l'ère Edo, les démons menacent de prendre la place des humains. La lutte entre démons et samourais fait rage et Izumo, un ancien chasseur de démons reconverti dans le théâtre, tombe sous le charme d'une mystérieuse femme. Les deux mondes resteront-ils séparés ?



HORREUR

The devil's tomb

Réalisé par Jason Connery
Avec Cuba Gooding Jr., Ray Winstone

Sur les ordres d'un mystérieux agent de la CIA, un peloton de mercenaires se rend en zone de guerre, dans le désert du Moyen-Orient. Leur mission est de localiser un site archéologique top-secret avec lequel tout contact a été rompu. Sauf que celui-ci a libéré un mal antédiluvien qui va s'abattre désormais sur les soldats.



JEUX D'ACTION

Battlefield, Bad Company 2

PC, Xbox 360, PS3

Vous incarnez un membre de la Bad Company. Durant vos missions vous traversez des montagnes enneigées, des jungles touffues et des villages poussiéreux. Aidés par un arsenal d'armes mortelles et de nombreux véhicules, vous et les membres de la compagnie vous lancerez dans vos missions sans jamais reculer devant une explosion ou une cascade, quitte à saccager le décor sur votre passage.

Le jeu



C'est le nombre de militaires tués
sur les routes chaque année



N'entrez pas dans les statistiques



La Défense sur la Toile

Internet est devenu une source d'informations incroyable et quasi inépuisable pour celui qui sait chercher, trouver et garder dans ses « favoris » des sites ou blogs de qualité, alimentés régulièrement par leurs auteurs. **TIM** vous propose de (re)découvrir certains d'entre eux. Revue de web¹.

Rares sont les militaires qui ne connaissent pas *Secret défense*, le blog de Jean-Dominique Merchet, journaliste à *Libération*. Depuis qu'il existe, ce blog, particulièrement bien renseigné, fait le buzz dans la communauté militaire et nombreux sont ceux qui vont y chercher des informations dès qu'un bruit court. Autre source d'informations, *Défense ouverte*, du toujours bien informé Jean Guisnel, spécialiste des questions de défense à l'hebdomadaire *Le Point*, s'est lui aussi imposé comme un site de référence.

Ces blogs, loin d'être considérés comme des « empêchements de tourner en rond », sont au contraire traités comme des supports média à part entière, au même titre que la radio ou la télévision. Une partie des informations mises en ligne est donc fournie par les services de communication des différentes armées et de la Défense. Sur un autre ton, mais tout aussi bien renseigné, Jean-Marc Tanguy, rédacteur en chef de *Raids*, livre ses scoops et ses humeurs sur le monde de la Défense dans son blog au titre prometteur : *Le Mammoth*.

D'autres journalistes professionnels concourent à alimenter le débat sur les sujets d'actualité militaire, que ce soit Philippe Leymarie avec *Défense en ligne* sur le site du *Monde diplomatique* ou Joseph Henrotin, rédacteur en chef de *Défense et Sécurité Internationale* avec son blog *Athéna et moi*. RFI propose une émission originale sous la forme de podcasts qui vient enrichir la gamme des médias traitant du domaine militaire.

Il est d'ailleurs amusant de noter que les civils sont devenus des acteurs majeurs de la blogosphère Défense, conscients de leurs responsabilités dans la diffusion de certaines informations. « *En tant que chercheur et journaliste, il m'arrive fréquemment de ne pas divulguer sur mon blog des informations mettant en cause la sécurité des personnes* », explique Joseph Henrotin. De simples bloggeurs civils, passionnés de Défense, sont tout aussi vigilants. Laurent Lagneau, rédac-

La sélection des blogs de *Terre Information Magazine*

Les trois blogs les plus connus

- <http://secretdefense.blogs.liberation.fr/>
- www.lepoint.fr/chroniqueurs-du-point/jean-guisnel
- <http://lemamouth.blogspot.com/>

Huit adresses de référence

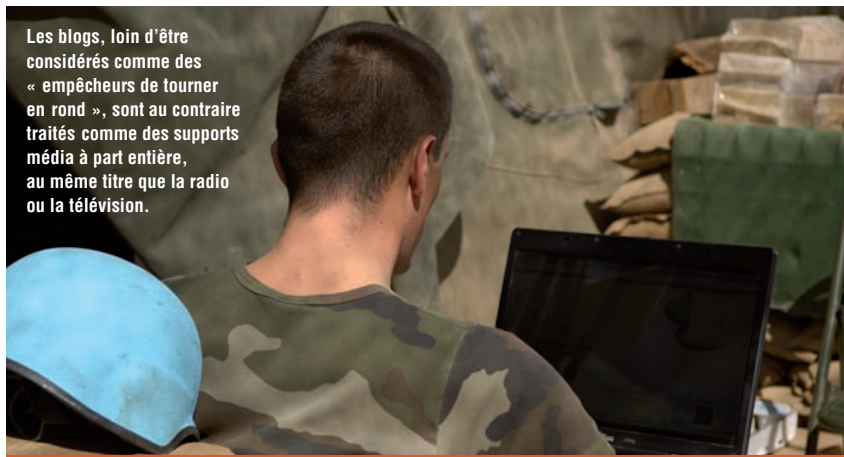
- *Défense en ligne* : <http://blog.mondediplo.net/-Defense-en-ligne->
- *Le blog de Joseph Henrotin* : <http://athena-et-moi.blogspot.com/>
- Podcast de Olivier Fourt sur RFI : www.rfi.fr/emission/lignes-defense
- Très bien fait sur la Défense européenne : <http://bruxelles2.over-blog.com>

- *Zone militaire* d'Olivier Lagneau : www.opex360.com
- *Ceux fédérés par Alliance géostratégique* : www.alliancegeostrategie.org
- *Mars attaque* : <http://mars-attaque.blogspot.com/>
- *Pour convaincre* : <http://pourconvaincre.blogspot.com>

Mais aussi

- <http://meridien.canalblog.com>
- www.theatrum-belli.com/
- <http://opexnews.over-blog.com/>
- En anglais : <http://warupdates.blogspot.com/> avec une liste riche de liens vers les blogs anglophones.

Les blogs, loin d'être considérés comme des « empêchements de tourner en rond », sont au contraire traités comme des supports média à part entière, au même titre que la radio ou la télévision.



teur du blog *Zone militaire*, ajoute tout net « *qu'il n'est pas question de publier des informations dites sensibles qui pourraient avoir un impact négatif sur les opérations militaires françaises* ».

La blogosphère Défense et stratégique s'est considérablement développée ces dernières années avec l'apparition de nombreux blogs tenus par des « non professionnels » mais proposant des analyses de qualité et certains sites se sont d'ailleurs organisés en une fédération : Alliance géostratégique.

Ce développement de la blogosphère a été intégré à la stratégie d'action du Service d'information et de relations publiques de l'armée de Terre (SIRPA Terre)

qui, loin de s'être déconnecté, s'est au contraire inscrit dans cette dynamique en développant de nouveaux outils internes, tant sur le site Intraterre, avec les boîtes à idées et le blog du CEMAT, que sur le site internet de l'armée de Terre, en attendant sa refonte complète à l'été ! Alors, bon surf à la découverte de ces nombreux sites et n'hésitez pas à nous signaler vos « favoris ».

CNE Thomas DIJOL

Photo : ADC Olivier DUBOIS

¹ Attention, ce n'est pas parce que *TIM* mentionne ces sites qu'il cautionne tout ce qui s'y écrit.



Quel plus beau combat
que de protéger ceux
qu'on aime ?



La Prévoyance des forces de défense et de sécurité

Créée il y a 60 ans par des militaires, l'Association GMPA n'a cessé d'œuvrer à la protection des personnels des Ministères de la Défense et de l'Intérieur.

Indépendance, Dévouement et Proximité sont les valeurs fondatrices et pérennes qui permettent au GMPA de proposer **des garanties de haut niveau**, aux meilleures conditions du marché, grâce à des partenaires fiables et renommés.

Plus de 100 Conseillers, **culturellement proches des adhérents** qu'ils accompagnent, pratiquent au quotidien une action sociale dans la durée et répondent à **tous leurs besoins** en matière de prévoyance.

L'association de la protection et de l'accompagnement

01 58 85 04 00

www.gmpa.fr

Tour Neptune - CC 0402 - 20, place de Seine - 92086 La Défense Cedex

L'AGPM, toujours là pour vous !

Vous avez un projet immobilier...



**...nous avons
les solutions
pour le réaliser !**

Épargne, Crédit immobilier,
Crédit équipement, Cautionnement,
Garantie emprunteur,
Assurance Habitation,
Déménagement.

**Contactez votre conseiller habituel,
appelez le 32 22* ou visitez agpm.fr**



Pour vous, on s'engage jusqu'au bout

AGPM
ASSURANCE, ÉPARGNE, PRÉVOYANCE

Association Générale des Propriétaires Militaires - Association d'adhésion régie par la loi du 1er juillet 1901 - Sièges sociaux : 13, rue de la République, 92100 Nanterre - France
SIRET 7747 13 704 - N° de TVA intracommunautaire : FR1509887 - APE 9499Z - RUS Nanterre Agence 84386 TOUTES LES COULEURS - Créateur : Agence 84386 - Fondateur : Agence 84386
* 32 22 : Numéro de France de l'Association Générale des Propriétaires Militaires - 32 4 94 41 32 22 - Site Internet : www.agpm.fr - Email : info@agpm.fr

- Nouvelle politique des officiers diplômés techniques (DT)

- Organisation de la chaîne RH élargie à la solde

- Recrutement semi-direct des sous-officiers : valoriser l'expérience professionnelle
- 2012 : mise en œuvre des nouvelles conditions d'admission SOC

Nouvelle politique des officiers diplômés techniques (DT)

Dans la continuité du nouveau modèle officiers, une nouvelle politique DT a été validée début janvier 2010 par le DRHAT ; elle est fondée sur 4 grands principes :

- Rentabilisation de la formation
- Lisibilité
- Attractivité
- Équité et cohérence.

1 Rentabilisation de la formation

- Ajustement de la durée de la formation au strict besoin des armées, en privilégiant des diplômes supérieurs ou différents de ceux déjà détenus ;
- Application de cette politique aux officiers ayant acquis un DT, par voie de concours sur épreuve, sur titre ou par régularisation (DTR), dans les conditions de l'instruction 13013/DEF/TH-AT/PRH/OFF du 5 mai 2009.
(Pour les officiers de carrière ou sous contrat étudiés à l'intégration, titulaires d'un DTR antérieur à 2010, application aux conditions suivantes : emploi sur un poste de la maquette DT, dans le domaine et le métier de son diplôme, dans les conditions de l'instruction 13013) ;
- Affectation sur des postes DT pendant 12 ans en moyenne, sur un parcours professionnel de deuxième partie de carrière d'une durée moyenne de 19 ans, soit deux tiers du temps sur des postes DT et un tiers du temps sur des postes non DT.



2 Lisibilité

- Maquette DT 2014 et parcours professionnels DT associés, déclinés par métier, consultables en ligne sur le site intraterre de la DRHAT/politique RH/politique des métiers/TTA 129/tome 5 ;
- Validation des TR2 après cotation des postes DT ;
- Inscription des postes DT et des TR2 dans les DUO à partir de 2011 ;
- Actualisation annuelle de la maquette DT.

Attractivité

- Parcours professionnels valorisés par l'alternance de postes DT (2/3) relatifs au diplôme détenu, et de postes non forcément DT, notamment opérationnels (1/3) ;
- À qualité égale d'officiers, prise en compte favorable du DT pour l'avancement ;
- Vocation à la prime tardive (ou futur BES1) ; mesure non exclusive de l'accès aux échelons exceptionnels ;
- Principe de différenciation respecté en terme d'attractivité, entre d'une part les DT et les brevetés, et d'autre part entre les DT et les DEM.

4 Équité et cohérence

- Équité de traitement entre domaines et filières ayant des DT ;
- Ouverture plus large mais maîtrisée de TR2 aux domaines ne possédant pas de postes DT (après cotation des postes) ;
- Valorisation du diplôme (DT) et des responsabilités (TC2-TCOS-TR2 non DT), pour l'accès à la prime tardive (ou futur BES1), mesure non exclusive de l'accès aux échelons exceptionnels. **BPMF**

QU'EST-CE QU'UN OFFICIER DT ?

Un officier aux compétences technico-opérationnelles de haut niveau, nécessaires au fonctionnement et à l'engagement des armées, destiné à occuper des emplois en adéquation avec le métier du DT, y compris opérationnels, en interarmées et à l'international.

L'organisation de la chaîne RH élargie à la solde, en 10 questions



1 Pourquoi élargir la chaîne RH au domaine de la solde ?

A l'horizon 2016, l'ensemble des chaînes RH seront abonnées au système de paie interministériel, celui de l'opérateur national de paie (ONP). La compatibilité de nos systèmes d'information des ressources humaines avec les règles de calcul de l'ONP impose d'intégrer le domaine de la solde dans celui des ressources humaines, à l'image des pratiques observées dans les autres administrations et les grandes entreprises. Cette démarche a pour effet de ne plus considérer les **droits à solde** comme des événements en soi mais comme des **effets**

des événements solde à caractère « ressources humaines » (un mariage, une naissance, une promotion...)

2 Quelles sont les conséquences de cette réorganisation quant aux responsabilités ?

Jusqu'à présent, la responsabilité de la gestion du domaine de la solde était attribuée aux services du commissariat de chacune des armées.

Le fait d'élargir le périmètre des RH aux données de la solde se traduit, *ipso facto*, par l'extension de la responsabilité du directeur des ressources humaines de l'armée de Terre au domaine de la solde.

3 Cette réorganisation concerne-t-elle la seule armée de Terre ?

Cette réorganisation concerne l'ensemble des armées et des services communs ainsi que la gendarmerie nationale, le personnel militaire comme le personnel civil.

4 Quelles sont les nouvelles structures créées au titre de cette nouvelle organisation ?

La création de deux structures ainsi que des transferts de responsabilité caractérisent cette nouvelle organisation.

Au niveau local se situe l'organisme d'administration (OA), groupe de soutien de la base de défense (GSBDD) en cible, pour la saisie des événements RH dans le SIRH, sans surcroît d'effectifs.

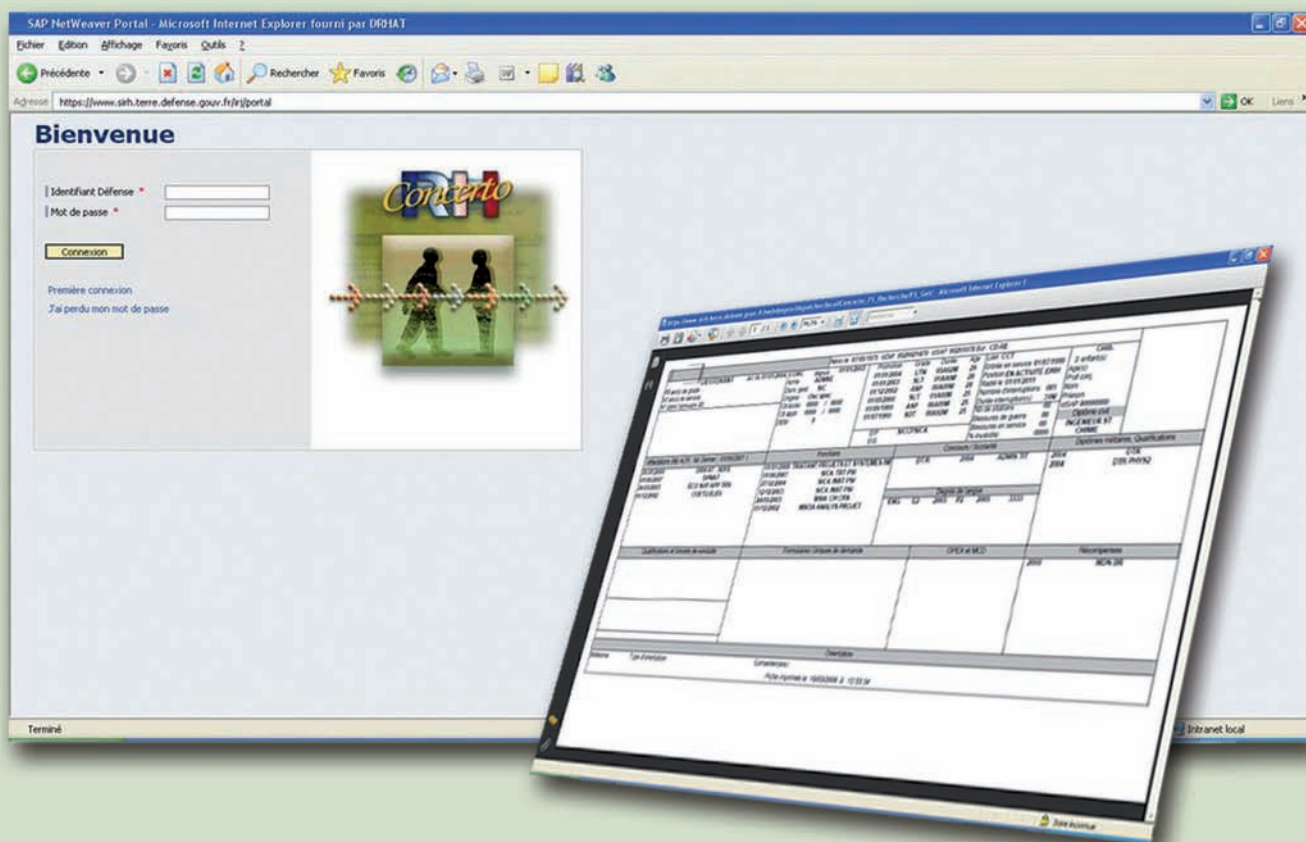
Le niveau intermédiaire sera matérialisé par un centre expert RH et de la solde, pour l'armée de Terre et les services communs. À l'échelon central, la DRHAT se dote du bureau « solde et finances des ressources humaines » (BSFRH), implanté, transitoirement, à Rambouillet.

5 Quelles sont les échéances de mise en place de cette nouvelle organisation ?

La montée en puissance des deux nouvelles entités que sont le BSFRH et le CERHS est fixée respectivement au 1^{er} janvier 2010 et à l'été 2010.

L'échelonnement de la création des GSBDD, commencée en 2009 à titre expérimental, se poursuivra jusqu'en 2011.

Les actuels centres territoriaux d'administration et de comptabilité (CTAC) seront restructurés à tour de rôle jusqu'en 2014.



6 Quels sont les rôles de chacune des nouvelles structures ?

Le BSFRH est appelé à décliner pour l'armée de Terre la politique du ministère en termes de droits individuels et à donner des directives plus particulières pour la solde. Il s'occupera aussi d'apporter au commandement les éléments nécessaires au suivi de la solde et des gestions des crédits « titre II et divers titre III » concernant l'unité opérationnelle (UO) DRHAT créée au 1^{er} janvier 2010 et de vérifier que les actions de contrôle soient réalisées à tous les niveaux. Il s'agit en effet de répartir la ressource financière en fonction des besoins exprimés. Puis d'examiner la consommation des crédits. Enfin, il aura la charge d'élaborer les conventions de services avec les différents organismes du ministère. Quant au CERHS, il constitue le centre spécialisé dans la solde pour les ressources humaines de l'armée de Terre et d'autres populations militaires du ministère, dont les micropopulations militaires du SGA. Subordonné à la DRHAT, il est localisé à Nancy, chargé de la saisie des données complexes relatives à la solde et du contrôle des saisies réalisées par le niveau local. En outre, il étudie et prépare les dossiers de précontentieux et

instruit les trop perçus et les demandes de titre de perception.

7 En quoi la qualité du service de la solde y gagnera avec cette nouvelle organisation ?

La mise en service opérationnelle du SIRH CONCERTO permettra de réduire les délais de prise en compte des changements de droit à solde. Dorénavant, les ultimes changements de situations individuelles enregistrées en fin de mois seront pris en compte pour le calcul des droits à solde. Par ailleurs, la généralisation de la saisie unique devrait limiter les risques d'erreurs en supposant une fiabilité performante des saisies à tous les niveaux. Enfin, la plus grande proximité du lieu de saisie et de l'administré donnera à l'administration de la solde un visage plus humain.

8 Quelles sont les garanties apportées à l'administré pour prévenir la qualité du service de sa solde ?

Les procédures de contrôle interne comptable au sein des OA et par le CERHS ainsi que celles de traitement des recours ou réclamations par le CERHS, qui succède-

ront à celles assurées jusqu'à présent par les services du commissariat, doivent garantir de manière préventive comme a posteriori la qualité du service de la solde dans la nouvelle organisation. Cette qualité du calcul de la solde découlera d'abord et avant tout de la qualité de la saisie des données.

9 À qui l'administré s'adressera-t-il pour signaler ses changements de situation en matière de solde ?

L'interlocuteur privilégié de l'administré se situera au sein du **bureau des ressources humaines** de l'OA de rattachement, lequel sera le **point de contact** avec le CERHS.

10 À qui l'administré s'adressera-t-il en cas de contestation relative à sa solde ?

Les recours et réclamations seront adressés :

- au BRH de l'OA de rattachement ;
- en cas de rejet, au CERHS de Nancy.

BSIRH

RECRUTEMENT SEMI-DIRECT DES SOUS-OFFICIERS

Valoriser l'expérience professionnelle acquise

Afin de rentabiliser l'expérience croissante des EVAT, l'armée de Terre a pour objectif de recruter chaque année 55 % des sous-officiers parmi les militaires du rang.

En 2009, le recrutement semi-direct a représenté la partie essentielle du recrutement corps de troupe, composé des recrutements semi-direct, rang et légion étrangère, avec 639 sergents nommés. 90 % d'entre eux possédaient déjà une expérience d'opération extérieure ou de mission courte durée. Le recrutement semi-direct permet ainsi aux militaires du rang d'accéder au corps des sous-officiers tout en leur offrant un parcours en tous points identique à celui de leurs camarades d'origine directe (avancement, affectation, responsabilités).

CANDIDATURE Être volontaire

Les candidats au recrutement semi-direct sont sélectionnés sur dossier après avoir fait acte de volontariat.

Les conditions de candidature sont :

- être dans la 3^e, 4^e, 5^e, 6^e ou 7^e année de service,
- détenir un brevet militaire professionnel élémentaire (BMPE) ou un certificat élémentaire (CME) et un certificat technique élémentaire (CTE).

Il n'existe pas de condition de grade. Il faut en revanche avoir le CAP ou le BEPC. Pour accroître leurs chances d'être sélectionnés, les volontaires peuvent poser leur candidature au titre de trois filières par ordre de priorité. Par exemple, un EVAT du domaine combat de l'infanterie / filière combat VAB pourrait, en premier choix, postuler pour sa filière, en second choix pour la filière combat VBCI. Son dernier choix pourrait se porter sur un domaine

complètement différent, comme le domaine feux dans la profondeur / filière appui feux coordination.

FORMATION Chef et technicien

Les candidats suivent une formation de trois mois à l'ENSOA de Saint-Maixent avec l'une des quatre promotions de l'année. Ils y apprennent à commander une dizaine de soldats et y acquièrent le certificat militaire de 1^{er} degré (CM1). Ils suivent ensuite une formation en école de spécialisation pour acquérir les capacités techniques de leur domaine de spécialité par l'obtention du certificat technique de 1^{er} degré (CT1).

PROCÉDURE Simplicité et lisibilité

À partir de cette année, les militaires du rang devront se prononcer pour un éventuel recrutement sous-officier par voie semi-directe au moment de la communication de la notation. Après constitution du dossier et son envoi à la DRHAT par le corps d'appartenance, la commission décisionnelle se réunira au mois d'octobre et identifiera les candidats retenus. Avertis dans le courant du mois de novembre, ils rejoindront l'ENSOA au mois de janvier, mai, juillet ou novembre 2011.

En 2010, les efforts réalisés ont porté leurs fruits car plus de 900 sergents d'origine semi-directe vont être recrutés. Riches d'une expérience de militaires du rang, ils renforceront l'expertise du corps des sous-officiers.

BPRH

Recrutement des EVAT dans les forces spéciales

Le recrutement des engagés volontaires de l'armée de Terre (EVAT) affectés dans les unités des forces spéciales est réalisé soit par recrutement initial, soit par la mutation d'EVAT provenant d'autres formations.

Après avoir élaboré leur plan de recrutement annuel, ces unités transmettent leurs besoins à la direction des ressources humaines de l'armée de Terre (DRHAT) :

- le recrutement initial relève de la sous-direction recrutement (SDR)/ Bureau Recrutement (BR) ;
- le recrutement ultérieur relève du service de la gestion du personnel (SGP)/

bureau commandement-renseignement (CD-RE) qui applique annuellement la procédure suivante :

- mars « année A - 1 » : transmission à l'ensemble des formations de l'armée de Terre d'un message de prospection nationale ;
- octobre « année A - 1 » : sélection des candidats sur dossier puis par test psychotechnique et par entretien ;
- janvier - juillet « année A » : formation spécifique permettant d'acquies les qualifications nécessaires ;
- août « année A » : après réussite à la formation, chaque EVAT reçoit son affectation définitive.

BPRH

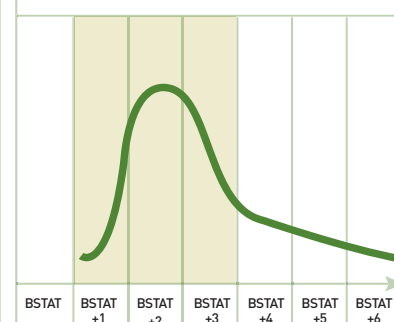
ADMISSION SOC EN 2012

Mise en œuvre des nouvelles conditions

Faisant suite à la mise en œuvre du BSTAT rénové, les nouvelles conditions d'admission dans le corps des sous-officiers de carrière achèveront de compléter le dispositif du nouveau parcours professionnel sous-officiers.

À compter de 2012, afin d'honorer les besoins de l'institution, tout en permettant une évaluation de la compétence des candidats à honorer un poste du niveau BSTAT, l'admission dans le corps des sous-officiers de carrière se fera entre la première et la sixième année suivant l'obtention du BSTAT avec un effort marqué sur la deuxième année. À terme, 90% des lauréats du BSTAT d'une année seront admis SOC.

L'admission SOC centrée sur BSTAT + 2



Pour l'admission dans le corps des sous-officiers de carrière un effort sera marqué sur la deuxième année après obtention du BSTAT.

Ainsi, pour les sous-officiers qui obtiendront leur BSTAT en 2012, 90 % d'entre eux accéderont au corps de sous-officiers de carrière entre 2013 et 2018 ; pour une majorité d'entre eux, cette accession interviendra en 2014. Ceux qui ne veulent ou ne peuvent accéder au corps des SOC se verront proposer de dérouler un parcours contractuel complet jusqu'à 25 ans de services. Les critères utilisés pour identifier le cadencement de l'admission SOC seront le niveau de notation, l'ancienneté dans le grade détenu et l'ancienneté du BSTAT. Même si la décision demeure au niveau de l'administration centrale, l'avis du conseil de régiment reste essentiel. Pour l'année 2010, les conditions d'admission SOC seront identiques à celles de 2009.

BPRH

Le BSTAT rénové est mis en place en 2012



Les nouvelles conditions d'admission SOC sont mises en place en 2012.







